

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 24 AVRIL 1908.

Projet de loi relatif à la saisie et à la surenchère sur aliénation volontaire
des navires et des bateaux (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. Paul SEGERS.

MESSIEURS,

La Commission s'est livrée à une courte discussion générale et à une discussion détaillée des articles.

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE.

Cette discussion a porté sur les dispositions du projet relatives: 1° à la saisie conservatoire; 2° à la saisie exécution; 3° à la voie parée.

Les matières faisant l'objet de la surenchère sur l'aliénation volontaire (chapitre IV du projet) et de l'ordre (chapitre V) ont été adoptées sans discussion.

CHAPITRE I.

DE LA SAISIE CONSERVATOIRE.

La saisie conservatoire des navires et des bateaux existe actuellement dans la loi.

Elle est régie par l'article 447 du Code de procédure civile.

Cet article dépend du titre qui règle la procédure devant les tribunaux de commerce. Il dispose que dans les cas qui requièrent célérité, le Président pourra permettre de saisir les effets mobiliers. Les navires et bateaux sont meubles. Le Président du tribunal consulaire peut donc en autoriser la saisie conservatoire.

(1) Projet de loi, n° 94.

(2) La Commission était composée de MM. Begerem, président, Destrée, Franck, Hoyois, Hubert, Segers, Tonnelier.

Il résulte de cette disposition que pareille saisie, qui ne peut être autorisée par le juge civil, est strictement limitée dans le système actuel de la loi aux créances de nature *commerciale*. Pour les créances d'ordre civil, la loi ne connaît aujourd'hui en fait de saisies de précaution que la saisie-arrest organisée par les articles 557 à 582 du Code de procédure civile, la saisie foraine, qui n'est qu'une forme de la saisie-arrest, prévue à l'article 822 du même code, la saisie gagerie qui est la garantie du bailleur vis-à-vis du locataire, et la saisie brandon ou saisie des fruits faite dans les six semaines qui précèdent l'époque ordinaire de leur maturité (art. 626 C. pr. c.)

Ce qui caractérise essentiellement le projet de loi, c'est qu'il propose d'étendre aux créances *civiles* aussi bien qu'aux créances commerciales la saisie conservatoire, qui n'est, en ce moment, que la garantie exclusive de ces dernières.

L'innovation est heureuse, car on se demande en vain ce qui justifiait, au point de vue des garanties dues aux créanciers, la distinction entre la dette de nature commerciale et celle de nature civile. Il est simplement fâcheux que le cadre de la loi nous force de limiter l'œuvre d'unification aux navires et aux bateaux, et de ne pouvoir autoriser la saisie conservatoire du chef des créances civiles à tous les effets mobiliers sans distinction. Le mieux est l'ennemi du bien. Félicitons-nous déjà de ce premier pas dans une voie de réformes désirées.

L'extension de la saisie conservatoire aux créances de toutes natures a provoqué, au sein de la Commission, la discussion de deux questions, une question de compétence et une question de procédure.

§ 1. — *Compétence.*

Le projet de loi attribue au président du *tribunal civil exclusivement* compétence pour autoriser la saisie conservatoire. C'est une dérogation à la loi actuelle, qui, par l'article 417 du Code de procédure civile, attribue, pour les créances de nature commerciale, les seules pour lesquelles existe aujourd'hui la saisie conservatoire, compétence au président du tribunal de commerce.

L'exposé des motifs essaie de justifier cette dérogation en ces termes :
« La saisie constitue une voie d'exécution purement civile. Elle est mise
» dans les attributions du président du tribunal de première instance, indé-
» pendamment du caractère civil et commercial de la créance, qu'il s'agisse
» d'une saisie conservatoire, préliminaire de la procédure d'expropriation,
» ou des voies d'exécution proprement dites. »

Ces raisons n'ont pas convaincu la Commission. Elles lui ont paru insuffisantes pour innover. La Commission est d'avis qu'il y a lieu de maintenir l'attribution de compétence au président du tribunal de commerce, pour les créances de caractère commercial. Il y a lieu, d'autre part, de n'attribuer de compétence au président du tribunal civil que pour autoriser les saisies conservatoires basées sur un titre de nature civile. Ces règles sont conformes au droit commun. Elles respectent l'article 417 du Code de procédure dont

l'application a passé dans les mœurs. Elles répondent aux motifs mêmes invoqués par l'exposé des motifs. Celui-ci en effet fait très sagement la distinction entre la saisie « préliminaire de la procédure d'expropriation », simple mesure de conservation, et la saisie exécution. Aux termes de l'article 442 du Code de procédure civile et de l'article 14 de la loi du 25 mars 1876 sur la compétence, « les tribunaux de commerce ne connaîtront point de l'exécution de leurs jugements. » S'il s'agissait donc d'attribuer compétence pour un acte relatif à un acte d'exécution, il n'est pas douteux qu'il y aurait lieu de rendre le juge civil seul compétent. Mais la saisie conservatoire, loin d'être une voie d'exécution, n'est qu'un acte préparatoire à l'exécution, une mesure conservatoire que les auteurs appellent une saisie de précaution, par opposition aux actes d'exécution proprement dits. Il n'y a donc pas lieu de la considérer, ainsi que le fait l'exposé des motifs, comme « une voie d'exécution purement civile ».

§ 2. *Procédure.*

La saisie conservatoire, dans le système actuel de la loi, n'est pas soumise à la procédure en validation.

Le créancier qui a obtenu l'autorisation de saisir s'empresse généralement d'obtenir la décision de justice, qui lui permettra de transformer sa saisie conservatoire en saisie exécution. S'il n'agit pas à cet effet avec une diligence suffisante, le débiteur a la faculté de l'assigner en main-levée de la saisie, tout comme il a le droit, si la saisie a été autorisée indûment, d'en faire prononcer la nullité par le tribunal.

Ces garanties accordées au débiteur ont toujours paru suffisantes. Le projet de loi s'en est contenté.

Des motifs d'ordre pratique ont néanmoins décidé la Commission à réclamer la procédure en validation des saisies conservatoires.

Dans les pays maritimes, lorsqu'on tient le navire, le tribunal est compétent pour connaître non seulement de l'action en validité de la saisie mais par voie de corollaire, de l'action en dommages-intérêts en vue de laquelle la saisie est pratiquée.

On a essayé de même en Belgique, en saisissant conservatoirement le navire, d'invoquer la compétence du *forum-arresti*, pour faire statuer par nos tribunaux sur l'action en responsabilité en même temps que sur l'action en validité. Mais on a jugé, sous prétexte que la loi ne prévoit pas expressément l'action en validité des saisies conservatoires, que pareille action n'existait pas. Dès lors, lorsque l'abordage était né ou lorsque la cause du préjudice s'était produite hors du territoire belge et lorsque le défendeur n'était pas domicilié en Belgique, le tribunal, aux termes de l'article 12 de la loi du 25 mars 1876, devenait incompétent pour connaître du fond du litige. Cette jurisprudence met les armements en Belgique dans une situation d'infériorité. On leur permet de saisir le navire qui a causé l'accident, mais on les oblige à prendre un jugement à l'étranger. C'est là une contradiction qu'il y a avantage à faire disparaître, tant dans l'intérêt de nos armements que dans un but d'unification du droit maritime.

Mais il y a une seconde raison d'en décider ainsi.

Il arrive qu'un étranger, qui a obtenu, par surprise, l'autorisation de pratiquer en Belgique une saisie conservatoire sur un navire, disparaît sans plus agir. Le navire reste saisi. Certes le saisi a le droit de faire déclarer la saisie nulle ou d'en obtenir la main levée. Mais le saisissant habite l'étranger. Aux termes de la Convention de La Haye, il devra respecter des délais de distance, pendant lesquels il est exposé à subir un grave préjudice.

En obligeant le saisissant à poursuivre dans un délai relativement court la validité de la saisie, on permet au saisi de s'expliquer en justice et d'obtenir éventuellement, sans trop attendre, la main levée d'une saisie injuste ou vexatoire.

Il y a lieu de noter d'ailleurs que la mesure ne sera pas édictée seulement au profit des créances d'ordre maritime et commercial. Grâce à l'extension de la saisie conservatoire aux créances civiles, les victimes des accidents de la mer seront appelées à en bénéficier.

Mais il est un autre point qui demande à être résolu ici.

Il a été généralement admis jusqu'à présent que le tribunal civil était seul compétent pour connaître des actions en validité et en main levée de saisies conservatoires.

Il n'existe que peu d'arrêts en sens contraire. Ces arrêts n'ont d'ailleurs pas rencontré le véritable motif qui a jusqu'ici déterminé les tribunaux à attribuer compétence au juge civil. Ce motif, c'est que les tribunaux de commerce sont une juridiction d'exception et que l'article 417 du code de procédure, tout comme la loi du 25 mars 1876, n'attribue pas, pour connaître d'une action en validité ou en main levée d'une saisie conservatoire compétence aux tribunaux de commerce. L'un de ces arrêts indique néanmoins deux raisons excellentes pour que nous fassions attribuer par la loi, compétence au juge consulaire pour des litiges basés sur des créances de nature commerciale. Ces raisons sont que, d'une part, la validité et la main levée d'une saisie conservatoire ne sont pas des actes d'exécution d'un jugement et qu'il n'y a donc aucun motif pour ne pas permettre au tribunal de commerce d'en connaître, et, d'autre part, qu'il y a des raisons de convenance à ne pas déférer à l'appréciation du tribunal civil la ratification ou l'infirmité d'une mesure ordonnée par le président d'une autre juridiction.

La Commission estime qu'il y a donc lieu d'interpréter l'article 1^{er} en ce sens que le tribunal de commerce sera compétent lorsqu'une action en validité ou en main levée de saisie conservatoire trouvera sa source dans une créance commerciale. Le tribunal civil sera compétent lorsque l'action sera basée sur une créance civile. Il va sans dire que lorsqu'un doute surgira au sujet de la nature de la créance ou lorsque la saisie sera pratiquée en vertu de plusieurs créances dont les unes seraient civiles et les autres commerciales, le tribunal civil demeurera seul compétent.

Sur la discussion de cette double question de compétence et de procédure est venu se greffer à la commission l'examen d'un problème relatif aux conflits de compétence territoriale dans les eaux de l'Escaut maritime, soulevé jadis par un projet de loi déposé par l'honorable M. Delbeke.

Dans l'exposé des motifs de son projet, notre honorable collègue disait :

« Lorsqu'un fleuve ou une rivière séparent deux arrondissements judiciaires — tel est le cas pour l'Escaut devant Anvers, — c'est sa ligne médiane qui forme la limite de chaque arrondissement. Il en résulte que les obligations nées d'un abordage, d'une assistance, d'un remorquage devront être poursuivies au tribunal de l'un ou de l'autre arrondissement, suivant que le fait se sera produit au delà ou en deçà de la ligne séparative. Grave embarras pour la juridiction qui doit connaître de ces événements de navigation et qui pourra être différente pour ceux qui se passent dans une même rade. Incertitude sur l'endroit exact où les faits se sont produits; exceptions d'incompétence d'autant plus préjudiciables qu'en ces matières elles peuvent, moyennant des réserves de style à faire au début, être opposées lors des débats sur le fond, après que les mesures d'instruction, les expertises, les enquêtes auront été ordonnées ou accomplies. Si le tribunal ou la Cour d'appel se déclarent ensuite incompétents, toute la procédure est à recommencer. Heureux si l'on peut encore réunir les preuves souvent difficiles et fugaces.

« Quel remède apporter à cette situation? Déplacer la limite de certains arrondissements jusqu'à la laisse de haute mer sur l'une ou l'autre rive? Ce serait peut-être créer d'autres inconvénients au point de vue administratif. Il nous a semblé préférable de ne pas toucher aux limites actuelles et de donner d'une manière générale au demandeur le choix de porter l'action devant les tribunaux de l'un ou de l'autre arrondissement. Telle est la disposition de l'article premier A de notre proposition. La généralité des termes : *pourra saisir les autorités judiciaires*, comprend non seulement l'action, mais la saisie et les mesures provisionnelles de toute nature.

La finale de l'article premier A est la conséquence nécessaire de cette extension de compétence. Il convient de donner aussi compétence aux officiers ministériels pour instrumenter sur toute la largeur des eaux séparatives. On facilitera ainsi aux intéressés l'exécution de procédures urgentes, comme la saisie du bâtiment ».

La Commission a cru le moment propice pour résoudre la question soulevée par le projet Delbeke. Le cadre de la loi que nous élaborons s'adapte plus que tout autre à sa matière. La solution proposée par l'honorable M. Delbeke est la seule rationnelle et la seule pratique. Elle n'a, d'ailleurs, pas soulevé d'opposition. La Commission a donc cru pouvoir l'incorporer à la loi.

Les textes nouveaux que réclament ces quelques amendements seront libellés au cours de la discussion des articles du projet.

CHAPITRE II.

DE LA SAISIE EXÉCUTION.

Les articles 197 à 215 de l'ancien Code de commerce de 1808, qui règlent encore ce moment la matière de la saisie exécution et de la vente des

navires, ont été maintenus par la loi du 21 août 1879 qui régit le droit maritime.

L'article 237 de cette loi stipulait qu'à dater de la mise en vigueur des dispositions du Code de commerce nouveau (loi de 1879), les articles 197 à 215 du Code de commerce de 1808 seraient ajoutés au Code de procédure civile, pour y être observés « jusqu'à la revision dudit Code. »

Caressons l'espoir qu'il nous sera donné un jour d'aborder la revision de nos Codes.

En attendant, les dispositions vieilles que traîne derrière lui le Code de procédure civile continuent à régir la vente et la purge des navires, en imposant des formalités qui font aujourd'hui sourire. La tentative de revision partielle du Code de 1808, qui a pour but de mettre les règles relatives à la saisie et à la vente des navires en harmonie avec les nécessités modernes du droit maritime et surtout avec les exigences impérieuses du crédit maritime dont la loi nouvelle sur l'hypothèque et l'abandon, récemment votée par les Chambres, permet l'organisation sérieuse, est une œuvre dont il importe de savoir gré à l'honorable Ministre de la Justice.

Un premier désavantage de l'ancienne loi était donc de consacrer pour la vente des navires des formalités surannées. Les trois criées et publications à la bourse et sur la place publique; l'avis inséré « dans un des papiers publics » imprimés dans le lieu où siège le tribunal ou dans le département (art. 202); l'apposition des affiches au grand mât, sur la place publique et sur le quai du port (art. 203); la réception des enchères de huitaine en huitaine par le juge commis (art. 205); l'octroi des remises accordées par le juge (art. 206); la défense de saisir le navire prêt à faire voile, pour dettes autres que celles contractées pour le voyage à faire (art. 215); et lorsque la saisie porte sur des bâtiments de dix tonneaux et moins, l'adjudication à l'audience (art. 207), ne sont-ce pas là autant de prescriptions dignes d'un autre âge ?

L'ancienne législation présentait une seconde lacune. C'est la diversité de régime imposé aux navires et aux bateaux. Nous venons de rappeler les dispositions qui régissaient la saisie et la vente des navires. La saisie et la vente des bateaux, au contraire, étaient réglées par le titre VIII du Code de procédure civile visant les saisies-exécutions, et plus spécialement par l'article 620 de ce titre, qui impose la vente sur les ports, gares ou quais où se trouve le bateau saisi, après certaines affiches et publications.

Le double mérite du projet de loi qui nous est soumis est d'unifier les dispositions qui régleront à l'avenir la saisie et la vente des navires et des bateaux et de moderniser la procédure.

A cet égard, le projet ne se borne pas — ce qui déjà eût constitué un progrès sensible — à substituer aux règles anciennes les dispositions de la loi du 15 août 1854, qui régit l'expropriation forcée des immeubles. Il simplifie encore ces formalités et réalise ainsi, dans une mesure plus large, justifiée par les exigences du crédit maritime, le double but poursuivi par le législateur de 1854 et que rappelle à diverses reprises le rapporteur de la loi, M. Lelièvre : la célérité et l'économie. Le projet réalise ce double pro-

grès sans léser les intérêts légitimes du débiteur et des tiers. L'exploit de saisie est inscrit au registre d'immatriculation (art. 13). Les tiers, créanciers inscrits, et le débiteur sont sommés, 15 jours avant la vente, de prendre connaissance du cahier des charges et d'assister à l'adjudication, si bon leur semble (art. 15). Le cahier des charges est dressé par l'officier ministériel que désigne le président en même temps que celui-ci indique le lieu où il sera procédé à la vente et qu'il réglemente la publicité (art. 14). En cas de contestation, l'officier ministériel renvoie les parties en référé (art. 15).

Telles sont les garanties accordées tant aux tiers qu'au débiteur. Mais le projet y ajoute une garantie que ne connaît pas la loi du 15 août 1854 sur la vente forcée des immeubles. Il permet à toute personne de surenchérir pendant 15 jours après l'adjudication. La loi du 15 août 1854 se borne, quant à la surenchère, à organiser, par ses articles 93 à 101, la procédure relative à la réquisition prescrite par l'article 115 de la loi du 16 décembre 1851 sur les privilèges et hypothèques. Le droit de surenchérir prévu par cette loi n'existe qu'en cas d'aliénation volontaire d'un immeuble hypothéqué. Aussi l'article 96 de la loi de 1854 prévoit-il expressément que les ventes par voie parée, qui se font, on le sait, dans les formes des ventes volontaires, et les ventes qui ont lieu en vertu d'un jugement antérieur à la transcription de la saisie, ne seront pas soumises à la surenchère, à l'égard des créanciers inscrits, valablement appelés à l'adjudication.

Le droit de surenchère n'est donc pas prévu dans nos lois en cas de vente par expropriation forcée. La disposition est inspirée par l'article 565 de la loi du 18 avril 1851 sur les faillites, dont elle reproduit les termes, et qui permet à toute personne de surenchérir pendant une quinzaine après l'adjudication.

La Commission s'est demandée s'il était nécessaire d'accorder au débiteur et aux tiers cette garantie complémentaire de la surenchère. Elle lui a reconnu le double inconvénient de constituer une entrave à la vente dont est libérée la vente forcée des immeubles et d'écarter, dans une mesure qu'il convient cependant ne pas exagérer, les amateurs qui redoutent de voir leur droit d'acquéreur en même temps que le sort du navire acheté tenus en suspens pendant quinze jours. Elle lui a, d'autre part, reconnu l'avantage d'être aux yeux de ceux qui voient une garantie dans la multiplication des formalités et la longueur des délais une compensation à la simplification et à la rapidité plus grande de la procédure. Au total, elle estime que la vente telle qu'elle est organisée est entourée de garanties suffisantes pour permettre d'espérer que la valeur réelle du navire sera atteinte. La loi de 1854 sur l'expropriation forcée n'admet la surenchère ni pour les ventes sur saisie, ni même pour les ventes par voie parée, ni pour les ventes judiciaires qu'elle énumère. La Commission a donc été d'avis qu'il n'y avait pas lieu de l'admettre davantage pour les expropriations forcées des navires et des bateaux. Elle propose de renoncer à cette nouveauté.

CHAPITRE III,

DE LA VOIE PARÉE.

Les dispositions relatives à la voie parée sont par leur caractère de nouveauté dans notre droit et par l'effet utile qu'on peut en attendre, les plus importantes du projet de loi.

La stipulation de voie parée, consacrée pour la vente des immeubles par les articles 90 et 92 de la loi du 15 août 1854, n'a jamais existé dans notre droit maritime. Le titre II du livre II de l'ancien Code de commerce, que nous avons déjà rappelé, loin de permettre la vente du gage par voie parée, allait jusqu'à défendre (art. 215) de saisir le bâtiment prêt à faire voile, si ce n'est à raison de dettes contractées pour le voyage qu'il va faire.

C'est cependant surtout en matière d'hypothèque maritime que la procédure rapide de la voie parée est nécessaire. Les immeubles ne se déplacent guère. Le navire, au contraire, a vite fait de lever l'ancre et de se dérober à l'action du créancier hypothécaire. La garantie de l'hypothèque serait vite illusoire si celui-ci ne trouvait pas dans la loi le moyen d'intervenir rapidement lorsque son débiteur ne remplit plus ses engagements, lorsqu'il n'a plus qu'un moindre intérêt à les remplir et que déjà il enlève le gage et le fait voyager au loin. La sécurité du crédit exige que dans ce cas le créancier, s'il est premier inscrit, comme en matière immobilière, et si la clause de voie parée a été rendue publique par l'inscription, puisse se faire envoyer en possession du navire ou du bateau, y placer un capitaine de son choix, le faire vendre et se faire payer sur le prix. C'est ce que consacre depuis longtemps la loi anglaise.

Une difficulté toutefois semblait dans la loi belge faire obstacle à ce progrès. Le navire et le bateau sont meubles. L'article 2078 du Code civil et l'article 10 de la loi du 5 mai 1872 sur le gage commercial, déclarent nulle toute clause qui autoriserait le créancier à s'approprier le gage ou à en disposer par le seul défaut de paiement. A défaut de paiement à l'échéance de la créance garantie par le gage, le créancier pourra faire ordonner par justice que le gage sera vendu. Il pourra même, en matière civile, faire ordonner que le gage lui demeurera en paiement jusqu'à due concurrence, d'après une estimation faite par experts. Les stipulations de voie parée sont donc nulles pour les navires et les bateaux tant que la loi ne vient pas l'autoriser. Le but des articles 20 et 25 du projet est de permettre ces stipulations. C'est chose sage; car les raisons qui militent en faveur de l'interdiction du pacte comissoire en matière de gage mobilier ordinaire n'existent plus lorsqu'il s'agit de navires et de bateaux. Si l'on remonte aux sources du droit, on constate que la loi de Constantin, et plus tard l'ancien droit français, et après cela le Code Napoléon, n'ont prohibé le pacte comissoire que parce que la dette est généralement en dessous de la valeur du gage et qu'il y a donc lieu d'atteindre la fraude du créancier, qui trouverait dans le pacte comissoire un moyen blâmable de tirer un profit excessif des sommes d'argent

qu'il prêterait. Cet abus est à craindre en cas de gage. Il l'est de même en cas d'antichrèse (nantissement d'une chose immobilière). Aussi, l'article 2088 du Code civil, stipule-t-il que le créancier ne devient point propriétaire de l'immeuble par le seul défaut de paiement au terme convenu. Mais le danger n'existe plus, si au lieu de stipuler qu'à défaut de paiement le créancier pourra s'approprier l'immeuble, on stipule que l'immeuble sera vendu aux enchères devant notaire. C'est la clause de voie parée. Pareille vente, en effet, n'a lieu qu'après mise en demeure du débiteur, avec publicité et concurrence, et le créancier n'est payé que de sa créance. Aussi ne comprend-on pas que la loi française du 2 juin 1841, sur la saisie mobilière, ait pu interdire pareille clause, si conforme à la liberté des conventions. La loi belge du 15 août 1854, en proclame la validité. Or, il importe d'appliquer aux navires et aux bateaux, qui tout en étant qualifiés meubles par la loi, sont en fait, au point de vue de l'hypothèque, assimilés aux immeubles, les règles que la loi prescrit en matière immobilière. Le débiteur, propriétaire du bâtiment, trouve d'ailleurs une première garantie que ne connaît pas la loi du 15 août 1854, dans l'obligation pour le créancier envoyé en possession et responsable de sa gestion, de fournir caution ou de justifier de solvabilité suffisante (art. 21). Le projet ne prévoit cette obligation de fournir caution que si le président du tribunal l'y oblige. La Commission estime qu'en raison des abus possibles, par le fait du saisissant, cette caution doit être ordonnée en tous cas, sauf pour le président à en fixer le montant. Le débiteur trouve une seconde garantie dans le droit de requérir pendant six mois, à dater de la notification aux créanciers inscrits ou de la dernière publication, la vente du bâtiment (art. 23).

Quant aux droits des tiers, qui auraient contracté sans fraude avec l'ancien capitaine, nous estimons qu'ils doivent être, eux aussi, sauvegardés. L'article 24 du projet y pourvoit. Nous pensons en avoir justifié la portée dans le rapport du 17 mai 1905, relatif au projet de loi récemment adopté sur la navigation maritime et la navigation intérieure, dont nous croyons utile de rappeler les termes :

« La loi devra de même garantir les droits des tiers. L'ancien capitaine pourra avoir fait avec des chargeurs, des expéditeurs, des fournisseurs de bonne foi, des contrats dont l'inexécution se traduirait par des dommages-intérêts. Le nouveau capitaine pourra-t-il, sans souci de ces contrats, enlever le navire à sa guise et au besoin le décharger, sauf à laisser ces tiers en présence de l'ancien propriétaire, souvent insolvable? Ce ne serait pas équitable. La sûreté des relations commerciales exige que ces conventions conclues sans fraude soient exécutées sans surprise. Certes, l'intérêt du prêteur hypothécaire, qui pourra être ainsi tenu d'exécuter des contrats parfois onéreux, mérite attention. Mais l'intérêt des tiers, qui représentent ici le commerce honnête, n'en est pas moins respectable et l'équité exige que, dans ce conflit d'intérêt, le recours à exercer éventuellement contre le propriétaire discrédité soit imposé à celui des deux créanciers qui a, pour se couvrir, un gage hypothécaire dont il s'est d'ailleurs emparé, plutôt qu'à celui d'entre eux qui n'aurait peut-être d'autre garant que la bonne foi des contrats.

» Si la loi impose au capitaine du créancier hypothécaire de respecter les engagements conclus sans fraude par l'ancien capitaine, relativement au navire ou au voyage, les tiers seront-ils suffisamment protégés? Nous le croyons. Au lieu d'un débiteur, on leur en donne deux, et il est certain que le second d'entre eux, le créancier hypothécaire, qui se sera substitué au propriétaire dans l'exécution des contrats, aura tout intérêt, puisque sa responsabilité personnelle est engagée, de gérer en bon père de famille. »

Déjà au sein de la Commission chargée de l'examen du projet de loi que j'ai rappelé on s'était trouvé d'accord pour reconnaître la nécessité de permettre aux parties d'inscrire dans les actes la stipulation de voie parée (voir le rapport du 19 mai 1903, n° 174). Si la proposition élaborée par la Commission n'a pas été adoptée par la Chambre, c'est qu'il a été reconnu qu'elle serait plus utilement reportée au projet spécial sur la saisie et la vente des navires et des bateaux que nous discutons en ce moment.

II. — DISCUSSION DES ARTICLES.

CHAPITRE I.

DE LA SAISIE CONSERVATOIRE.

ARTICLE PREMIER.

L'article 1^{er} devrait, pour répondre aux décisions de la Commission relatives à l'attribution de compétence, être rédigé comme suit :

« La saisie conservatoire des navires et bateaux peut être autorisée dans les cas qui requièrent célérité.

» L'autorisation est accordée par le président du tribunal civil si la créance est civile; et par le président du tribunal de commerce si la créance est commerciale. »

En matière de saisie conservatoire, on admet généralement que le juge compétent pour autoriser la saisie est le président du lieu du domicile du débiteur, même lorsque les objets à saisir se trouvent dans le ressort d'un autre tribunal (BELTJENS, *Procédure civile*, art. 417, n° 8; DALLOZ, v° *Saisie conservatoire*, n° 12; GARSONNET, t. III, p. 53, note 19; DE BELLEYME, t. I, p. 249; BERTIN, *Ord. sur requête*, n° 421.) A titre exceptionnel cependant, la jurisprudence admet la compétence du président du lieu où se trouvent les objets. (BELTJENS, *l. c.*, n° 5. Trib. Termonde, 27 juill. 1882, *Pas.* 1883, III, 49.) En matière de saisie de navires et de bateaux, il y a intérêt à faire de cette exception la règle. Il faudrait donc ajouter au texte ci-dessus :

« Le président compétent est celui du ressort dans lequel se trouve le navire ou le bateau. »

Il y aurait lieu, en outre, de trancher la question de compétence, relative à l'Escaut maritime, soulevée par le projet, déposé jadis par M. Delbeke, et dont nous avons parlé dans le chapitre réservé à l'étude de la discussion générale. On le ferait en ces termes :

« Dans les eaux limitant deux arrondissements, le demandeur peut, à son

choix, saisir les autorités judiciaires de l'un ou de l'autre des arrondissements riverains, et toutes significations peuvent être faites par des officiers ministériels de l'un comme de l'autre arrondissement; »

Suivrait alors le paragraphe 2 du texte du Gouvernement.

« Le *président* peut, suivant l'exigence des cas, assujettir le demandeur à donner caution ou à justifier de solvabilité suffisante. Son ordonnance est exécutoire nonobstant opposition ou appel. »

Le texte du projet du Gouvernement ajoute : « Toutefois elle réserve au saisi le droit de se pourvoir, dans un délai déterminé, à l'audience des référés, aux fins de faire rétracter l'autorisation de saisie ou de faire augmenter la caution. »

La Commission n'a pas cru utile de déroger à ce sujet au droit commun. Sous l'empire actuel du Code, le saisi ne peut exercer aucun recours, ni d'opposition, ni d'appel, à l'ordonnance même, qui est un acte de juridiction gracieuse. Mais il peut exercer son recours contre la mesure que l'ordonnance ordonne. L'opposition sera portée non pas devant le président, mais devant le tribunal de commerce. (Voyez la note sous l'arrêt de cassation du 28 nov. 1895. *Pas.* 1896, I, 30.) Le saisi pourra aussi, s'il se croit lésé, demander la mainlevée de la saisie devant le tribunal compétent, qui est, selon l'avis le plus généralement admis, le tribunal civil. Le projet de loi propose une dérogation à ces règles. Il oblige le président de réserver dans l'ordonnance un délai pendant lequel le saisi pourra se pourvoir non pas devant le tribunal, mais devant le président pour faire rétracter l'ordonnance. Cette mesure ne serait certes pas à dédaigner. Elle constituerait une garantie de plus pour le saisi. Si on l'adoptait, il vaudrait mieux toutefois fixer dans la loi le délai pendant lequel le saisi pourrait exercer ce recours, sans le laisser à l'arbitraire de l'ordonnance. Mais il importe de ne pas perdre de vue que les règles du projet de loi ne s'appliqueront qu'à la saisie des navires et des bateaux. Or, il y a un intérêt d'unité incontestable de n'édicter à cet égard des règles particulières que lorsque celles-ci sont strictement nécessaires. Il est, en effet, dangereux de multiplier les distinctions de procédure pour des matières identiques telles que la saisie des navires et la saisie des autres effets mobiliers. C'est le motif pour lequel la Commission est d'avis qu'il vaut mieux ne pas déroger ici aux règles actuellement admises, qui resteront d'application pour les saisies conservatoires en général. Elle propose donc la suppression du dernier paragraphe de l'article du projet.

C'est à la fin de l'article 1^{er} que serait placée la disposition relative à l'obligation pour le saisissant d'assigner le saisi en validité. Il y a lieu, au point de vue de la rédaction, de tenir compte du texte de l'article 563 du Code de procédure civile, qui vise la saisie-arrêt. On dirait :

« Dans la huitaine de la saisie, outre un jour par trois myriamètres de distance entre le domicile du saisissant et celui du domicile saisi, le saisissant sera tenu sous peine de nullité d'assigner de validité. »

La Commission croit nécessaire d'ajouter les mots « sous peine de nullité ».

ART. 2.

Cet article doit être mis en concordance avec l'article 1^{er}. Le 3^o du projet deviendrait le 2^o. Puis suivrait en remplacement du 2^o du projet un paragraphe ainsi conçu : « Lorsque l'autorisation est accordée par le président du tribunal civil, l'exploit contiendra en outre constitution d'un avoué chez lequel le domicile du poursuivant est élu de droit.

Il est établi un gardien. »

ART. 3.

Il est bien entendu que, dans cet article et dans les autres où le mot capitaine est employé seul, ce mot s'entend dans le sens de *capitaine* lorsqu'il s'agit d'un navire, et dans le sens de *patron* lorsqu'il s'agit d'un bateau.

ART. 4.

Cet article et, plus loin, l'article 13 du projet emploient les mots « inscrit », « inscription ». Ces mots sont ceux qui se retrouvent dans la loi récemment votée sur la navigation maritime et la navigation intérieure, dont le projet actuel n'est que le corollaire. C'est le motif pour lequel il importe de maintenir ces mots au projet. Mais ces termes peuvent donner lieu à équivoque. En effet, dans le sens que la loi hypothécaire donne au mot « inscription », ce mot s'entend de mentions abrégées, sur bordereaux. Elle exige la copie textuelle du titre, ou la *transcription*, pour tous les actes qui ont de l'influence sur la transmission ou la résolution d'immeubles. La loi de 1854 exige aussi la transcription des saisies immobilières. Nous estimons que le contexte du projet de loi (art. 4 et 13) exige également la relation intégrale de la saisie de navires. C'est dans ce sens qu'il faudra interpréter ici les mots « inscrit », « inscription ».

ART. 5.

L'article stipule que lorsqu'une saisie a déjà été présentée et inscrite, le conservateur refuse d'inscrire toute nouvelle saisie. La Commission n'a pas compris quels motifs peuvent dicter cette disposition. Il peut se faire que mainlevée soit donnée d'une première saisie. Si une saisie subséquente n'a pas été inscrite, le débiteur pourra disposer du bâtiment, qui ainsi échappera au second saisissant. La Commission propose de rédiger l'article comme suit : « Lorsqu'une saisie a déjà été présentée et inscrite, le conservateur mentionne toute nouvelle saisie en marge de la première inscription. »

ART. 6.

Il est bon de signaler que la disposition qui défend au propriétaire, à compter du jour de l'inscription de la saisie, d'aliéner ou d'hypothéquer, à peine de nullité, le bâtiment est proposée tant dans l'intérêt du saisi que dans l'intérêt du saisissant; car elle aura le plus souvent pour conséquence qu'en fait on permettra au batelier de continuer à naviguer, malgré la saisie du bateau.

CHAPITRE II.

DE LA SAISIE EXÉCUTION.

ART. 8.

Cet article dispose que le commandement contient « indication du titre en vertu duquel il est fait et copie entière de ce titre, s'il n'a déjà été notifié ».

Il est plus exact de dire « indication du titre en vertu duquel il est fait et *notification* de ce titre, etc., » car le commandement ne contient en réalité pas le titre ; il en constate la signification faite par copie donnée en tête. — Le mot *notification* est d'ailleurs celui dont se sert l'article 583 du Code de procédure civile au titre de la saisie-exécution.

ART. 9.

L'article stipule que « le commandement est fait à la personne du débiteur ou à son domicile s'il s'agit d'une action générale à exercer contre lui. »

Il vaut mieux employer les termes de l'article 14 de la loi de 1854 et dire « ou au domicile *réel ou élu dans le titre de la créance* ». Le créancier peut, en effet, ne pas connaître le domicile du débiteur.

Le § 2 dit : « Il (le commandement) peut être fait au capitaine si la créance est privilégiée. Ils est bon d'ajouter ces mots : « Ou si elle est relative au navire ou à l'expédition. » Ils sont justifiés par la nature des créances visées et par les nécessités pratiques de l'exécution. — Tout ce qui est relatif au navire ou à l'expédition rentre, en effet, dans la compétence du capitaine. D'autre part, supposons qu'un créancier obtienne jugement contre un navire anglais. Le navire revient dans un port belge. Le créancier va le saisir : s'il ne peut pas remettre le commandement préalable à la saisie au capitaine, si avant de saisir il ne doit signifier un commandement en Angleterre, le navire sera parti avant la saisie à laquelle on ne peut procéder (art. 10) que vingt-quatre heures après le commandement.

Enfin le § 5 dispose : « Si le navire ou le bateau appartient à une autre personne que le débiteur, copie du commandement lui est notifié. »

Cet article vise le cas où le navire grevé passe à un tiers détenteur. Dans ce cas, le commandement doit lui être signifié avant la saisie. C'est insuffisant. La loi du 16 décembre 1851 règle au chapitre VI les effets des privilèges et hypothèques contre le tiers détenteur. Il est tenu non pas personnellement, mais uniquement comme détenteur. C'est le motif pour lequel l'article 98 lui permet, s'il ne remplit pas les formalités de la purge et s'il ne désire pas payer les dettes grevant le fonds qu'il a acquis, de *délaisser* l'immeuble hypothéqué. On ne voit pas pourquoi le tiers détenteur d'un navire ou d'un bateau n'aurait pas le même droit. D'autre part, l'article 99 de la loi de 1851 prescrit, avant de procéder à la saisie, de *sommer le tiers détenteur* de délaisser le navire ou de payer la dette exigible, avec déclaration

que faute de le faire le créancier hypothécaire pourra faire vendre l'immeuble sur lui. On ne comprendrait pas davantage pourquoi cette disposition qui garantit les droits du tiers détenteur ne serait pas maintenue. Cette sommation pourrait être faite par le même exploit qui donne connaissance du commandement. Il faudrait également fixer un délai, ainsi que le fait l'article 99 de la loi de 1851, pour permettre au tiers détenteur d'obtempérer à la sommation. Ce délai pourrait, en raison de la nature spéciale de la saisie des navires, n'être que de quinze jours au lieu de trente. Il faudrait, enfin, pour être logique, prévoir comment se fera le délaissement. Il n'y a pas de raison de ne pas suivre à cet égard les règles qu'impose la loi de 1851.

On ajouterait donc au § 3 de l'article :

» Il est fait sommation au tiers détenteur, par le même exploit, de payer la dette exigible ou de délaisser le navire ou le bateau, avec déclaration que, faute de ce faire, on fera vendre sur lui le bâtiment hypothéqué quinze jours après la date de la sommation.

» Le délaissement se fera conformément aux articles 100 à 107 de la loi du 16 décembre 1851. »

ARTICLE 10.

Cet article porte qu' « il ne peut être procédé à la saisie que vingt-quatre heures après le commandement ».

Conformément à l'article 1033 du Code de procédure civile, ce délai peut devoir être augmenté à raison des distances. L'obligation d'augmenter le délai n'existera pas lorsque, conformément à l'article précédent, le commandement pourra être remis au capitaine ou lorsque le débiteur a élu domicile dans le titre de créance. D'autre part, l'augmentation ne présentera pas d'inconvénients, lorsque le saisi sera domicilié en Belgique. Le délai, dans ce cas, n'est guère augmenté que de quelques jours. Mais si le débiteur n'a pas élu domicile dans le titre, ou bien s'il s'agit d'une action générale et si la créance n'est pas relative au navire et à l'expédition, ou bien si le navire appartient à un tiers détenteur et si le propriétaire ou le tiers détenteur ont leur domicile à l'étranger, il faudrait observer l'article 73 du Code de procédure et laisser écouler deux, quatre, six mois ou même une année entre le commandement et la saisie. Il est inutile de faire remarquer, qu'en pareil cas, la saisie d'un navire étranger deviendrait impossible, car lorsqu'on pourrait le saisir, il serait depuis longtemps parti. Il faut donc autoriser le poursuivant à demander par requête au président du tribunal de première instance d'abréger les délais.

On pourrait donc ajouter au premier paragraphe de l'article :

« Si le débiteur ou le tiers détenteur ont leur domicile à l'étranger et s'ils n'ont pas élu domicile en Belgique dans le titre de créance, et si le commandement ne peut être fait au capitaine, le président du tribunal de première instance pourra abréger les délais par ordonnance rendue sur requête ».

ART. 11.

Cet article énumère les mentions que doit contenir « l'exploit de saisie ».

Il y a lieu de remplacer les mots « l'exploit de saisie » par *le procès-verbal de saisie*. En effet, dans l'espèce, l'huissier se rend sur le navire, décrit tous les agrès et les effets dont il constate l'existence; il les mentionne sur l'acte qu'il dresse et constitue gardien. Ce qu'il fait c'est donc bien dresser un procès-verbal et non rédiger un simple exploit. Il semble que le texte du projet de loi se soit inspiré de l'article 18 de la loi du 15 août 1854 qui parle de « l'exploit » de saisie immobilière. Mais en l'occurrence l'huissier n'a aucune description à faire. Il ne doit pas même se rendre sur les immeubles saisis. Il se borne à notifier son exploit de saisie au domicile du saisi ou à sa personne. Dans le texte primitif du projet de loi de 1854, l'huissier devait se transporter sur les lieux et y dresser son procès-verbal qui devait être dénoncé au saisi. Aussi employait-on le terme « procès-verbal ». Mais lors de la discussion du projet au Sénat, le transport sur les lieux fut supprimé et le mot « procès-verbal » fut remplacé par le mot « exploit ». (Voir Saisie immobilière. WAELBROECK, art. 18, vol. 2, § 1.)

ART. 12.

En raison des observations présentées à l'article 11, les mots « exploit » et « exploit de saisie » doivent être remplacés par « procès-verbal » et « procès-verbal de saisie ».

ART. 13.

Ici aussi le mot « exploit » doit être remplacé par « procès-verbal ». C'est bien en effet le procès-verbal de saisie dont nous venons de parler à l'article 11 qu'on veut faire transcrire et non l'exploit de dénonciation de ce procès-verbal.

ART. 14.

Requête sera présentée au président du tribunal civil à l'effet de faire désigner l'officier ministériel qui sera chargé de procéder à la vente. L'article exige que cette requête soit présentée dans les cinq jours à dater de la présentation au conservateur de l'exploit (il faut dire du procès-verbal) de saisie ou de la notification au propriétaire de la conversion de la saisie-immobilière en saisie-exécution.

L'article ne dit pas si l'article fixe un délai fatal. Il y a lieu d'ajouter : « à peine de nullité. » Il est, en outre, certain qu'il est presque matériellement impossible de pouvoir en cinq jours faire enregistrer le procès-verbal de saisie, le notifier au saisi, en obtenir l'inscription et présenter requête au président. Il y a lieu de porter le délai à *huit* jours, et il semble raisonnable de donner pour point de départ au délai non pas la date de la présentation du procès-verbal de saisie au conservateur mais le jour de l'inscription de la saisie.

On dirait donc :

« Dans les huit jours, à peine de nullité, à dater de la date de l'inscription de la saisie ou de la notification au propriétaire de la conversion de la saisie conservatoire en saisie exécutoire... etc. »

L'article dit en outre que l'officier ministériel que désignera le président procédera à la vente « dans la forme des ventes volontaires ». Ces derniers mots sont empruntés à l'article 90 de la loi du 15 août 1854, qui permet la stipulation de voie parée. Dans le système de cet article la vente faite dans la forme des ventes volontaires s'explique, car le débiteur donne à son créancier, par la clause de la voie parée, un véritable mandat de faire vendre dans les conditions que prévoit l'article. Mais l'article 14 du projet de loi ne prévoit rien de pareil. Ici la vente n'est que la conséquence d'une saisie, que le créancier poursuit jusqu'au bout en exécutant son débiteur. Il est inexact dans ces conditions de dire que la vente se fera dans la forme des ventes volontaires. C'est au contraire une vente forcée pour le débiteur. Il y a donc lieu de supprimer dans l'article les mots : « dans la forme des ventes volontaires ». Il ne peut, d'ailleurs, y avoir aucun doute sur les formes de la vente. Elles sont parfaitement définies aux articles 14, 15 et 16 du projet.

Mais une autre disposition trouverait utilement place à la suite de cet article. Depuis longtemps, on paraît d'accord pour simplifier les formalités des ventes de biens appartenant aux mineurs et aux incapables. Mais c'est surtout lorsque ces ventes auront pour objet les navires et les bateaux qu'elles réclameront une procédure rapide et qu'il y aura lieu d'éviter la procédure de la loi du 12 juin 1816. On pourrait donc faire suivre l'article d'un paragraphe ainsi conçu : « Lorsque la vente aura pour objet des navires ou des bateaux appartenant en tout ou en partie à des mineurs ou à des personnes qui leur sont assimilées, on observera les formes requises en la présente loi. »

ART. 15.

Il serait pratique de permettre de faire la sommation de prendre connaissance du cahier des charges aux créanciers inscrits « aux domiciles élus dans leurs inscriptions ». L'article 33 de la loi de 1854 le permet en cas de saisie immobilière. L'article 91 de la même loi a malheureusement oublié d'ajouter ce membre de phrase. C'est probablement le motif pour lequel l'article 15 du projet, qui reproduit cet article 91, a commis le même oubli.

On rédigerait comme suit le § 2 de l'article :

« Les propriétaires et les créanciers inscrits, ceux-ci aux domiciles élus dans leurs inscriptions, seront sommés quinzaine avant la vente, etc. »

ART. 16.

Conformément à ce qui a été dit dans la partie de ce rapport consacrée à la discussion générale, la Commission propose de supprimer cet article.

ART. 17.

On ne voit pas pourquoi le projet ne comprend aucune disposition relative au délai pendant lequel la vente pourrait être attaquée. C'est sans doute un oubli. Pareille disposition trouverait sa place à la suite de l'article 17.

On pourrait, à cet égard, se contenter de transcrire presque textuellement l'article 53 de la loi de 1854 :

« L'adjudication ne sera signifiée qu'à la partie saisie; cette signification sera faite à personne ou à domicile et par extrait seulement.

» L'extrait contiendra les noms, prénoms, professions et domiciles du saisissant, de la partie saisie et de l'adjudicataire, le jour de l'adjudication, le prix pour lequel elle a été faite et le nom de l'officier ministériel qui l'a reçue.

» Les demandes en nullité de l'adjudication seront formées, à peine de déchéance, dans les quinze jours de la signification dont il vient d'être parlé. »

ART. 18.

L'article 18 prévoit le cas de folle enchère. Il ne dit pas quelles formalités seront suivies pour la revente. Il faut en conclure que l'intention des rédacteurs du projet de loi est d'imposer implicitement les formalités prévues aux articles 74 et suivants de la loi de 1854. Or, ces articles sont compliqués. Il est possible de simplifier la revente en adaptant pour cet article une rédaction pareille à celle qu'il est d'usage d'insérer dans les ventes volontaires.

On rédigerait l'article comme suit :

« Faute par l'adjudicataire d'exécuter les clauses de l'adjudication et notamment d'acquitter le prix et les charges de la vente aux époques et de la façon stipulées au cahier des charges, le bâtiment est vendu à la folle enchère, après une simple mise en demeure notifiée au fol enchérisseur, non suivie d'effet dans les trois jours de sa notification par le ministère du même officier ministériel, sur le même cahier des charges, après (de nouveaux placards et de nouvelles affiches dans les formes revues à l'article 14 ci-dessus. »

ART. 19.

Cet article prescrit que « les demandes en subrogation et les demandes en distraction sont régies par les dispositions du chapitre III de la loi du 15 août 1854. »

Certaines dispositions de la loi de 1854 ne s'adaptent pas exactement à la nouvelle procédure du projet que nous discutons. Il n'y a notamment plus d'instance en validité, (art. 52 de la loi de 1854) dans laquelle il y a moyen d'intervenir par simple acte d'avoué à avoué, (art. 55 de la même loi). Dans ces conditions, les demandes ne pourront sous le régime du projet de loi, être formées que par voie d'action principale. Il vaut donc mieux les sou-

mettre au droit commun, plutôt que de vouloir les faire entrer dans un cadre qui ne leur est pas approprié. Il y a lieu en conséquence de supprimer purement et simplement l'article 19 du projet.

CHAPITRE III.

DE LA VOIE PARÉE.

ART. 21.

L'article prévoit que l'envoi en possession sera précédé d'un commandement de payer et que la requête d'envoi en possession sera signifiée au propriétaire.

Les trois premiers paragraphes devraient, dans un but d'unité et de simplification, être suivis d'un quatrième paragraphe permettant de faire le commandement et cette signification, ainsi qu'il est dit à l'article 9 du projet, qui stipule à qui est remis le commandement préalable à la saisie-exécution.

Le paragraphe serait ainsi libellé :

« Le commandement et la signification seront faits conformément à l'article 9 ci-dessus. »

Le 6^e paragraphe de l'article serait rédigé comme suit : « Le président assujettira le créancier à donner caution..., etc. ».

ART. 23.

Cet article doit être interprété en ce sens que si le président stipule dans l'ordonnance que le créancier peut placer sur le navire un capitaine de son choix et ramener le bâtiment au port d'attache, l'ancien capitaine devra, sous les peines prévues à l'article 23, se soumettre à cette prescription.

La Commission n'a pas d'observations à présenter en ce qui concerne le chapitre IV du projet relatif à la surenchère sur l'aliénation volontaire ni en ce qui concerne le chapitre V relatif à l'ordre.

Elle a adopté à l'unanimité le présent rapport.

Elle propose à la Chambre d'adopter le projet de loi dans les termes où elle l'a amendé. Ce projet est, on le sait, l'indispensable complément de la loi sur la navigation maritime et sur la navigation intérieure.

Le Rapporteur,

PAUL SEGERS.

Le Président,

V. BEGEREM.



(19)

Projet du Gouvernement

ET

Texte proposé par la Commission.

Projet du Gouvernement.

CHAPITRE PREMIER.

De la saisie conservatoire.

ARTICLE PREMIER.

Dans les cas qui requièrent célérité, le président du tribunal de première instance peut permettre de saisir conservatoirement les navires et bateaux qui se trouvent dans son ressort.

Il peut, suivant l'exigence des cas, assujettir le demandeur à donner caution ou à justifier de solvabilité suffisante. Son ordonnance est exécutoire nonobstant opposition ou appel.

Toutefois, elle réserve au saisi le droit de se pourvoir, dans un délai déterminé, à l'audience des référés, aux fins de faire rétracter l'autorisation de saisie ou de faire augmenter la caution.

Ontwerp der Regeering.

EERSTE HOOFDSTUK.

Van conservatoir beslag.

1^{ste} ARTIKEL.

In spoedeischede gevallen kan de voorzitter der rechtbank van eersten aanleg verlof verleenen om conservatoir beslag te leggen op de zee- en de binnenschepen die zich binnen zijn gebied bevinden.

Hij kan, naar vereisch van zaken, den vervolger opleggen borgtocht te stellen of van genoegzame gegoedheid te doen blijken. Zijn bevelschrift is uitvoerbaar niettegenstaande verzet of hooger beroep.

Echter bedingt het voor den geslagene het recht om, binnen een bepaalden tijd, zich te voorzien, op de terechtzitting voor kortgeding, ten einde het verlof tot beslaglegging te doen intrekken of den borgtocht te doen verhoogen.

Texte proposé par la Commission.

CHAPITRE PREMIER.

De la saisie conservatoire.

ARTICLE PREMIER.

« La saisie conservatoire des navires et bateaux peut être autorisée dans les cas qui requièrent célérité.

» L'autorisation est accordée par le président du tribunal civil si la créance est civile, et par le président du tribunal de commerce si la créance est commerciale. »

« Le président compétent est celui du ressort dans lequel se trouve le navire ou le bateau. »

« Dans les eaux limitant deux arrondissements, le demandeur peut, à son choix, saisir les autorités judiciaires de l'un ou de l'autre des arrondissements riverains, et toutes significations peuvent être faites par des officiers ministériels de l'un comme de l'autre arrondissement. »

« Le président peut, suivant l'exigence des cas, assujettir le demandeur à donner caution ou à justifier de solvabilité suffisante. Son ordonnance est exécutoire nonobstant opposition ou appel. »

(Supprimer ce paragraphe).

« Dans la huitaine de la saisie, outre un jour par trois myriamètres de distance entre le domicile du saisissant et celui du domicile saisi, le saisissant sera tenu sous peine de nullité d'assigner de validité. »

Tekst door de Commissie voorgesteld.

EERSTE HOOFDSTUK.

Van conservatoir beslag.

EERSTE ARTIKEL.

« Conservatoir beslag op zee- en binnenscheepen kan in spoedeisende gevallen worden toegelaten.

» Machtiging daartoe wordt verleend door den voorzitter der burgerlijke rechtbank, indien het eene burgerrechtelijke vordering betreft, en door den voorzitter der rechtbank van koophandel indien de vordering op den handel betrekking heeft.

« Is bevoegd de voorzitter der rechtbank binnen welker gebied het zee- of binnenschip zich bevindt.

« In de wateren, begrenzende twee arrondissementen, mag de eischer, naar keuze, de zaak aanhangig maken bij het gerecht van een van beide aan den oever gelegen arrondissementen, en alle beteekeningen mogen worden gedaan door de ministerieele ambtenaren zoowel van het eene als van het andere arrondissement. »

« De voorzitter kan, naar vereisch van zaken, den eischer opleggen borgtocht te stellen of van genoegzame gegoedheid te doen blijken. Zijn bevelschrift is uitvoerbaar niet-tengestaande verzet of hooger beroep. »

(Deze paragraaf te doen wegvallen).

« Binnen acht dagen na de beslaglegging, vermeerderd met een dag per drie myriameter afstand tusschen de woonplaats van den inbeslagnehmer en die van den beslagene moet, op straffe van nietigheid, de inbeslag-

Projet du Gouvernement.

Ontwerp der Regeering.

ART. 2.

L'exploit de saisie contient, outre les formalités ordinaires :

1° Copie de l'ordonnance ensuite de laquelle il est fait ;

2° Constitution d'un avoué chez lequel le domicile du poursuivant est élu de droit ;

3° La description du bâtiment saisi.

Il est établi un gardien.

ART. 3.

Copie de l'exploit de saisie est laissée sur-le-champ au capitaine ou à son défaut à la personne qui a la garde du bâtiment.

Notification de l'exploit est donnée au commissaire maritime ou à son défaut au capitaine du port avec sommation de retenir le bâtiment saisi.

Dans les canaux ou rivières à écluses qui ne sont pas du ressort d'un commissaire maritime ou d'une capitainerie de port, cette notification peut être faite aux éclusiers qui se trouvent en aval ou en amont du lieu où séjourne le bâtiment.

ART. 2.

Het exploit van inbeslagneming houdt, buiten de gewone formaliteiten, in ;

1° Een afschrift van het bevelschrift, uit kracht van welk het gedaan wordt ;

2° Stelling van een pleitbezorger bij wien van rechtswege woonplaats gekozen is door den vervolger ;

3° De beschrijving van het in beslag genomen vaartuig.

Een bewaarder wordt aangesteld.

ART. 3.

Een afschrift van het exploit van inbeslagneming wordt dadelijk gelaten aan den gezagvoerder of, bij ontstentenis van dezen, aan hem die met de bewaring van het vaartuig is belast.

Van het exploit wordt aan den zeecommissaris, of bij ontstentenis van dezen, aan den havenmeester beteekening gedaan, met aanmaning het vertrek van het in beslag genomen vaartuig te beletten.

Voor kanalen of van sluizen voorzien rivieren, die niet tot het machtsgebied van een zeecommissaris of van een havenmeestersdienst behooren, kan die beteekening worden gedaan aan de sluismeesters, zich bevindende stroomafwaarts of

Texxe proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 2.

L'exploit de saisie contient outre les formalités ordinaires :

1^o Copie de l'ordonnance ensuite duquel il est fait ;

2^o La description du bâtiment saisi :

Lorsque l'autorisation est accordée par le président du tribunal civil, l'exploit contiendra en outre constitution d'un avoué chez lequel le domicile du poursuivant est élu de droit.

Il est établi un gardien.

ART. 3.

(Comme au projet).

nemer eene rechtsvordering tot geldigverklaring instellen.

ART. 2.

Het exploit van inbeslagneming behelst, buiten de gewone formaliteiten :

1^o Een afschrift van het bevelschrift uit krachte van 't welk het gedaan wordt ;

2^o De beschrijving van het inbeslag genomen vaartuij :

Wanneer de machtiging is verleend door den voorzitter der burgerlijke rechbank, behelst het exploit bovendien aanstelling van een avoué, bij wien door de vervolgende partij van rechtswege woonplaats wordt gekozen.

Een bewaarder wordt aangesteld.

ART. 3.

(Zooals in het ontwerp.)

Projet du Gouvernement.

Si la notification est, en outre, faite à l'administration du pilotage, elle vaut défense d'accorder un pilote.

ART. 4.

L'exploit est inscrit, dans le délai de dix jours, au registre d'immatriculation tenu au bureau de la conservation des hypothèques.

L'inscription est faite sur la présentation au conservateur de l'exploit de saisie et d'une copie certifiée, exempte du timbre.

A défaut d'immatriculation du bâtiment saisi, le conservateur se borne à constater la remise des dites pièces au registre de dépôts, sauf à faire l'inscription si l'immatriculation est ultérieurement requise.

ART. 5.

Lorsqu'une saisie a déjà été présentée et inscrite, le conservateur refuse d'inscrire toute nouvelle saisie. Il constate son refus en marge de l'exploit qui lui est présenté et énonce la date de la précédente saisie, les noms, domiciles et professions du saisissant et du saisi, le nom de l'avoué du saisissant et la date de l'inscription.

Ontwerp der Regeering.

stroomopwaarts van de plaats waar het vaartuig liggende is.

Indien de betrekking bovendien gedaan wordt aan het loodswezen, geldt zij als verbod om een loods uit te sturen.

ART. 4.

Het exploit wordt, binnen den termijn van tien dagen, ingeschreven in het registre van teboekstelling, ten kantore der hypotheekbewaring gehouden.

De inschrijving geschiedt op overlegging, aan den hypotheekbewaarder, van het exploit van inbeslagneming en van een gewaarmerkt afschrift vrij van zegel.

Is het in beslag genomen vaartuig niet teboekgesteld, dan bepaalt zich de bewaarder erbij van de overlegging der bedoelde bescheiden aantekening te doen in het register voor nederleggingen, behoudens de inschrijving te doen, indien de teboekstelling later gevorderd wordt.

ART. 5.

Wanneer reeds eene inbeslagneming aangeboden en ingeschreven is, weigert de bewaarder alle nieuwe inbeslagneming in te schrijven. Hij doet van zijne weigering blijken op den kant van het hem aangeboden exploit en vermeldt den dag van de voorgaande inbeslagneming, de namen, de woonplaats en het beroep van den inbeslagnemer en van den beslagene, den naam van den pleitbezorger van den inbeslagnemer en den dag der inschrijving.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 4.

(Comme au projet.)

ART. 4.

(Zooals in het ontwerp.)

ART. 5.

Lorsqu'une saisie a déjà été présentée et inscrite, le conservateur mentionne toute nouvelle saisie en marge de la première inscription.

ART. 5.

Wanneer reeds eene inbeslagneming is aangeboden en ingeschreven, vermeldt de bewaarder elke nieuwe inbeslagneming in margine van de eerste inschrijving.

Projet du Gouvernement.

ART. 6.

A compter du jour de l'inscription de la saisie, le propriétaire ne peut plus aliéner, ni hypothéquer le bâtiment saisi, à peine de nullité et sans qu'il soit besoin de la faire prononcer.

Sont néanmoins applicables les articles 28, 29 et 30 de la loi du 15 août 1854 sur l'expropriation forcée.

ART. 7.

L'inscription ne produit d'effet que pendant deux années à dater du jour de sa date. Elle peut être renouvelée.

Les demandes en radiation sont régies par les articles 94 et 95 de la loi du 16 décembre 1851.

CHAPITRE II.

De la saisie exécution.

ART. 8.

La saisie est précédée d'un commandement de payer.

Ce commandement contient :

1° Indication du titre en vertu duquel il est fait et copie entière de ce titre, s'il n'a déjà été notifié ;

2° La date des jour, mois et an ;

3° Les nom, profession et domicile du poursuivant ;

Ontwerp der Regeering.

ART. 6.

Te rekenen van den dag der inschrijving van het beslag, kan de eigenaar het in beslag genomen vaartuig niet meer vervreemden noch hypothekeeren, op straf van nietigheid en zonder dat het noodig zij deze te doen uitspreken.

Evenwel zijn van toepassing de artikelen 28, 29 en 30 der wet van 15 Augustus 1854 op de gedwongen onteigening.

ART. 7.

De inschrijving is slechts van kracht gedurende twee jaren van af het tijdstip harer dagteekening. Zij kan worden hernieuwd.

De eischen tot doorhaling zijn onderworpen aan de artikelen 94 en 95 der wet van 16 December 1851.

II^{de} HOOFDSTUK.

Van executoriaal beslag.

ART. 8.

Het beslag wordt voorafgegaan door een bevel van betaling.

Dat bevel houdt in :

1° De opgave van den titel uit krachte van welken het gedaan wordt, en een volledig afschrift van dezen titel, indien hij nog niet betteekend is geworden.

2° De opgave van dag, maand en jaar ;

3° Den naam, het beroep en de woonplaats van den vervolger ;

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld

ART. 6.

ART. 6.

(Comme au projet.)

(Zooals in het ontwerp.)

ART. 7.

ART. 7.

(Comme au projet.)

(Zooals in het ontwerp.)

CHAPITRE II.

II^{de} HOOFDSTUK.

De la saisie-exécutoire.

Van executoriaal beslag.

ART. 8.

ART. 8.

La saisie est précédée d'un commandement de payer.

Het beslag wordt voorafgegaan door een bevel tot betaling.

Ce commandement contient :

Dit bevel houdt in :

1^o Indication du titre en vertu duquel il est fait, et *notification* de ce titre, s'il n'a déjà été notifié.

1^o De opgave van den titel uit krachte van welken het gedaan wordt en de *beteekening* van dezen titel, indien hij nog niet beteekend is geworden.

(Le reste comme au projet.)

(Het overige zooals in het ontwerp.)

Projet du Gouvernement

4° Election de domicile dans le lieu où se fait le commandement ;

Toute signification, même d'opposition au commandement, d'offres réelles et d'appel sont valablement faites à ce domicile ;

5° Les nom, domicile et immatricule de l'huissier ;

6° Les nom et demeure du débiteur ;

7° Indication de la somme due et mention que, faute de paiement, il sera procédé à la saisie de tel navire ou bateau.

Le bâtiment est désigné par son nom, son espèce, son tonnage et son mode de puissance motrice ;

8° Mention de la personne à laquelle copie de l'exploit est laissée.

Art. 9.

Le commandement est fait à la personne du débiteur ou à son domicile s'il s'agit d'une action générale à exercer contre lui.

Il peut être fait au capitaine, si la créance est privilégiée.

Si le navire ou le bateau appartient à une autre personne que le débiteur, copie du commandement lui est notifiée.

Ontwerp der Regeering.

4° De keus van woonplaats daar waar het bevel wordt gedaan ;

Elke beteekening, ook die van verzet tegen het bevel, van aanbod tot betaling met gereed geld en van hooger beroep, wordt geldig gedaan aan die woonplaats ;

5° Den naam, de woonplaats en de immatricule van den deurwaarder ;

6° Den naam en de woonplaats van den schuldenaar ;

7° De opgave van het verschuldigde bedrag en de vermelding dat, bij gebreke van betaling, overgegaan zal worden tot het beslagemen van zulk zee- of binnenschip.

Het vaartuig wordt aangeduid met zijn naam, zijne soort, zijne tonnemaat en den aard zijner beweegkracht ;

8° De vermelding van den persoon, aan wien afschrift van het exploit gelaten wordt.

Art. 9.

Het bevel wordt gedaan aan den persoon van den schuldenaar of te zijner woonplaats indien het eene algemeene rechtsvordering geldt, tegen hem aan te leggen.

Het kan aan den gezagvoerder worden gedaan, indien de schuldvordering een bevoorrechte is.

Indien het zee- of het binnenschip aan een anderen dan den schuldenaar toebehoort, wordt aan genen een afschrift van het bevel betee-kend.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld

(Comme au projet.)

(Zooals in het ontwerp.)

ART. 9.

Le commandement est fait à la personne du débiteur ou au domicile *réel ou élu dans le titre de la créance* s'il s'agit d'une action générale à exercer contre lui.

Il peut être fait au capitaine si la créance est privilégiée *ou si elle est relative au navire ou à l'expédition*.

Si le navire ou le bateau appartient à une autre personne que le débiteur, copie du commandement lui est notifiée.

ART. 9.

Het bevel wordt gedaan aan den persoon van den schuldenaar of *aan zijne werkelijke woonplaats of aan de woonplaats verkozen in den titel der schuldbekentenis*, indien het eene algemeene rechtsvordering geldt, tegen hem in te stellen.

Het kan aan den kapitein worden gedaan, indien het eene bevoorrechte schuldvordering betreft *of indien zij betrekking heeft op het schip of op de verzonden koopwaren*.

Indien het zee- of het binnenschip aan een anderen dan den schuldenaar toebehoort, wordt dien persoon een afschrift van het bevel beteevend.

Projet du Gouvernement.

Ontwerp der Regeering.

ART. 10.

Il ne peut être procédé à la saisie que vingt-quatre heures après le commandement.

Si le créancier laisse s'écouler plus d'un an après le commandement, il est tenu de le renouveler avant de pratiquer la saisie.

ART. 11.

L'exploit de saisie contient, outre les formalités ordinaires:

1° L'énonciation du commandement en suite duquel il est fait;

2° Constitution d'un avoué chez lequel le domicile du poursuivant est élu de droit;

3° La description du bâtiment saisi.

ART. 10.

Tot de inbeslagneming kan eerst worden overgegaan vier en twintig uren na het bevel van betaling.

Laat de schuldeischer meer dan één jaar na het bevel verlopen, dan is hij gehouden hetzelfde te hernieuwen alvorens beslag te leggen.

ART. 11.

Het exploit van inbeslagneming houdt, buiten de gewone formaliteiten, in:

1° De vermelding van het bevel uit krachte van welk het gedaan wordt;

2° Aanstelling van een pleitbezorger bij wien van rechtswege woonplaats gekozen is door de vervolgende partij;

3° De beschrijving van het in beslag genomen vaartuig.

Texte proposé par la Commission.

« Il est fait sommation au tiers détenteur, par le même exploit, de payer la dette exigible ou de délaisser le navire ou le bateau, avec déclaration que, faute de ce faire, on fera vendre sur lui le bâtiment hypothéqué quinze jours après la date de la sommation.

» Le délaissement se fera conformément aux articles 100 à 107 de la loi du 16 décembre 1851. »

ART. 10.

Il ne peut être procédé à la saisie que vingt-quatre heures après le commandement.

« Si le débiteur ou le tiers détenteur ont leur domicile à l'étranger et s'ils n'ont pas élu domicile en Belgique dans le titre de créance, et si le commandement ne peut être fait au capitaine, le président du tribunal de première instance pourra abréger les délais par ordonnance rendue sur requête ».

(La suite comme au projet.)

ART. 11.

Le procès-verbal de saisie contient, outre les formalités ordinaires :

(Le reste comme à l'article.)

Tekst door de Commissie voorgesteld.

« De derde bezitter wordt, bij hetzelfde exploit, aangemaand de invorderbare schuld te betalen, of het zee- of binnenschip te verlaten, en daarbij wordt hem verklaard dat, zoo hij het niet doet, men het met hypotheek bezwaard vaartuig onder hem zal verkoopen, vijftien dagen na den datum der aanmaning.

» De overgave van het vaartuig geschiedt overeenkomstig de artikelen 100 tot 107 der wet van 16 December 1851. »

ART. 10.

Tot de inbeslagneming kan eerst vier-en-twintig uren na het bevel worden overgegaan.

« Hebben de schuldenaar of de derde bezitter hunne woonplaats in den vreemde, en deden zij, in den titel van schuldbekentenis, geene keuze van woonplaats in België, en kan het bevel niet worden gedaan aan den kapitein, dan mag de voorzitter der rechtbank van eersten aanleg, bij bevel op verzoekschrift verleend, de termijnen verkorten. »

(Het overige zooals in het ontwerp.)

ART. 11.

Het proces-verbaal van inbeslagneming behelst, buiten de gewone formaliteiten :

(Het overige zooals in het artikel.)

Projet du Gouvernement.

Il est établi un gardien.

Si le navire ou le bateau est saisi conservatoirement, l'huissier se borne à dresser procès-verbal de récolement et à déclarer que la saisie conservatoire est convertie en saisie-exécution.

ART. 12.

Copie de l'exploit est laissée sur-le-champ au capitaine et à son défaut à la personne qui a la garde du bâtiment.

Lorsque le capitaine du bâtiment n'en est pas en même temps le propriétaire, notification de l'exploit doit être donnée à celui-ci dans le délai de trois jours.

Si le propriétaire n'est pas domicilié dans le ressort du tribunal où le bâtiment est amarré, la signification de l'exploit de saisie et toutes citations et notifications ultérieures peuvent lui être données en la personne du capitaine ou de celui qui représente le capitaine.

ART. 15.

A défaut de saisie conservatoire inscrite, l'exploit est inscrit, conformément aux articles 4 et 5 de la présente loi, au registre d'immatriculation tenu au bureau de la conservation des hypothèques.

Les effets de l'inscription sont déterminés par les articles 6 et 7.

Ontwerp der Regeering.

Een bewaarder wordt aangesteld.

Indien op het zee- of het binnenschip conservatoir beslag is gelegd, bepaalt de deurwaarder zich erbij een proces-verbaal van recollement op te maken en te verklaren dat het conservatoir beslag in executoriaal beslag is omgezet.

ART. 12.

Een afschrift van het exploit wordt dadelijk gelaten aan den gezagvoerder of, bij ontstentenis van dezen, aan hem die met de bewaring van het vaartuig is belast.

Wanneer de gezagvoerder van het vaartuig niet tevens dezes eigenaar is, dan moet aan den eigenaar betekening van het exploit worden gedaan binnen den termijn van drie dagen.

Indien de eigenaar zijne woonplaats niet heeft binnen het gebied der rechtbank, waaronder het schip gemeerd is, dan kunnen hem de betekening van het exploit van inbeslagneming en alle verdere dagvaardingen en aanzeggingen gedaan worden aan den persoon des gezagvoerders of van hem die den gezagvoerder vertegenwoordigt.

ART. 13.

Is geen conservatoir beslag ingeschreven, dan wordt het exploit, overeenkomstig de artikelen 4 en 5 van deze wet, ingeschreven in het register van teboekstelling, ten kantore der hypotheekbewaring gehouden.

De gevolgen van de inschrijving zijndoor de artikelen 6 en 7 bepaald.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld

ART. 12.

Copie du *procès-verbal* est laissée sur-le-champ au commandant et à son défaut à la personne qui a la garde du bâtiment.

Lorsque le capitaine du bâtiment n'en est pas en même temps le propriétaire, notification de l'exploit doit être donnée à celui-ci dans le délai de trois jours

Si le propriétaire n'est pas domicilié dans le ressort du tribunal où le bâtiment est amarré, la signification du *procès-verbal* de saisie et toutes citations et notifications ultérieures peuvent lui être données en la personne du capitaine ou de celui qui représente le capitaine.

ART. 13.

A défaut de saisie conservatoire inscrite, le *procès-verbal* est inscrit,

(La suite comme au projet.)

ART. 12.

Een afschrift van het *proces-verbaal* wordt dadelijk gelaten aan den kapitein of, bij ontstentenis van dezen, aan hem die met de bewaaring van het vaartuig is belast.

Wanneer de kapitein van het vaartuig niet tevens eigenaar daarvan is, moet aan den eigenaar beteekening van het exploit worden gedaan binnen den termijn van drie dagen.

Indien de eigenaar zijne woonplaats niet heeft binnen het gebied der rechtbank, waar het schip gemeerd is, dan kunnen hem de beteekening van het *proces-verbaal* van inbeslagneming en alle verdere dagvaardingen en aanzeggingen gedaan worden in den persoon des kapiteins of van hem die den kapitein vertegenwoordigt.

ART. 13.

Is geen conservatoir beslag ingeschreven, dan wordt het *proces-verbaal* ingeschreven,

(Het overige zooals in het ontwerp.)

Projet du Gouvernement.

ART. 14.

Dans les cinq jours à dater de la présentation au conservateur de l'exploit de saisie ou de la notification au propriétaire de la conversion de la saisie conservatoire en saisie-exécution, requête est présentée au président du tribunal civil dans le ressort duquel est situé le port où le bâtiment saisi est amarré, à l'effet de désigner un officier ministériel qui sera chargé de procéder à la vente dans la forme des ventes volontaires.

Le président désignera dans son ordonnance le lieu où il sera procédé à la vente et réglera la publicité à laquelle celle-ci sera soumise.

ART. 15.

Le cahier des charges dressé par l'officier ministériel indique le jour de la vente et contient délégation du prix au profit des créanciers inscrits.

Ces créanciers et le propriétaire sont sommés, quinzaine avant la vente, de prendre communication du cahier des charges et d'assister

Ontwerp der Regeering.

ART. 14.

Binnen vijf dagen na aanbieding, aan den bewaarder, van het exploit van inbeslagneming of na kennisgeving, aan den eigenaar, van de omzetting van het conservatoir beslag in executoriaal beslag, wordt aan den voorzitter der burgerlijke rechtbank, onder welke is gelegen de haven, waar het in beslag genomen vaartuig gemeerd is, verzoek ingediend om een ministerieel ambtenaar aan te duiden belast met tot den verkoop over te gaan op de wijze als bij de vrijwillige verkoopen plaats heeft.

In zijn bevelschrift duidt de voorzitter de plaats aan waar de verkoop zal geschieden en regelt de openbaarheid die er zal aan gegeven worden.

ART. 15.

Het door den ministerieelen ambtenaar opgemaakt lastkohier bepaalt den dag van den verkoop en bevat overzetting van den prijs ten behoeve van de ingeschreven schuldeischers.

Die schuldeischers en de eigenaar worden, vijftien dagen vóór den verkoop, aangemaand kennis te nemen van het lastkohier en bij

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 14.

Dans les huit jours, à peine de nullité, à dater de la date de l'inscription de la saisie ou de la notification au propriétaire de la conversion de la saisie conservatoire en saisie-exécution, requête est présentée au président du tribunal civil dans le ressort duquel est situé le port où le bâtiment saisi est amaré, à l'effet de désigner un officier ministériel qui sera chargé de procéder à la vente.

Le président désignera dans son ordonnance le lieu où il sera procédé à la vente et réglera la publicité à laquelle celle-ci sera soumise.

Lorsque la vente aura pour objet des navires ou des bateaux appartenant en tout ou en partie à des mineurs ou à des personnes qui leur sont assimilées, on observera les formes requises en la présente loi.

ART. 15.

Le cahier des charges dressé par l'officier ministériel indique le jour de la vente et contient délégation du prix au profit des créanciers inscrits.

« Les propriétaires et les créanciers inscrits, ceux-ci aux domiciles élus dans leurs inscriptions, seront sommés, quinzaine avant la vente,

ART. 14.

Binnen acht dagen, op straffe van nietigheid, na den datum der inschrijving van de inbeslagneming of na de beteekening aan den eigenaar van de omzetting van het conservatoir beslag in executoriaal beslag, wordt bij den voorzitter der burgerlijke rechtbank, binnen welker gebied is gelegen de haven waar het in beslag genomen vaartuig gemeerd is, verzoekschrift ingediend om een ministerieel ambtenaar aan te duiden, belast tot den verkoop over te gaan.

In zijn bevelschrift duidt de voorzitter de plaats aan waar de verkoop zal geschieden en regelt hij de openbaarheid die er zal aan gegeven worden.

Betreft de verkoop zee- of binnenschepen, die voor 't geheel of gedeeltelijk toebehooren aan minderjarigen of aan personen die daarmede zijn gelijkgesteld, dan wordt de bij deze wet vereischte vorm in acht genomen.

ART. 15.

Het door den ministerieelen ambtenaar opgemaakt lastkolhier bepaalt den dag van den verkoop en bevat overzetting van den koopprijs ten profijte van de ingeschreven schuldeischers.

De eigenaars en de ingeschreven schuldeischers worden — laatstgenoemden ter woonplaats gekozen in hunne inschrijvingen — vijftien da-

Projet du Gouvernement.

à l'adjudication, si bon leur semble.

S'il y a contestation, l'officier ministériel surseoit à toutes opérations et renvoie les parties en réseré devant le président du tribunal qui prononce sans opposition ni appel et qui, le cas échéant, fixe un nouveau délai pour la vente.

Le créancier, sommé en vertu du paragraphe précédent, et ayant l'action résolutoire, est tenu d'exercer celle-ci avant le jour de l'adjudication, sous peine de déchéance.

En cas d'exercice de l'action résolutoire, sont observées les formalités établies par l'article 34 de la loi du 15 août 1854.

ART. 16.

Pendant quinzaine après l'adjudication, toute personne a le droit de surenchérir. La surenchère ne peut être au-dessous du dixième du prix de l'adjudication; elle est faite par exploit d'huissier notifié à l'officier ministériel qui a procédé à l'adjudication et dénoncé à l'adjudicataire. L'adjudication, par suite de surenchère, est faite par le même officier public et de la même manière que la première adjudication.

Toute personne est admise à concourir à cette adjudication qui demeure définitive et ne peut être suivie d'aucune autre surenchère.

Ontwerp der Regeering

de toewijzing tegenwoordig te zijn, indien zij het geraden achten.

Bij geschil, schorst de ministerieele ambtenaar alle werkzaamheden en verwijst partijen in kortgeding vóór den voorzitter der rechtbank, die zonder verzet of hooger beroep uitspraak doet en die, bij voorkomend geval, een nieuwen termijn bepaalt voor den verkoop.

De krachtens het voorgaande lid aangemaande schuldeischer, die de rechtsvordering tot ontbinding heeft, is gehouden deze vóór den dag der toewijzing uit te oefenen, op straf van verval.

Ingeval de rechtsvordering tot ontbinding wordt uitgeoefend, worden de bij artikel 34 der wet van 15 Augustus 1854 voorgeschreven formaliteiten in acht genomen.

ART. 16.

Gedurende vijftien dagen na de toewijzing heeft eenieder het recht een hooger bod te doen. Het opbod kan niet minder bedragen dan een tiende van den hoofdprijs der toewijzing; het geschiedt bij deurwaarder's exploit, beteekend aan den ministerieelen ambtenaar die tot de toewijzing is overgegaan, en wordt aan den kooper bekendgemaakt. Toewijzing na opbod geschiedt door denzelfden openbaren ambtenaar en op dezelfde wijze als bij de eerste toewijzing.

Het is eenieder toegelaten deel te nemen aan de toewijzing, die voor goed gedaan blijft en van geen ander opbod gevolgd kan worden.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

(Le reste comme au projet.)

gen vóór den verkoop, aangemaand
om...

(Het overige zooals in het ont-
werp.)

ART. 16.

(Comme au projet.)

ART. 16.

(Zooals in het ontwerp.)

Projet du Gouvernement.

ART. 17.

L'adjudication du bâtiment fait cesser les fonctions du capitaine, sauf à lui à se pourvoir en dédommagement contre qui de droit.

ART. 18.

Faute par l'adjudicataire d'exécuter les clauses de l'adjudication, dans la huitaine qui suit le jour où celle-ci est devenue définitive, le bâtiment est vendu à la folle enchère par le même officier ministériel, sans préjudice des autres voies de droit.

Ontwerp der Regeering.

ART. 17.

Door het toewijzen van het vaartuig houdt de dienst van gezagvoerder op, behoudens dat deze een eisch tot schadeloosstelling kan inspannen tegen wien het behoort.

ART. 18.

Bij gebreke van den kooper om aan de voorwaarden der toewijzing te voldoen binnen acht dagen na den dag waarop deze definitief is geworden, wordt het vaartuig door den zelfden openbaren ambtenaar bij rouwkoop verkocht, ongeminderd andere rechtsmiddelen.

Texte proposé par la Commission.

ART. 17.

L'adjudication du bâtiment fait cesser les fonctions du capitaine, sauf à lui à se pourvoir en dédommagement contre qui de droit.

L'adjudication ne sera signifiée qu'à la partie saisie; cette signification sera faite à personne ou à domicile et par extrait seulement.

L'extrait contiendra les noms, prénoms, professions et domiciles du saisissant, de la partie saisie et de l'adjudicataire, le jour de l'adjudication, le prix pour lequel elle a été faite et le nom de l'officier ministériel qui l'a reçue.

Les demandes en nullité de l'adjudication seront formulées, à peine de déchéance, dans les quinze jours de la signification dont il vient d'être parlé.

ART. 18.

Faute par l'adjudicataire d'exécuter les clauses de l'adjudication et notamment d'acquitter le prix et les charges de la vente aux époques et de la façon stipulées au cahier des charges, le bâtiment est vendu à la folle enchère, après une simple mise en demeure notifiée au fol enchériseur, non suivie d'effet dans les trois jours de sa notification par le ministre du même officier ministériel, sur le même cahier des charges, après

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 17.

Door het toewijzen van het vaartuig houdt de dienst van den kapitein op, behoudens dat deze een eisch tot schadevergoeding kan instellen tegen wien het behoort.

De toewijzing wordt alleen aan de beslagene partij beteekend; deze beteekening wordt gedaan aan den persoon of aan de woonplaats en enkel bij uittreksel.

Het uittreksel behelst de namen, de voornamen, het beroep en de woonplaats van den inbeslagnemer, van de beslagene partij en van den persoon wien het vaartuig is toegewezen, den dag der toewijzing, den prijs voor welken zij plaats had en den naam van den ministerieelen ambtenaar door wien ze geschiedde.

De eischen tot ongeldigheid van de toewijzing worden, op straffe van vervallenverklaring, ingesteld binnen vijftien dagen na de beteekening waarvan zoo even is gesproken.

ART. 18.

« Bij gebreke van den kooper om aan de voorwaarden der toewijzing te voldoen, en, inzonderheid, om den koopprijs en de kosten der verkooping te betalen op de tijdstippen en op de wijze bepaald in het lastkohier, wordt het vaartuig bij rouwkoop verkocht, na eene enkele in mora-stelling aan den rouwkooper beteekend en waaraan geen gevolg is gegeven binnen drie dagen na de beteekening daarvan door

Projet du Gouvernement.

Ontwerp der Regering.

ART. 19.

Les demandes de subrogation et les demandes en distraction sont régies par les dispositions du chapitre III de la loi du 15 août 1854.

CHAPITRE III.

De la voie parée.

ART. 20.

Il est permis de stipuler dans les conventions qu'à défaut d'exécution des engagements pris envers lui, le créancier hypothécaire aura le droit de se faire envoyer en possession de son gage, s'il est premier inscrit, et si la stipulation de voie parée a été rendue publique par l'inscription.

ART. 21.

Le créancier est envoyé en possession par ordonnance rendue sur requête par le président du tribunal de première instance dans le ressort duquel est situé le port d'attache.

L'envoi en possession est toujours précédé, dans le délai de 10 jours, d'un commandement de payer réu-

ART. 19.

De eischen tot inplaatsstelling en de eischen tot afscheiding worden behandeld overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk III der wet van 15 Augustus 1854.

III^{de} HOOFSTUK.

Van onmiddellijke uitvoerbaarheid.

ART. 20.

Het is toegelaten in de overeenkomsten te bepalen dat, bij niet-nakoming van de jegens hem aangegane verbintenissen, de hypothecaire schuldeischer gerechtigd is om zich het bezit van zijn onderpand te doen toewijzen, indien hij de eerst ingeschrevene is en indien de bepaling van onmiddellijke uitvoerbaarheid openbaar werd gemaakt door de inschrijving.

ART. 21.

De schuldeischer wordt in het bezit van het schip gesteld bij bevel op verzoekschrift verleend doorden voorzitter der rechtbank van eersten aanleg onder welke gelegen is de de haven waar het schip te huis hoort.

De inbezitstelling wordt steeds voorafgegaan, binnen den termijn van tien dagen, door een bevel van

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Regeering voorgesteld.

de nouveaux placards et de nouvelles affiches, dans les formes prévues à l'article 14 ci-dessus.

denzelfden ministerieelen ambtenaar, met hetzelfde lastkohier, na het uithangen van nieuwe bekendmakingen en nieuwe plakbrieven in den vorm voorzien bij bovenstaand artikel 14.

ART. 19.

(Supprimer cet article).

ART. 19.

(Dit artikel te doen wegvallen).

CHAPITRE III.

De la voie parée.

ART. 19.

(Comme à l'article 20 du projet).

HOOFDSTUK III.

Van onmiddellijke uitvoerbaarheid.

ART. 19.

(Zooals in artikel 20 van het ontwerp).

ART. 20.

Le créancier est envoyé en possession par ordonnance rendue sur requête par le président du tribunal de première instance dans le ressort duquel est situé le port d'attache.

L'envoi en possession est toujours précédé, dans le délai de dix jours, d'un commandement de payer, réu-

ART. 20.

De schuldeischer wordt in het bezit van het schip gesteld bij bevel op verzoekschrift, verleend door den voorzitter der rechtbank van eersten aanleg, binnen welker gebied is gelegen de haven waar het schip te huis hoort.

De inbezitstelling wordt steeds voorafgegaan, binnen den termijn van tien dagen, door een bevel van

Projet du Gouvernement.

nissant les conditions stipulées sous l'article 8.

Il ne sera statué sur la requête que deux jours francs après qu'elle aura été signifiée au propriétaire avec invitation de faire parvenir dans l'intervalle des observations s'il échet.

L'ordonnance ainsi obtenue n'est exécutoire qu'après avoir été signifiée au propriétaire. Elle devient définitive et en dernier ressort si, dans les trois jours de la signification, le propriétaire ne forme pas opposition avec assignation devant le tribunal de première instance.

Le délai pour interjeter appel du jugement rendu sur cette opposition est de huit jours à dater de la signification.

Le président et le tribunal peuvent, suivant l'exigence des cas, assujettir le demandeur à donner caution ou à justifier de solvabilité suffisante.

L'ordonnance et le jugement sont exécutoires nonobstant opposition ou appel.

Les délais ci-dessus fixés ne sont pas susceptibles d'être augmentés à raison des distances.

Si le propriétaire n'est pas domicilié dans le ressort du tribunal ou s'il n'y a pas fait élection de domicile, les significations, sauf celle mentionnée à l'alinéa 3, sont valablement faites au greffe du tribunal civil.

Ontwerp der Regeering.

betaling dat aan de in artikel 8 voorgeschreven voorwaarden zal voldoen.

Over het verzoek wordt eerst uitspraak gedaan twee volle dagen na den dag waarop het aan den eigenaar werd beteekend met aanzegging om in den tusschentijd zijne bezwaren in te brengen, zoo er bestaan.

Het aldus bekomen bevelschrift is slechts voor tenuitvoerlegging vatbaar nadat het aan den eigenaar werd beteekend. Het wordt definitief en in laatste aanleg indien, binnen drie dagen na de beteekening, de eigenaar niet in verzet is gekomen met dagvaarding vóór de rechtbank van eersten aanleg.

De termijn tot het aanteekenen van hooger beroep tegen het op dat verzet gegeven vonnis bedraagt acht dagen van af de beteekening.

De voorzitter en de rechtbank kunnen, naar vereisch van zaken, de vervolgende partij opleggen borgtocht te stellen of van genoegzame gegoedheid te doen blijken.

Het bevelschrift en het vonnis zijn uitvoerbaar niettegenstaande verzet of hooger beroep.

De hierboven bepaalde termijnen zijn niet vatbaar voor verlenging om reden van afstanden.

Heeft de eigenaar zijne woonplaats niet binnen het gebied der rechtbank of heeft hij zijne woonplaats niet gekozen, dan worden de andere dan de in alinea 3 vermelde beteekeningen geldig gedaan ter

Texte proposé par la Commission.

nissant les conditions stipulées sous l'article 8.

Il ne sera statué sur la requête que deux jours francs après qu'elle aura été signifiée au propriétaire avec invitation de faire parvenir dans l'intervalle des observations s'il échet.

Le commandement et la signification seront faits conformément à l'article 9 ci-dessus.

L'ordonnance ainsi obtenue n'est exécutoire qu'après avoir été signifiée au propriétaire. Elle devient définitive et en dernier ressort si, dans les trois jours de la signification, le propriétaire ne forme pas opposition avec assignation devant le tribunal de première instance.

Le délai pour interjeter appel du jugement rendu sur cette opposition est de huit jours à dater de la signification.

Le président *assujettira le créancier* à donner caution ou à justifier de solvabilité suffisante.

L'ordonnance et le jugement sont exécutoires nonobstant opposition ou appel.

Les délais ci-dessus fixés ne sont pas susceptibles d'être augmentés à raison des distances.

Si le propriétaire n'est pas domicilié dans le ressort du tribunal ou s'il n'y a pas fait élection de domicile, les significations, sauf celle mentionnée à l'alinéa 3, sont valablement faites au greffe du tribunal civil.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

betaling dat aan de in artikel 8 voorgeschreven voorwaarden zal voldoen.

Over het verzoek wordt eerst uitspraak gedaan twee volle dagen na den dag waarop het aan den eigenaar werd beteekend met aanzegging om in den tusschentijd zijne bezwaren in te brengen, zoo er bestaan.

Het bevel en de beteekening geschieden overeenkomstig bovenstaand artikel 9.

Het aldus bekomen bevelschrift is slechts voor tenuitvoerlegging vatbaar nadat het aan den eigenaar werd beteekend. Het wordt definitief en in laatste aanleg indien, binnen drie dagen na de beteekening, de eigenaar niet in verzet is gekomen met dagvaarding voor de rechtbank van eersten aanleg.

De termijn tot het aantekenen van hooger beroep tegen het op dat verzet gewezen vonnis bedraagt acht dagen terekenen van de beteekening.

De voorzitter *verplicht den schuldenaar* borgtocht te stellen of van genoegzame gegoedheid te doen blijken.

Het bevelschrift en het vonnis zijn uitvoerbaar niettegenstaande verzet of hooger beroep.

De hierboven bepaalde termijnen zijn niet vatbaar voor verlenging om reden van afstanden.

Heeft de eigenaar zijne woonplaats niet binnen het gebied der rechtbank, of heeft hij er zijne woonplaats niet gekozen, dan worden de andere dan de in alinea 3 vermelde beteekeningen geldig gedaan

Projet du Gouvernement.

ART. 22.

L'ordonnance, le jugement ou l'arrêt est publié par extrait, à deux reprises et à huit jours d'intervalle au moins, dans le *Moniteur belge*, ainsi que dans un des journaux d'Anvers, de Gand et de l'arrondissement dans lequel se trouve le port d'attache et notifié à tous les créanciers inscrits, aux domiciles par eux élus dans les inscriptions.

ART. 23.

Le dispositif de l'ordonnance, du jugement ou de l'arrêt est signifié au capitaine.

Si le bâtiment se trouve en pays étranger, ce dispositif peut être transmis télégraphiquement, par l'intermédiaire du Ministre des Affaires Etrangères, au consul de Belgique dans le ressort duquel se trouve le navire ou le bateau. Le consul en donne connaissance au capitaine et dresse acte de cette communication.

Le capitaine et tous ceux qui, ayant connaissance de l'ordonnance, du jugement ou de l'arrêt, s'opposent à son exécution seront passibles d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende de cinq cents francs à cinq mille francs.

Ontwerp der Regeering.

griffie van de burgerlijke rechtbank.

ART. 22.

Het bevelschrift, het vonnis of het arrest worden tweemaal en met een tusschentijd van ten minste acht dagen bij uittreksel bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* alsmede in een der nieuwsbladen van Antwerpen, van Gent en van het arrondissement binnen hetwelk is gelegen de haven waar het schip te huis hoort, en beteekend aan al de ingeschrevenen schuldeischers, ter door hen in de inschrijvingen gekozen woonplaats.

ART. 23.

Het beschikkend gedeelte van het bevelschrift, van het vonnis of van het arrest wordt aan den kapitein beteekend.

Bevindt zich het vaartuig in een vreemd land, dan mag dat beschikkend gedeelte, door de tussenkomst van den Minister van Buitenlandsche Zaken, telegraphisch worden overgezonden aan den Belgischen consul binnen wiens ambtsgebied het zeeschip of het binnenschip is liggende. De consul geeft er kennis van aanden kapitein en maakt van die kennisgeving eene akte op.

De kapitein, en eenieder, die, kennis hebbende van het bevelschrift, het vonnis of het arrest, zich verzet tegen deszelfs tenuitvoerlegging, is strafbaar met gevangenisstraf van ééne maand tot twee jaar en met geldboete van vijf honderd frank tot vijf duizend frank.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 21.

(Comme ci-contre.)

ter griffie van de burgerlijke recht-
bank.

ART. 21.

(Zooals hiernevens.)

ART. 22.

(Comme ci-contre.)

ART. 22.

(Zooals hiernevens.)

Projet du Gouvernement.

Les articles 66, 67, 69 § 2, et 85 du Code pénal sont applicables à cette infraction.

ART. 24.

Le créancier envoyé en possession doit respecter les engagements relatifs au bâtiment et au voyage contractés sans fraude par le capitaine.

Il est responsable de sa gestion.

ART. 25.

Pendant six mois à dater de la notification faite aux créanciers inscrits ou de la dernière publication, le débiteur, le propriétaire et tout créancier inscrit ou muni d'un titre exécutoire peut requérir le créancier envoyé en possession de faire procéder à la vente du bâtiment dans les formes prescrites par les articles 14, 15 et 16 de la présente loi.

Le président peut néanmoins, à la demande de tout intéressé, le débiteur dûment appelé ainsi que le propriétaire, les créanciers inscrits, et, le cas échéant, les créanciers munis d'un titre exécutoire qui ont requis la vente, ordonner qu'il sera procédé à la vente, même à l'étranger, par un courtier de navires. Il détermine, dans ce cas, les conditions auxquelles la vente aura lieu.

Ontwerp der Regeering.

De artikelen 66, 67, 69 § 2, en 85 van het Strafwetboek zijn van toepassing op dit misdrijf.

ART. 24.

De schuldeischer, die in het bezit van het schip is gesteld, moet de verbintenissen betreffende het vaartuig en de reis, door den kapitein zonder bedrog aangegaan, eerbiedigen.

Hij is aansprakelijk voor zijn beheer.

ART. 25.

Gedurende zes maanden, te rekenen van de aan de ingeschreven schuldeischers gedane beteekening of van de laatste afkondiging, mag de schuldenaar, de eigenaar en elk ingeschreven of van een executorialen titel voorziene schuldeischer, den in bezit van het schip gestelden schuldeischer opvorderen tot verkoop van het vaartuig over te gaan op de wijze bij de artiken 14, 15 en 16 van deze wet voorgeschreven.

Desniettemin mag de voorzitter bevelen, op aanvraag van iederen belanghebbende, den schuldenaar behoorlijk opgeroepen, alsmede den eigenaar, de ingeschreven schuldeischers en, bij voorkomend geval, de van een executorialen titel voorzien schuldeischers, die den verkoop hebben gevorderd, dat door een scheepsmakelaar tot den verkoop zal worden overgegaan, zelfs buitenslands. In dat geval bepaalt hij de voorwaarden, waarin de verkoop zal plaats hebben.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

(Comme ci-contre).

(Zooals hiernevens).

ART. 23.

ART. 23.

(Comme ci-contre.)

(Zooals hiernevens).

ART. 24.

ART. 24.

(Comme ci-contre.)

(Zooals hiernevens.)

Projet du Gouvernement.

CHAPITRE IV.

De la surenchère sur l'aliénation
volontaire.

ART. 26.

La réquisition par laquelle un créancier inscrit poursuit la mise du navire ou du bateau aux enchères, conformément à l'article 42 du livre II du Code de commerce, contient constitution d'avoué près le tribunal du lieu où se trouve le navire, et, s'il est en cours de voyage, devant le tribunal du port d'attache.

L'acte de réquisition de mise aux enchères contient, à peine de nullité de la surenchère, l'offre de la caution, avec assignation à trois jours devant le même tribunal pour la réception de cette caution, à laquelle il est procédé comme en matière sommaire et urgente.

Il n'est pas pris jugement de jonction, et les défaillants ne sont pas réassignés.

ART. 27.

Si la caution est rejetée, la surenchère est déclarée nulle et l'acquéreur maintenu à moins qu'il n'ait été fait de surenchère par d'autres créanciers.

ART. 28.

Le jugement de réception de caution désigne l'officier ministériel

Ontwerp der Regeering.

HOOFDSTUK IV.

Van opbod bij vrijwillige
vervreemding.

ART. 26.

De vordering krachtens welke een ingeschreven schuldeischer het in veiling brengen van het zeeschip of het binnenschip, overeenkomstig artikel 42 voor het II^{de} Boek van het Wetboek van Koophandel, vervolgt, bevat stelling van een pleitbezorger bij de rechtbank der plaats waar het schip is liggende, en, indien het varende is, voor de rechtbank der haven waar het te huis hoort.

De akte van vordering tot het in veiling brengen bevat, op straffe van nietigheid van het opbod, het aanbod van den borgtocht, met dagvaarding op drie dagen voor dezelfde rechtbank tot het aannemen van dezen borgtocht, waartoe als in sommaire en spoedeisende zaken wordt overgegaan.

Een vonnis van verbinding wordt niet genomen en de niet verschijnenden worden niet opnieuw gedagvaard.

ART. 27.

Wordt de borgtocht verworpen, dan wordt het opbod van onwaarde verklaard en blijft de koper verbonden, ten ware andere schuldeischers een opbod hadden gedaan.

ART. 28.

Het vonnis tot aanneming van borgtocht wijst den ministerieelen

Texte proposé par la Commission.

—
CHAPITRE IV.

De la surenchère sur l'aliénation
volontaire.

ART. 25.

(Comme ci-contre.)

ART. 26.

(Comme ci-contre.)

ART. 27.

(Comme ci-contre.)

Tekst door de Commissie voorgesteld.

—
HOOFDSTUK IV.

Van opbod bij vrijwillige
vervreemding.

ART. 25.

(Zooals hiernevens.)

ART. 26.

(Zooals hiernevens.)

ART. 27.

(Zooals hiernevens.)

Projet du Gouvernement.

chargé de procéder à la vente, et en indique l'époque. Il y est procédé d'après les conditions primitives ou d'après un nouveau cahier des charges arrêté de commun accord entre le surenchérisseur et les parties intéressées.

ART. 29.

Lorsqu'une surenchère a été notifiée dans les termes de l'article 26, chacun des créanciers inscrits a le droit de se faire subroger à la poursuite, conformément à l'article 58 de la loi du 15 août 1854, si le surenchérisseur ou le nouveau propriétaire ne donne pas suite à la procédure dans le mois de la surenchère.

Sont également applicables au cas de surenchère les articles 59 et 60 de la dite loi.

ART. 30.

Pour parvenir à la revente par suite de surenchère, l'officier ministériel commis par le jugement rendu conformément à l'article 28 de la présente loi, fait imprimer les affiches qui contiennent :

1^o La date et la nature de l'acte d'aliénation sur lequel la surenchère a été faite, et, le cas échéant, le nom du notaire qui l'a reçu ;

2^o Le prix énoncé dans l'acte, s'il s'agit d'une vente, ou l'évaluation donnée aux navires ou bateaux dans la notification aux créanciers inscrits, s'il s'agit de tout autre acte ;

Ontwerp der Regering.

ambtenaar aan, die belast is met den verkoop, en bepaalt den dag van dien verkoop. Daartoe wordt overgegaan volgens de eerste voorwaarden of volgens een nieuw lastkohier, in overleg opgemaakt door den opbieder en de belanghebbende partijen.

ART. 29.

Wanneer een opbod naar luid van artikel 26 is beteekend, heeft ieder der ingeschreven schuldeischers het recht, zich overeenkomstig artikel 58 der wet van 15 Augustus 1854 in de plaats van de vervolgende partij te doen stellen, indien de opbieder of de nieuwe eigenaar aan de rechtspleging geen gevolg geeft binnen ééne maand na het opbod.

Op het geval van opbod zijn eveneens van toepassing de artikelen 59 en 60 van die wet.

ART. 30.

Om tot herveiling ten gevolge van opbod te komen, laat de ministeriele ambtenaar, door het overeenkomstig artikel 28 van deze wet gewezen vonnis aangesteld, plakbrieven drukken die vermelden :

1^o den datum en den aard van de akte van vervreemding waarop het opbod is gedaan en, bij voorkomend geval, den naam van den notaris die ze ontvangen heeft ;

2^o den in de akte vermelden prijs, indien het eene verkooping geldt, of de aan de zee- of binnenscheepen, in de beteekening aan de ingeschreven schuldeischers, opgegeven

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

(Comme ci-contre).

(Zooals hiernevens).

ART. 28.

ART. 28.

(Comme ci-contre.)

(Zooals hiernevens.)

ART. 29.

ART. 29.

(Comme ci-contre.)

(Zooals hiernevens.)

Projet du Gouvernement.

3° Le montant de la surenchère ;
 4° Les noms, professions, domiciles du précédent propriétaire et du surenchérisseur ;

5° Le nom, le mode de puissance motrice du bâtiment, les matériaux de sa coque, la date de sa construction, ses dimensions, son tonnage et, s'il s'agit d'un bâtiment à moteur mécanique, la force nominale de sa machine motrice ;

6° Le lieu où il se trouve ;

7° L'indication des jour, heure et lieu de l'adjudication.

Ces affiches sont apposées, dix jours au moins avant l'adjudication, au grand mât ou sur la partie la plus apparente du bâtiment, à la porte principale de la maison communale du lieu où la vente doit se faire, sur le quai du port où le bâtiment est amarré, ainsi qu'à la bourse de commerce s'il y en a une.

Dans le même délai, l'insertion des énonciations qui précèdent sera faite dans un des journaux publiés au lieu où la vente doit se faire, ainsi que dans un des journaux d'Anvers, de Gand et de l'arrondissement dans lequel se trouve le port d'attache.

Les articles 99 et 100 de la loi du 15 août 1854 sont, en outre, applicables.

Ontwerp der Regeering.

waardeering, indien het elke andere akte geldt ;

5° het bedrag van het opbod ;

4° de namen, het beroep, de woonplaats van den vorigen eigenaar en van den opbieder ;

5° den naam, den aard der beweegkracht van het vaartuig, de materialen van zijn romp, het tijdstip waarop het werd gebouwd, zijne afmetingen en zijne tonnemaat, en, betreft het een vaartuig met mechanischen motor, de nominale kracht van zijne drijfmachine ;

6° de plaats waar het is liggende ;

7° de opgave van dag, uur en plaats der toewijzing.

Deze plakbrieven worden ten minste tien dagen vóór de toewijzing aangeslagen aan den grooten mast of op het meest in het oog vallende gedeelte van het vaartuig, aan den hoofdingang van het gemeentehuis der plaats waar de verkoop zal geschieden, op de kade der haven waar het vaartuig is gemeerd, alsmede aan de beurs van koophandel, zoo die aldaar bestaat.

Binnen denzelfden termijn worden de voorgaande aanwijzingen geplaatst in een van de nieuwsbladen der gemeente waar de verkoop zal geschieden, alsmede in een der nieuwsbladen van Antwerpen, van Gent en van het arrondissement waarin is gelegen de haven waar het schip te huis hoort.

Bovendien zijn van toepassing de artikelen 99 en 100 der wet van 15 Augustus 1854.

Texte proposé par la Commission.

—

(Comme ci-contre.)

Tekst door de Commissie voorgesteld.

—

(Zooals hiernevens.)

Projet du Gouvernement.

ART. 31.

Le surenchérisseur, même en cas de subrogation à la poursuite, est déclaré adjudicataire, si, au jour fixé pour l'adjudication, il ne se présente pas d'autre enchérisseur.

Sont applicables au cas de surenchère les articles 42, 43, 46, 47, 48, 49 de la loi du 15 août 1854 et 18 de la présente loi.

Les formalités prescrites par les articles 26 et 30 qui précèdent, sont observées à peine de nullité.

Les nullités doivent être proposées, à peine de déchéance, conformément à l'alinéa 4 de l'article 101 de la loi du 15 août 1854.

L'alinéa 5 dudit article est également applicable.

ART. 32.

L'adjudication par suite d'une surenchère sur aliénation volontaire ne peut être frappée d'aucune autre surenchère, sauf toutefois ce qui est statué par l'article 18 en cas de folle enchère.

Les demandes en nullité devront être formées, à peine de déchéance, dans la quinzaine de la vente.

CHAPITRE V.

De l'ordre.

ART. 33.

La distribution du prix est faite ainsi qu'il est prescrit par le Code

Ontwerp der Regering.

ART. 31.

De opbieder, zelfs ingeval van inplaatsstelling in de vervolging, wordt kooper verklaard, indien op den voor de toewijzing bepaalden dag geen ander bieder zich aanmeldt.

Op het geval van opbod zijn van toepassing de artikelen 42, 43, 46, 47, 48, 49 der wet van 15 Augustus 1854 en 18 van deze wet.

De bij de voorgaande artikelen 26 en 30 voorgeschreven formaliteiten worden op straffe van nietigheid nagekomen.

De middelen tot nietigheid moeten, op straffe van vervallenverklaring, worden voorgedragen overeenkomstig de 4^{de} alinea van artikel 101 der wet van 15 Augustus 1854.

De 5^{de} alinea van dat artikel is eveneens van toepassing.

ART. 32.

De toewijzing ten gevolge van een opbod bij vrijwillige vervreemding, kan door geen verder opbod worden getroffen, behoudens nochtans hetgeen bij artikel 18 in geval van rouwkoop is bepaald.

De eischen tot nietigheid moeten, op straffe van vervallenverklaring, worden ingesteld binnen vijftien dagen na den verkoop.

5^o HOOFDSTUK.

Regeling van voorrang.

ART. 35.

De verdeeling van den koopprijs geschiedt zooals is voorgeschreven

Texte proposé par la Commission

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 30.

ART. 30.

(Comme ci-contre.)

(Zooals hiernevens.)

ART. 31.

ART. 31.

(Comme ci-contre.)

(Zooals hiernevens.)

CHAPITRE V.

HOOFDSTUK V.

De l'ordre.

Regeling van voorrang.

ART. 32.

ART. 32.

(Comme ci-contre.)

(Zooals hiernevens.)

Projet du Gouvernement

de procédure civile au titre de l'ordre.

Dispositions transitoires.

ART. 34.

Le titre II du livre II de l'ancien Code de commerce est abrogé.

Les poursuites commencées antérieurement à la mise en vigueur de la présente loi continueront à être réglées par les dispositions législatives qui sont actuellement obligatoires.

Ontwerp der Regeering

in het Wetboek van Burgerlijke Rechtspleging, in den titel tot regeling van voorrang.

Overgangsbepalingen.

ART. 34.

Titel II van het II^{de} boek van het vroeger Wetboek van Koophandel wordt ingetrokken.

Op de vervolgingen, ingesteld vóór het in werking treden van deze wet, blijven van toepassing de wetsbepalingen die thans van kracht zijn.

Texte proposé par la Commission

Tekst door de Commissie voorgesteld.

(Comme ci-contre.)

(Zooals hiernevens.)

ART. 33.

ART. 33.

(Comme ci-contre.)

(Zooals hiernevens.)



(58)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 24 APRIL 1908.

Ontwerp van wet op de inbeslagneming en op het opbod bij vrijwillige vervreemding van zee- en binnenschepen (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UTGEBRACHT DOOR DEN HEER Paul SEGERS.

MIJNE HEEREN,

De Commissie hield eene korte algemeene beraadslaging; zij behandelde omstandig de artikelen.

I. — ALGEMEENE BERAADSLAGING.

Deze beraadslaging liep over de bepalingen van het ontwerp betreffende : 1^o het conservatoir beslag; 2^o het executoriaal beslag; 3^o de onmiddellijke uitvoerbaarheid.

Hoofdstuk IV van het ontwerp, handelende over het opbod bij vrijwillige vervreemding, en Hoofdstuk V over de regeling van voorrang werden zonder debat goedgekeurd.

EERSTE HOOFDSTUK.

VAN CONSERVATOIR BESLAG.

Het conservatoir beslag op zee- en binnenschepen bestaat thans in de wet.

Het wordt geregeld bij artikel 417 van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering.

Dit artikel komt voor in den titel die de rechtspleging vóór de rechtbanken van koophandel regelt. Het bepaalt dat, in spoedeisende gevallen, de Voorzitter machtiging kan verleen tot het in beslag nemen van roerende goederen. De zee- en binnenschepen zijn roerende goederen. Dus kan de Voorzitter der rechtbank van koophandel machtiging verleen tot hunne conservatoire inbeslagneming.

Uit deze bepaling blijkt dat dergelijk beslag, waartoe de burgerlijke rechter niet kan machtigen, in het huidige wetstelsel streng wordt beperkt

(1) Wetsvoorstel, n^o 94.

(2) De Commissie was samengesteld uit de heeren Begerem, voorzitter, Destrée, Franck, Hoëois, Hubert, Segers, Tonnelier.

tot de vorderingen van commercieelen aard. Ten behoeve der vorderingen van burgerrechtelijken aard, kent de wet thans geen andere waarborgende inbeslagnemingen dan die in de derde hand, omschreven bij de artikelen 557 tot 582 van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering —, de inbeslagnemingen op goederen van schuldenaren zonder bekende woonplaats binnen het Rijk, die een soort inbeslagneming in de derde hand is, bij en artikel 822 van hetzelfde Wetboek is voorzien, — het pandbeslag, dat de waarborg is van den verhuurder tegenover den huurder, — en het beslag gelegd op de veldvruchten binnen zes weken vóór het gewone tijdstip waarop ze rijp zijn. (Art. 626, Wb. B. R.)

Het kenmerk van het wetsontwerp is dit : het conservatoir beslag, dat tot hertoe uitsluitend de waarborg bleef voor de vorderingen van commercieelen aard, wordt eveneens van toepassing gemaakt op *burgerrechtelijke* vorderingen.

De nieuwe bepaling is doelmatig, want te vergeefs vraagt men zich af wat toch, met het oog op de waarborgen van de schuldeischers, het onderscheid kon wettigen tusschen eene burgerrechtelijke vordering en eene vordering van commercieelen aard. Het is waarlijk jammer dat de enge grenzen dezer wet ons noodzaken, de eenmakingte beperken tot de zee- en binnenschepen en ons beletten het conservatoir beslag wegens burgerrechtelijke vorderingen toe te laten voor alle roerende goederen zonder onderscheid. Doch beter iets dan niets; zoo verheugen wij ons reeds over dezen eersten stap op den weg der gewenschte hervormingen.

De uitbreiding van het conservatoir beslag tot de vorderingen van allen aard gaf aanleiding in de Commissie tot de behandeling van een vraagpunt van bevoegdheid en een vraagpunt van rechtspleging.

§ 1. — *Bevoegdheid.*

Het wetsontwerp maakt *uitsluitend* den voorzitter der *burgerlijke rechtbank* bevoegd om het conservatoir beslag toe te staan. Dat is eene afwijking van de bestaande wet die bij artikel 417 van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering bevoegdheid toekent aan den voorzitter der rechtbank van koophandel, in zaken die op den handel betrekking hebben, de eenige te wier behoeve thans het conservatoir beslag bestaat.

De Toelichting tracht deze afwijking uit te leggen als volgt :

« Het beslag is een zuiver burgerrechtelijk middel van uitvoering. Het » behoort tot de bevoegdheid van den Voorzitter der rechtbank van eersten » aanleg, ongeacht den burgerlijken of den commercieelen aard der schuld- » vordering, het gelde een conservatoir beslag, dat aan eene rechtspleging » tot onteigening voorafgaat, of eigenlijk gezegde executoriale middelen. »

De Commissie vond deze redenen niet overtuigend. Zij schenen haar niet doorslaande genoeg om iets nieuws in te voeren. De Commissie is van meening dat de Voorzitter der rechtbank van koophandel bevoegd moet blijven, wanneer het betreft vorderingen van commercieelen aard. Anderdeels bestaan er redenen om den Voorzitter der burgerlijke rechtbank slechts bevoegd te maken tot het veroorloven van het conservatoir beslag, steunend op een titel van burgerrechtelijken aard. Deze regelen strooken met het gemeene recht. Zij eerbiedigen artikel 417 van het Wetboek

van Rechtsvordering, waarvan de toepassing in de zeden en gewoonten gedrongen is. Zij beantwoorden aan de beschouwingen ingeroepen door de Memorie van Toelichting. Deze maakt terecht een onderscheid tusschen het beslag, « dat aan de rechtspleging tot onteigening » voorafgaat en enkel een conservatoire maatregel is, en het executoriaal beslag. Luidens artikel 442 van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering en artikel 14 der wet van 25 Maart 1876 op de bevoegdheid, « nemen de rechtbanken van koophandel geen kennis van de tenuitvoerlegging harer vonnissen ». Indien het dus zake was bevoegdheid toe te kennen voor eene daad betreffende eene akte van uitvoering, zou er ongetwijfeld reden toe bestaan, den burgerlijken rechter alleen bevoegd te maken. Doch het conservatoir beslag is op verre na geen middel van tenuitvoerlegging, het is enkel eene daad die de uitvoering voorbereidt, een conservatoire maatregel dien de schrijvers een beslag van zekerheid heeten, in tegenstelling met de daden van eigenlijke tenuitvoerlegging. Het mag dus niet worden geacht te zijn, zooals de Toelichting het doet, « een eigenlijk gezegd burgerrechtelijk executoriaal middel. »

§ 2. — *Rechtspleging.*

In het huidige stelsel der wet wordt het conservatoir beslag niet onderworpen aan de rechtspleging tot geldigverklaring.

De schuldeischer, die machtiging tot inbeslagnemen verkreeg, haast zich, over 't algemeen, een vonnis te verkrijgen, dat hem toelaat zijn conservatoir beslag in een executoriaal om te zetten. Indien hij daartoe niet voortvarend genoeg handelt, kan de schuldenaar hem dagvaarden tot handlichting van het beslag, evenals hij het recht heeft, indien het beslag wederrechtelijk geoorloofd werd, de nietigheid ervan te doen verklaren door de rechtbank.

Deze aan den schuldenaar verleende waarborgen schijnen altijd toereikend te zijn geweest. Ook het wetsontwerp heeft er vrede mede.

Redenen van practischen aard deden nochtans de Commissie besluiten tot opneming in de wet van de rechtspleging tot geldigverklaring van het conservatoir beslag.

In de zeestaten, wanneer men het schip bij de hand heeft, is de rechtbank bevoegd om uitspraak te doen niet alleen over de geldigheid van het beslag, maar ook, als natuurlijk gevolg, over den eisch tot schadevergoeding met het oog op welke het beslag is gelegd.

Men heeft eveneens in België gepoogd, bij het conservatoir beslag op een schip, de bevoegdheid van het *forum arresti* in te roepen, om van onze rechtbanken uitspraak te vragen over den eisch tot aansprakelijkheid ter zelfder tijd als over den eisch tot geldigverklaring. Doch er is gewezen dat, onder voorwendsel dat de wet niet uitdrukkelijk den eisch tot geldigverklaring van het conservatoir beslag voorzag, dergelijke eisch niet bestond. Derhalve, wanneer de aanvaring geschiedde of de oorzaak van de schade buiten het Belgische grondgebied ontstond, en wanneer de verweerder niet in België was gehuisvest, werd, uit kracht van artikel 12 der wet van 25 Maart 1876, de rechtbank onbevoegd om kennis te nemen van den grond der zaak. Deze rechtspraak stelt de reederijen in België in min gunstigen toestand. Men laat haar toe het schip aan te slaan, dat het ongeval heeft veroorzaakt,

doch men verplicht haar, in den vreemde vonnis te vragen. Dat is eene tegenstrijdigheid welke het voordeelig is te doen verdwijnen, zoowel in het belang van onze reederijen als met het oog op het brengen van eenheid in het zeerecht.

Maar er bestaat eene tweede reden om er aldus over te beslissen.

Het gebeurt dat een vreemdeling die, bij verrassing, machtiging bekam om in België conservatoir beslag te leggen op een schip, verdwijnt zonder te handelen. Het schip blijft aangeslagen. Voorzeker heeft de beslagene het recht, het beslag nietig te doen verklaren of de opheffing er van te bekomen. Maar de beslaglegger woont in den vreemde. Naar luid der Conventie van 's Gravenhage, zal hij moeten eerbiedigen de voor de afstanden in acht te nemen termijnen, gedurende welke hij zware schade kan lijden.

Den beslaglegger verplichtend binnen een betrekkelijk korten termijn de geldigheid van het beslag voor de rechtbank aan te vragen, laat men den beslagene toe, zich vóór het gerecht te verantwoorden en, bij voorkomend geval, zonder te lang te wachten, de opheffing van een onrechtvaardig of kwellend beslag te bekomen.

Men dient overigens in aanmerking te nemen dat de maatregel niet alleen zal worden uitgevaardigd ten profijte der vorderingen op zeevaart- of handelsgebied. Dank zij de uitbreiding van het conservatoir beslag tot de burgerrechtelijke vorderingen, zullen de slachtoffers der zeevaartongevallen er het voordeel van hebben.

Maar een ander punt behoort hier te worden opgelost.

Tot nog toe was het algemeen aangenomen, dat de burgerlijke rechtbank alleen bevoegd was om kennis te nemen van de eischen tot geldigheid en opheffing van conservatoir beslag.

Er bestaan maar weinig arresten in tegenovergestelden zin. Overigens behelsden deze arresten niet de ware reden die tot heden toe de rechtbanken er toe deed besluiten, aan den burgerlijken rechter bevoegdheid toe te kennen. Die reden is, dat de rechtbanken van koophandel eene uitzonderlijke rechtsmacht zijn en dat artikel 417 van het Wetboek van Rechtspleging evenmin als de wet van 25 Maart 1876 de rechtbanken van koophandel bevoegd acht om kennis te nemen van eene vordering tot geldigheid of opheffing van een conservatoir beslag. Niettemin duidt een dezer arresten twee uitmuntende redenen aan opdat wij door de wet aan den handelsrechter bevoegdheid doen verleenen voor geschillen, gegrond op vorderingen van commercieelen aard. Die redenen zijn dat, eenerzijds, de geldigheid en de opheffing van een conservatoir beslag geene akten van tenuitvoerlegging van een vonnis zijn, en er dus geene reden bestaat om de rechtbanken van koophandel niet toe te laten er kennis van te nemen, en dat er, anderzijds, redenen van welvoeglijkheid bestaan om niet aan het oordeel eener burgerlijke rechtbank te onderwerpen de bekrachtiging of de vernietiging van een maatregel, door den voorzitter eener andere rechtsmacht bevolen.

De Commissie is van gevoelen dat er dus aanleiding bestaat om het eerste artikel in dezen zin uit te leggen, dat de rechtbank van koophandel bevoegd zal wezen wanneer een eisch tot geldigheid of opheffing van conservatoir beslag zal voortvloeien uit eene vordering van commercieelen

aard. De burgerlijke rechtbank zal bevoegd zijn, zoo de eisch op eene burgerlijke vordering steunt. Onnoodig te zeggen dat, wanneer er twijfel oprijst over den aard der vordering of wanneer het beslag wordt gelegd uit krachte van verschillende schuldvorderingen, waarvan de eene van burgerrechtelijken aard en de andere van commercieelen aard zijn, de burgerlijke rechtbank alleen bevoegd blijft.

De beraadslaging over die dubbele kwestie van bevoegdheid en rechtspleging gaf aanleiding, in de Commissie, tot het onderzoek van een vraagstuk betreffende de geschillen van territoriale bevoegdheid in de wateren der Zeeschelde, vroeger opgeworpen door een wetsvoorstel van den achtbaren heer Delbeke.

Ons achtbaar medelid zegde in de toelichting van zijn voorstel :

« Wanneer een stroom of eene rivier twee rechterlijke arrondissementen scheidt — zooals de Schelde vóór Antwerpen, — dan is het zijne middellijn die elk arrondissement tot grenslijn dient. Daarnit volgt dat de verbintenissen, ontstaan door aanvaring, bijstand of sleepdienst, moeten worden vervolgd vóór de rechtbank van het een of het ander arrondissement, naar gelang het feit aan den eenen of den anderen kant der scheidslijn voorviel. Dat is eene groote zwarigheid voor de rechtsmacht welke van deze scheepvaartgebeurtenissen kennis moet nemen en verschillend kan zijn voor die welke zich in eene zelfde reede voordoen. Onzekerheid aangaande de juiste plaats, waar de feiten gebeurden ; exceptiën van onbevoegdheid, des te schadelijker daar zij in zulke zaken, mits gebruikelijke voorbehoudingen bij den aanvang, kunnen worden aangevoerd bij het debat over den grond der zaak, nadat de maatregelen van onderzoek, de opnemingen door deskundigen, de getuigenverhooren zullen bevolen of voltrokken zijn. Verklaren zich de rechtbank of het Hof van beroep vervolgens onbevoegd, dan moet heel de rechtspleging herbegonnen worden. En 't is dan nog gelukkig, dat men de vaak moeilijke en vluchtige bewijzen verzamelen kan.

» Hoe zal men dien toestand verhelpen? De grens van sommige arrondissementen verplaatsen tot aan de strandlijn welke den hoogsten waterstand aanwijst op een van beide oevers? Dat zou misschien andere bezwaren, op bestuursgebied, doen ontstaan. Het scheen ons verkieslijk niet te raken aan de tegenwoordige grenzen en, op algemeene wijze, den eischer vrij te laten den eisch vóór de rechtbanken van het een of het ander arrondissement aanhangig te maken. Dat is de bepaling van artikel 1 A van ons voorstel. De algemeenheid der bewoordingen : « Kan aanhangig maken bij het gerecht », bevat niet alleen den eisch, maar ook de inbeslagneming van allen aard.

» Het slot van artikel 1 A is het noodzakelijk gevolg dier uitbreiding van bevoegdheid. Het betaamt ook bevoegdheid te verleenen aan de ministerieele ambtenaren om hun ambt op de geheele breedte der scheidswateren uit te oefenen. Zoo zal men de belanghebbenden toelaten spoedeischnende rechtsverrichtingen, zooals de inbeslagneming van het vaartuig, uit te voeren ».

De Commissie achtte het oogenblik gunstig om de kwestie, door het voorstel Delbeke opgeworpen, op te lossen. De daardoor behandelde stof past beter dan enig ander in het kader der wet die wij thans bewerken. De oplossing, door den heer Delbeke voorgesteld, is de enige redematige en

practische. Zij heeft overigens geen tegenspraak uitgelokt. De Commissie dacht dus ze in de wet te mogen opnemen.

De nieuwe teksten, door die enkele amendementen noodzakelijk gemaakt, zullen worden opgesteld in den loop van de behandeling der artikelen.

HOOFDSTUK II.

VAN HET EXECUTORIAAL BESLAG.

De artikelen 197 tot 215 van het vroeger Wetboek van Koophandel (1808), die thans nog van toepassing zijn in zaken van executoriale inbeslagneming en verkoop van zeeschepen, werden behouden door de wet van 21 Augustus 1879 die het zeerecht beheerscht.

Artikel 237 dier wet bepaalde, dat te rekenen van het in werking treden der bepalingen van het nieuwe Wetboek van Koophandel (wet van 1879), de artikelen 197 tot 215 van het Wetboek van Koophandel van 1808 zouden worden toegevoegd aan het Wetboek van Burgerlijke Rechtspleging, om daarin te worden nageliefd « tot de herziening van dat Wetboek ».

Laten wij de hoop koesteren, eenmaal de herziening van onze Wetboeken te kunnen aanvangen.

In afwachting blijven de verouderde bepalingen, welke het Wetboek van Burgerlijke Rechtspleging na zich sleept, den verkoop van zeeschepen beheerschen alsook de zuivering van hypotheeken daarop; tevens leggen zij formaliteiten op, die thans doen glimlachen. De poging tot gedeeltelijke herziening van het Wetboek van 1808, die ten doel heeft de regelen betreffende het inbeslagnemen en verkoopen van zeeschepen in overeenstemming te brengen met de tegenwoordige behoeften van het zeerecht en vooral met de dringende vereischten van het zeevaartkrediet, waarvan de nieuwe wet op hypotheek en afstand, onlangs door de Kamer aangenomen, de ernstige inrichting toelaat, is een werk waarvoor men den achtbaren heer Minister van Justitie dank moet zeggen.

Een eerste nadeel der vroegere wet was dus, dat zij voor den verkoop van zeeschepen verouderde formaliteiten voorschreef. De drie uitroepingen en afkondigingen aan de handelsbeurs en op het openbaar plein; het bericht opgenomen « in een der openbare nieuwsbladen », verschijnende in de plaats waar de rechtbank haren zetel heeft of in het departement (art. 202); het aanhangen van de plakbrieven aan den grooten mast, op het openbaar plein of op de kade der haven (art. 203); het aanvaarden van hooger bod, van acht tot acht dagen, door den rechter-commissaris (art. 203); het vergunnen van de uitstellen door den rechter (art. 206); het verbod om een vaartuig, dat zeilree ligt, in beslag te nemen tenzij wegens schulden aangegaan voor de reis, die het staat te doen (art. 215); en, wanneer het beslag vaartuigen van 10 ton en minder treft, de toewijzing ter terechtzitting (art. 207) — zijn dat niet allemaal voorschriften die niet meer tot dezen tijd behooren?

In de vroegere wetgeving bestond eene tweede leemte: de verschillende regelen geldende voor zeeschepen en voor binnenschepen. Zooeven herinnerden wij de bepalingen, toepasselijk op de inbeslagneming en den verkoop van zeeschepen. Integendeel waren de inbeslagneming en de verkoop der binnenschepen beheerscht door titel VIII van het Wetboek van Burger-

lijke Rechtspleging betreffende het executoriaal beslag, en meer bijzonderlijk door artikel 620 van dien titel, opleggende den verkoop in de havens of op de kaden, waar het in beslag genomen binnenschip gemeerd ligt, en dat wel na zekere plakbrieven of afkondigingen.

De dubbele verdienste van het onderhavig wetsontwerp is, dat het eenheid brengt in de bepalingen die voortaan de inbeslagneming en den verkoop van zee- en binnenschepen zullen regelen, en de rechtspleging naar den tegenwoordigen tijd schikt.

Te dien opzichte vergenoegt zich het ontwerp niet — wat reeds een merkelijke vooruitgang ware geweest, — de oude regelen te vervangen door de bepalingen der wet van 13 Augustus 1854 op de gedwongen ont-eigening van onroerende goederen. Het vereenvoudigt nog deze formaliteiten en verwezenlijkt aldus, in een ruimere, door de vereischten van het zeevaartkrediet gebillijkte mate, het dubbel door den wetgever van 1854 beoogd doel waaraan de verslaggever over de wet, de heer Lelièvre, herhaaldelijk herinnert, te weten : spoed en spaarzaamheid. Het wetsontwerp verwezenlijkt dezen tweevoudigen vooruitgang zonder de billijke belangen van den schuldenaar en van derden te krenken. Het exploit van inbeslagneming wordt ingeschreven op het register van teboekstelling (art. 13). De derden, ingeschreven schuldeischers, en de schuldenaar worden, vijftien dagen vóór den verkoop, aangemaand kennis te nemen van het lastkohier en bij de toewijzing tegenwoordig te zijn, indien zij het geraden achten (art. 15). Het lastkohier wordt opgemaakt door den ministerieelen ambtenaar dien de voorzitter aanwijst, terwijl deze tevens de plaats aanduidt, waar de verkoop zal geschieden, en de openbaarheid regelt (art. 14). Ingeval van betwisting, worden partijen door den ministerieelen ambtenaar verwezen naar den rechter in kortgeding (art. 15).

Dat zijn de waarborgen verleend zoowel aan derden als aan den schuldenaar. Maar het ontwerp voegt er een waarborg bij, welke niet is voorzien bij de wet van 13 Augustus 1854 op den gedwongen verkoop van onroerende goederen. Gedurende vijftien dagen na de toewijzing heeft iedereen het recht, een hooger bod te doen. Wat betreft het opbod, bepaalt de wet van 13 Augustus 1854 er zich bij, in de artikelen 93 tot 101 de rechtspleging te regelen betreffende de opvordering, door artikel 115 der wet van 16 December 1851 op de voorrechten en hypothecken voorgeschreven. Het recht van opbod, bij deze wet voorzien, bestaat enkel ingeval van vrijwilligen verkoop van een gehypothekeerd onroerend goed. Ook wordt bij artikel 96 der wet van 1854 uitdrukkelijk bepaald dat de verkooping bij onmiddellijke uitvoerbaarheid, welke, zooals iedereen weet, geschieden in den vorm der vrijwillige verkooping, alsmede de verkooping die plaats hebben uit krachte van een vonnis dat aan de inschrijving der inbeslagneming voorafging, niet onderhevig aan het opbod zullen zijn ten aanzien van de ingeschreven schuldeischers, behoorlijk tot de toewijzing opgeroepen.

Het recht tot opbod is dus niet in onze wetten voorzien ingeval van verkoop bij gedwongen onteigening. De bepaling gaat uit van artikel 585 der wet van 18 April 1851 op de faillissementen, waarvan zij de bewoordingen overneemt en die aan elk toelaat een hooger bod te doen gedurende vijftien dagen na de toewijzing.

De Commissie heeft zich afgevraagd of het noodig was, aan den schuldenaar en aan derden dien bijkomenden waarborg van hooger bod te verleen. Zij achtte dat het een dubbel bezwaar oplevert, namelijk dat het een hinderpaal is voor den verkoop waarvan de verkooping van onroerende goederen bij gedwongen onteigening vrij is, en dat het, in eene mate welke men niet mag overdrijven, de liefhebbers doet wegblijven, daar zij er tegen opzien hun recht van kooper en tevens het lot van het aangekochte schip gedurende vijftien dagen geschorst te zien blijven. Anderdeels erkende zij dat het voordeel oplevert voor hen die de veelvuldige formaliteiten en den langen duur der termijnen als een waarborg beschouwen, als eene vergoeding voor het vereenvoudigen en het bespoedigen van de rechtspleging. Kortom, zij acht dat de verkoop, zooals hij is geregeld, met voldoende waarborgen is omkleed om te laten hopen dat de werkelijke waarde van het schipzal bereikt worden. De wet van 1834 op de gedwongen onteigening neemt het opbod niet aan voor de verkooping ten gevolge van inbeslagname en evenmin voor de verkooping bij onmiddellijke uitvoerbaarheid of voor de gerechtelijke verkooping welke zij opsomt. De Commissie was dus van gevoelen dat het opbod ook niet moest worden aangenomen voor de gedwongen onteigeningen van zee- en binnenschepen. Zij stelt voor, af te zien van die nieuwigheid.

HOOFDSTUK III.

VAN ONMIDDELLIJKE UITVOERBAARHEID.

De bepalingen betreffende onmiddellijke uitvoerbaarheid zijn, uit hoofde van haar karakter van nieuwigheid in ons recht, en uit hoofde van het nut dat zij kunnen opleveren, de gewichtigste van gansch het wetsontwerp.

Het beding van onmiddellijke uitvoerbaarheid, voor den verkoop van onroerende goederen gehuldigd bij de artikelen 90 en 92 der wet van 15 Augustus 1834, heeft nooit bestaan in ons zeerecht. Titel II van boek II van het vroegere Wetboek van Koophandel, reeds door ons herinnerd, wel verre van de verkooping van het pand te veroorloven bij onmiddellijke uitvoerbaarheid, verbood zelfs (art. 215) beslag te leggen op den bodem die zeilree lag, tenzij wegens schulden aangegaan ten behoeve van de reis welke hij op het punt staat te ondernemen.

't Is nochtans vooral in zake van hypotheek op schepen dat de snelle rechtspleging van onmiddellijke uitvoerbaarheid noodig is. Onroerende goederen worden niet verplaatst. Integendeel heeft een schip spoedig het anker gelicht om zich te onttrekken aan de vordering van den hypothecairen schuldeischer. De waarborg der hypotheek ware spoedig denkbeeldig, indien de hypothecaire schuldeischer niet in de wet het middel vond, spoedig te handelen wanneer de schuldenaar zijne verbintenissen niet meer naleeft, wanneer hij er nog slechts minder belang bij heeft ze te vervullen en hij reeds het pand wegneemt en naar ver afgelegen plaatsen voert. De veiligheid van het krediet eischt dat de schuldeischer, in dat geval, zoo hij de eerste is ingeschreven, evenals in zake van onroerende goederen, en zoo het beding van onmiddellijke uitvoerbaarheid is openbaar gemaakt door inschrijving, bij machte zij om zich in het bezit van het zee- of binnenschip te doen stellen, om daarop een kapitein te plaatsen naar zijne keuze,

het te doen verkoopen en zich te doen betalen op den verkoopprijs. Dat wordt sedert lang door de Engelsche wet aangenomen.

Nochtans scheen in de Belgische wet een bezwaar dezen vooruitgang te verhinderen. Zee- en binnenschepen zijn roerende voorwerpen. Volgens artikel 2078 van het Burgerlijk Wetboek en artikel 10 der wet van 5 Mei 1872 op het handelspand, is nietig elk beding waarbij de schuldeischer mocht gemachtigd zijn zich het pand toe te eigenen of daarover te beschikken uit hoofde van eenvoudig gebrek aan betaling. Wordt er niet betaald op den vervaldag van de door het pand gewaarborgde schuld, dan kan de schuldeischer door het gerecht doen bevelen het pand te verkoopen. Zelfs kan hij, in burgerrechtelijke zaken, doen beslissen dat het pand hem in betaling blijft tot het verschuldigd bedrag, volgens schatting door deskundigen. De bedingen van onmiddellijke uitvoerbaarheid zijn dus van geener waarde voor zee- en binnenschepen, zoolang zij niet werden veroorloofd door de wet. De artikelen 20 en 23 van het ontwerp strekken om deze bedingen toe te laten. Dat is verstandig gehandeld, want de redenen, die pleiten voor het verbod van pandcontract in zake van gewoon roerend pand, bestaan niet langer waar het zee- en binnenschepen betreft. Klimt men op tot de bronnen van het recht, dan bevindt men dat de wet van Constantinus, vervolgens het oude Fransche recht en nadien het Napoleontisch Wetboek, het pandcontract enkel afschaften omdat de schuld doorgaans minder bedraagt dan de waarde van het pand en er dus reden bestaat om het bedrog vanwege den schuldeischer te treffen, die in het pandcontract een laakbaar middel zou vinden om een overdreven voordeel te trekken van de geldsommen die hij zou uitleenen. Dat misbruik is te vreezen ingeval van pand, alsook ingeval van verpanding van vruchtgebruik van een onroerend goed. Ook bepaalt artikel 2088 van het Burgerlijk Wetboek dat een schuldeischer geen eigenaar wordt van het *onroerend goed*, enkel bij gebreke van betaling op den bepaalden vervaldag. Het gevaar verdwijnt echter indien men, in stede van te bepalen dat, bij gebreke van betaling, de schuldeischer zich het onroerend goed mag toeëigenen, bepaalt dat het onroerend goed ten overstaan van notaris bij opbod zal verkocht worden. Dat is het beding van onmiddellijke uitvoerbaarheid. Dergelijke verkoopning heeft immers eerst plaats na in mora-stelling van den schuldenaar, met openbaarheid en mededinging, en de schuldeischer bekomt enkel het bedrag van wat hem toekomt. 't Is dan ook niet te begrijpen dat, in Frankrijk, de wet van 2 Juni 1841 op de inbeslagneming van roerende goederen zulke bepaling heeft kunnen verbieden, wanneer ze zoo goed strookt met de vrijheid van overeenkomst. De Belgische wet van 13 Augustus 1854 huldigt de geldigheid daarvan. Welnu, het is er om te doen de regelen, door de wet voorgeschreven in zake van onroerende goederen, toe te passen op de zee- en binnenschepen die, alhoewel de wet ze roerende goederen heet, feitelijk, met het oog op de hypotheek, zijn gelijkgesteld met onroerende goederen. De schuldenaar, eigenaar van het schip, vindt overigens een eersten waarborg, door de wet van 13 Augustus 1854 niet aangenomen, in de verplichting voor den schuldeischer, die in het bezit is gesteld en aansprakelijk is voor zijn beheer, zekerheid te stellen of van genoegzame gegoedheid te doen blijken (art. 21). Het ontwerp voorziet de verplichting om zekerheid te stellen enkel voor zooveel de voorzitter der rechtbank er hem toe ver-

plicht. De Commissie acht dat, uit hoofde van de mogelijke misbruiken door toedoen van den beslaglegger, die zekerheidstelling in elk geval moet worden bevolen, mits de voorzitter het bedrag er van dient te bepalen. De schuldenaar vindt een tweeden waarborg in het recht om den verkoop van het vaartuig op te vorderen gedurende zes maanden te rekenen van de aan de ingeschreven schuldeischers gedane beteekening of van de laatste bekendmaking (art. 25).

Wat betreft de rechten van derden die, zonder bedrog, met den vroegeren kapitein eene overeenkomst zouden getroffen hebben, wij achten dat ook zij moeten gevrijwaard worden. Daarin voorziet artikel 24 van het ontwerp. Wij meenen de beteekening ervan te hebben gerechtvaardigd in het verslag van 17 Mei 1903, betreffende het onlangs aangenomen ontwerp van wet op de zee- en binnenschepen, waarvan wij het nuttig achten hier de bewoordingen over te schrijven :

« Eveneens moet de wet de rechten van derden waarborgen. 't Kan zijn dat de vroegere kapitein te goeder trouw met bevrachters, cargadoors, leveranciers overeenkomsten heeft gesloten, waarbij vergoeding wordt bedongen ingeval van niet-uitvoering. Mag de nieuwe kapitein, zonder zich om die overeenkomsten te bekreunen, het schip naar goeddunken wegvoeren, desnoods lossen en zodoende die derden tegen den vaak onvermogenenden gewezen eigenaar plaatsen? Dat ware niet billijk. De veiligheid der handelsbetrekkingen vergt dat die zonder bedrog gesloten overeenkomsten zonder verrassing worden uitgevoerd. Voorzeker dient er gelet te worden op het belang van den leener op hypotheek, die aldus verplicht kan zijn soms schadelijke overeenkomsten na te leven. Doch het belang van derden, die hier den eerlijken handel vertegenwoordigen, is even eerbiedwaardig, en de billijkheid eischt dat, bij deze strijdige belangen, het verhaal, dat mogelijk kan genomen worden tegen den vervallen eigenaar, worde opgelegd aan diengene van de twee schuldeischers die gedekt is door eene hypotheekschuld waarvan hij zich overigens heeft meester gemaakt, veel eer dan aan diengene hunner welke wellicht geen anderen waarborg zou hebben dan de vertrouwbaarheid der overeenkomsten.

» Zullen derden genoeg beschermd zijn, indien de wet den kapitein van den hypothecairen schuldeischer verplicht de verbintenissen te eerbiedigen, die zonder bedrog zijn aangegaan door den gewezen kapitein, betreffende het schip of de reis? Dat is onze meening. In plaats van één schuldenaar, geeft men er hun twee en stellig zal de tweede hunner, de hypothecaire schuldeischer, die den eigenaar vervangt voor de uitvoering der overeenkomsten, vermits zijn persoonlijke verantwoordelijkheid op het spel staat, er alle belang bij hebben te beheeren « als een goed huisvader ».

Reeds in den schoot der Commissie, belast met het onderzoek van het wetsontwerp waarvan ik even sprak, was men het eens om te erkennen dat het noodig was aan partijen toe te laten, in de overeenkomsten de bepaling der ommiddellijke uitvoerbaarheid op te nemen. (Zie verslag van 19 Mei 1903, n^o 174.) Werd het door de Commissie opgemaakt voorstel niet aangenomen door de Kamer, dan is het omdat toen erkend werd dat het veel nuttiger zou te pas komen in het bijzonder ontwerp op het inbeslag nemen en verkoopen van zee- en binnenschepen dat wij thans bespreken.

II. — BEHANDELING DER ARTIKELN.

EERSTE HOOFDSTUK.

VAN CONSERVATOIR BESLAG.

EERSTE ARTIKEL.

Om gevolg te geven aan de beslissingen van de Commissie betreffende het toekennen van bevoegdheid, zou het eerste artikel moeten luiden als volgt :

« Conservatoir beslag op zee- en binnenschepen kan in spoedeisende gevallen worden toegelaten.

» Machtiging daartoe wordt verleend door den voorzitter der burgerlijke rechtbank, indien het eene burgerrechtelijke vordering betreft, en door den voorzitter der rechtbank van koophandel, indien de vordering op den handel betrekking heeft. »

In zake van conservatoir beslag, wordt algemeen aangenomen dat de rechter, die is bevoegd om het beslag te veroorloven, is de voorzitter der plaats waar de schuldenaar zijne woonplaats heeft, zelfs indien de in beslag te nemen voorwerpen voorhanden zijn binnen het gebied van eene andere rechtbank. (BELTJENS, *Procédure civile*, art. 417, n^o 8; DALLOZ, v^o *Saisie conservatoire*, n^o 12; GARSONNET, d. III, bl. 35, nota 19; DE BELLEVME, bl. I, bl. 249; BERTIN, *Ord. sur requête*, n^o 421.) Nochtans wordt door de rechtspraak als uitzondering aangenomen de bevoegdheid van den voorzitter der plaats waar de voorwerpen voorhanden zijn. (BELTJENS, *l. c.*, n^o 3. Rechtb. Dendermonde, 27 Juli 1882. *Pas.* 1883, III, 49.) In zake van beslag op zee- of binnenschepen, is het raadzaam deze uitzondering tot regel te maken. Dus zou men aan bovenstaanden tekst moeten toevoegen :

« Is bevoegd de voorzitter der rechtbank binnen welker gebied het zee- of binnenschip zich bevindt. »

Daarenboven dient te worden opgelost het vraagstuk van bevoegdheid, wat de Zeeschelde betreft, vraagstuk opgeworpen in het ontwerp dat indertijd werd ingediend door den heer Delbeke, en waarover wij handelden in het hoofdstuk waarin de algemeene beraadslaging in overzicht genomen wordt. Dit zou geschieden in de volgende bewoordingen :

« In de wateren, begrenzend twee arrondissementen, mag de eischer, naar keuze, de zaak aanhangig maken bij het gerecht van een van beide aan den oever gelegen arrondissementen, en alle beteekeningen mogen worden gedaan door de ministerieele ambtenaren zoowel van het eene als van het andere arrondissement. »

Daarop zou volgen het 2^{de} lid van den tekst der Regeering :

« De voorzitter kan, naar vereisch van zaken, den eischer opleggen borgtocht te stellen of van genoegzame gegoedheid te doen blijken. Zijn bevelschrift is uitvoerbaar niettegenstaande verzet of hooger beroep. »

In den tekst der Regeering wordt daaraan toegevoegd :

« Echter bedingt het voor den beslagene het recht om, binnen een bepaalden tijd, zich te voorzien, op de terechtzitting voor kortgeding, ten einde het verlof tot beslaglegging te doen intrekken of den borgtocht te doen verhoogen. »

De Commissie achtte niet raadzaam daarvoor af te wijken van het gemeene

recht. Volgens het bestaande Wetboek, kan de beslagene geen verhaal nemen — verzet, noch beroep — tegen het bevel zelf, dat eene akte van vrijwillige rechtspleging is. Doch hij kan zijn verhaal nemen tegen den maatregel, door het bevel voorgeschreven. Het verzet zal worden gebracht niet voor den voorzitter, maar voor de rechtbank van koophandel (zie de nota op het arrest van het Hof van Cassatie, 28 November 1893. *Pas.* 1896, I, 50). De beslagene kan ook, zoo hij denkt benadeeld te zijn, opheffing van het beslag vragen aan de bevoegde rechtbank die, naar het algemeen aangenomen oordeel, de burgerlijke rechtbank is. Het wetsontwerp bevat eene afwijking van deze regelen. Het verplicht den voorzitter, in het bevel voor te behouden een termijn gedurende welken de beslagene in beroep kan komen, niet bij de rechtbank, maar bij den voorzitter, ten einde het bevel te doen intrekken. Deze maatregel ware voorzeker niet te versmaden. Het zou voor den beslagene een waarborg te meer zijn. Werd hij aangenomen, het ware evenwel beter den termijn binnen welken de beslagene dit verhaal kan uitoefenen, in de wet te bepalen, en niet hem over te laten aan de willekeur van het bevel. Evenwel mag niet uit het oog worden verloren, dat de regelen van het wetsontwerpslechts van toepassing zijn op de inbeslagneming van zee- en binnenschepen. En onbetwistbaar vergt het eenheidsbelang dat er te dien opzichte maar bijzondere regelen worden voorgeschreven, indien het volstrekt noodig is. 't Ware, trouwens, gevaarlijk allerhande onderscheid in de rechtspleging te maken voor zaken van denzelfden aard, als daar zijn het beslag op schepen en het beslag op andere roerende voorwerpen. Om deze redenen oordeelt de Commissie dat het beter ware hier niet af te wijken van de thans aangenomen regelen, die van toepassing zullen blijven voor conservatoir beslag in 't algemeen. Zij stelt dan ook voor, het laatste lid van het artikel te doen wegvallen.

't Is aan 't slot van het 1^{ste} artikel dat plaats zou vinden de bepaling betreffende de verplichting voor den inbeslagnemer, tegen den beslagene eene rechtsvordering tot geldigverklaring in te stellen. Voor het opstellen van deze bepaling, behoort rekening te worden gehouden met den tekst van artikel 563 van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering. Zij zou luiden :

« Binnen acht dagen na de beslaglegging, vermeerderd met een dag per drie myriameter afstand tusschen de woonplaats van den inbeslagnemer en die van den beslagene, moet, op straffe van nietigheid, de inbeslagnemer eene rechtsvordering tot geldigverklaring instellen. »

De Commissie acht het noodig daaraan toe te voegen de woorden : « op straffe van nietigheid ».

ART. 2.

Dit artikel dient overeen te stemmen met het 1^{ste}. N^o 3 van het ontwerp zou n^o 2 worden. Dan zou n^o 2 van het ontwerp worden vervangen door eene paragraaf, luidende : « Wanneer de machtiging is verleend door den voorzitter der burgerlijke rechtbank, behelst het exploit bovendien aanstelling van een avoué, bij wien door de vervolgende partij van rechtswege woonplaats wordt gekozen.

» Een bewaarder wordt aangesteld. »

ART. 3.

Er wordt goed verstaan dat in dit artikel en in de andere waar het woord kapitein alleen wordt gebezigd, dit woord beteekent *kapitein*, voor een zeeschip, en *patroon*, voor een binnenschip.

ART. 4.

In dit artikel, en verder in artikel 15, komen de woorden : « ingeschreven » en « inschrijving » voor. Zij komen ook voor in de onlangs aangenomen wet op de zee- en binnenvaart, waarvan het aanhangig ontwerp slechts een bijvoegsel is. Om deze reden behooren die woorden te worden behouden in het ontwerp. Doch zij kunnen aanleiding geven tot dubbelzinnigheid. Trouwens, naar de beteekenis, in de hypotheekwet gegeven aan het woord « inschrijving », bedoelt dit woord korte vermeldingen, op borderen. Zij eischt het letterlijk afschrijven van den titel, de *overschrijving*, voor al de akten die invloed hebben op de overdracht of den afstand van onroerende goederen. De wet van 1854 eischt ook de overschrijving bij beslaglegging op onroerende goederen. Wij achten dat de bewoordingen van het wetsontwerp (art. 4 en 15) insgelijks vergen het algeheele relaas van beslaglegging op zeeschepen. In dien zin moeten hier de woorden « ingeschreven » en « inschrijving » worden opgevat.

ART. 5.

Dit artikel bepaalt dat, wanneer reeds een inbeslagneming aangeboden en ingeschreven is, de bewaarder weigert elke nieuwe inbeslagneming in te schrijven. De Commissie vatte niet welke redenen aanleiding zouden geven tot deze bepaling. Het kan gebeuren dat een eerste beslag wordt opgeheven. Wordt eene nadere beslaglegging niet ingeschreven, dan kan de schuldenaar beschikken over den bodem die aldus ontsnapt aan den tweeden inbeslagnemer. De Commissie stelt voor, het artikel te doen luiden als volgt ; « Wanneer reeds eene inbeslagneming is aangeboden en ingeschreven, vermeldt de bewaarder elke nieuwe inbeslagneming in margine van de eerste inschrijving ».

ART. 6.

't Is raadzaam te doen uitschijnen dat de bepaling die den eigenaar, op straffe van nietigheid, verbiedt het vaartuig te vervreemden of te hypothekeeren te rekenen van den dag der inschrijving van het beslag, wordt voorgesteld zoowel in het belang van den beslagene als in het belang van den inbeslagnemer ; want meesttijds zal zij dit gevolg medebrengen, dat het den schipper feitelijk geoorloofd zal zijn te blijven yaren ondanks het beslag, op het schip gelegd.

HOOFDSTUK II.

VAN EXECUTORIAAL BESLAG.

ART. 8.

Dit artikel bepaalt dat het bevel inhoudt « de opgave van den titel uit kracht van welken het gedaan wordt, en een volledig afschrift van dezen titel, indien hij nog niet is beteekend geworden ».

Het ware nauwkeuriger te zeggen : « de opgave van den titel uit kracht van welken het gedaan wordt en de *beteekening* van dezen titel, enz. », want het bevel houdt eigenlijk den titel niet in ; het stelt vast dat hij is beteekend bij afschrift, bovenaan op het stuk gegeven. Het woord : « beteekening » wordt overigens gebezigd in artikel 583 van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering, onder den titel van executoriaal beslag.

ART. 9.

Dit artikel bepaalt : « Het bevel wordt gedaan aan den persoon van den schuldenaar of te zijner woonplaats indien het eene algemeene rechtsvordering geldt, tegen hem aan te leggen. »

Het ware beter de bewoordingen van artikel 14 der wet van 1854 te bezigen en te zeggen : « of aan zijne *werkelijke* woonplaats of aan de woonplaats verkozen in den titel der schuldbekentenis. » Het kan zich, trouwens, voordoen dat de schuldeischer de woonplaats van den schuldenaar niet kent.

§ 2 zegt : « Het (bevel) kan aan den gezagvoerder worden gedaan, indien de schuldvordering een bevoorrechte is. » Het ware goed, daaraan toe te voegen deze woorden : « of indien zij betrekking heeft op het schip of op de verzonden koopwaren ». Deze woorden zijn gebillijkt door den aard der bedoelde schuldvorderingen en door de praktische noodwendigheden van de uitvoering.— Trouwens, alles wat het schip of de vervoerde goederen betreft, behoort tot de bevoegdheid van den kapitein. Laten wij, anderdeels, onderstellen dat een schuldeischer een vonnis bekomt tegen een Engelsch zeeschip. Het schip legt terug aan in eene Belgische haven. De schuldeischer zal het in beslag nemen : kan hij het bevel, dat aan de inbeslagneming voorafgaat, niet terhandstellen aan den kapitein, moet hij vóór de beslaglegging geen bevel in Engeland beteekenen, dan zal het schip uitgezeild zijn vóór de inbeslagneming waartoe eerst vier en twintig uren na het bevel kan worden overgegaan (art. 10).

Eindelijk luidt § 3 : « Indien het zee- of het binnenschip aan een anderen dan den schuldenaar toebehoort, wordt aan genen een afschrift van het bevel beteekend. »

Dit artikel beoogt het geval waarin het bezwaarde schip overgaat aan een derden bezitter. In zulk geval moet het bevel hem worden beteekend vóór de inbeslagneming. Dat is ontoereikend. De wet van 16 December 1851 regelt onder hoofdstuk VI de gevolgen van de voorrechten en hypotheeken ten aanzien van den derden bezitter. Hij is niet persoonlijk, maar enkel als bezitter gehouden. Om deze reden veroorlooft hem artikel 98, zoo hij niet de zuiveringsformaliteiten vervult en niet verlangt te betalen de schulden waarmede het door hem aangekochte goed is bezwaard, *afstand* te doen van het gehypothekeerd goed. Het is niet al te best te begrijpen waarom de derde bezitter van een zee- of binnenschip niet hetzelfde recht zou hebben. Anderdeels bepaalt artikel 99 der wet van 1851 dat vóór de inbeslagneming *de derde bezitter hoeft aangemaand te worden*, het schip af te staan of de eischbare schuld te betalen en dat hem daarbij wordt verklaard dat, zoo hij het niet doet, de hypothecaire schuldeischer onder hem het goed zal verkoopen. Evenmin ware te begrijpen waarom deze bepaling, die de

rechten van den derden bezitter waarborgt, niet gehandhaafd zou worden. Deze aanmaning kan geschieden door hetzelfde exploit dat kennis geeft van het bevel. Men dient insgelijks een termijn te bepalen, zooals in artikel 99 der wet van 1851, opdat de derde bezitter gevolg zou kunnen geven aan de aanmaning. Die termijn kan, uit hoofde van den bijzonderen aard der inbeslagneming van schepen, worden verminderd tot vijftien dagen in stede van dertig. Eindelijk, om logisch te handelen, diende men te voorzien hoe de afstand zal geschieden. Er bestaat geene reden om in dat opzicht de bij de wet van 1851 voorgeschreven regelen niet te volgen.

Derhalve zou aan § 3 van het artikel worden toegevoegd :

« De derde bezitter wordt, bij hetzelfde exploit, aangemaand de invorderbare schuld te betalen, of het zee- of binnenschip te verlaten, en daarbij wordt hem verklaard dat, zoo hij het niet doet, men het met hypotheek bezwaard vaartuig onder hem zal verkoopen, vijftien dagen na den datum der aanmaning.

» De overgave van het vaartuig geschiedt overeenkomstig de artikelen 100 tot 107 der wet van 16 December 1851. »

ART. 10.

Dit artikel bepaalt : « Tot de inbeslagneming kan eerst vier-en-twintig uren na het bevel worden overgegaan. »

Het kan gebeuren dat, naar luid van artikel 1033 van het Wetboek van Burgerlijke Rechtspleging, die termijn moet verlengd worden uit hoofde van den afstand. De verplichting tot het verlengen van den termijn bestaat niet wanneer, ingevolge het vorig artikel, het bevel den kapitein overhandigd kan worden, of wanneer de schuldenaar in de akte van schuldbekentenis woonplaats kiest. Anderdeels levert de verlenging geen bezwaar op, indien de beslagene zijne woonplaats in België heeft. In zulk geval wordt de termijn slechts met enkele dagen verlengd. Doch, zoo de schuldenaar geene keuze van woonplaats deed in de akte zelve, of zoo het eene algemeene vordering geldt en zoo de schuldvordering niet in verband staat met het schip en dezès lading, of wel zoo het schip behoort aan een derden bezitter en indien de eigenaar of de derde bezitter hunne woonplaats in het buitenland hebben, dan zou men artikel 73 van het Wetboek van Rechtspleging moeten nakomen en twee, vier, zes maanden, ja een jaar laten verloopen tusschen het bevel en de inbeslagneming. Het is onnoodig te doen opmerken, dat het in zulk geval onmogelijk wordt beslag te leggen op een vreemd schip, want op 't oogenblik dat men het in beslag kan nemen, ware het sedert lang uitgezeild. Derhalve hoeft men de vervolgende partij te machtigen om den Voorzitter der rechtbank van eersten aanleg bij verzoekschrift te vragen om inkorting van de termijnen.

Men zou dus aan het eerste lid van het artikel kunnen toevoegen :

« Hebben de schuldenaar of de derde bezitter hunne woonplaats in den vreemde, en deden zij, in den titel van schuldbekentenis, geene keuze van woonplaats in België, en kan het bevel niet worden gedaan aan den kapitein, dan mag de voorzitter der rechtbank van eersten aanleg, bij bevel op verzoekschrift verleend, de termijnen verkorten. »

ART. 11.

In dit artikel wordt opgesomd wat in het « exploit van inbeslagneming » hoeft vermeld te worden.

Er bestaat reden om de woorden: « exploit van inbeslagneming » te vervangen door *proces-verbaal van inbeslagneming*. Trouwens, in het onderhavig geval begeeft de deurwaarder zich aan boord van het schip, beschrijft zijn stand en loopend want, teekent op of dit voorhanden is, vermeldt het in de akte die hij opmaakt en stelt een bewaker aan. Dus stelt hij wel degelijk een proces-verbaal op, niet een eenvoudig exploit. 't Schijnt dat de tekst van het wetsontwerp uitgaat van artikel 18 der wet van 15 Augustus 1854, dat spreekt van « exploit » bij inbeslagneming van onroerende goederen. Doch hier hoeft de deurwaarder geene beschrijving hoegenaamd op te stellen. Hij hoeft zich niet eens te begeven op de aangeslagen goederen. Eenvoudig beteekent hij zijn exploit aan de woonplaats van den beslagene of aan dezès persoon. Volgens den oorspronkelijken tekst van het wetsontwerp van 1854, moest de deurwaarder zich ter plaatse begeven en daar zijn proces-verbaal opmaken, dat den beslagene beteekend moest worden. Daarom ook werd het woord « proces-verbaal » gebezigd. Doch, bij de behandeling van het ontwerp in den Senaat, werd het bezoek ter plaatse weggelaten en het woord « proces-verbaal » vervangen door « exploit ». (Zie *Saisie immobilière*, Waelbroeck, art. 18, deel 2, § 1.)

ART. 12.

Wegens de aanmerkingen onder artikel 11, moeten de woorden: « exploit » en « exploit van inbeslagneming » worden vervangen door: « proces-verbaal » en « proces-verbaal van inbeslagneming ».

ART. 13.

Hier insgelijks wordt « exploit » vervangen door « proces-verbaal ». 't Is wel degelijk het proces-verbaal van inbeslagneming, waarvan sprake is in artikel 11, dat men wil doen overschrijven, doch niet het exploit van aanzegging van dit proces-verbaal.

ART. 14.

Aan den voorzitter der burgerlijke rechtbank wordt verzoek ingediend om den ministerieelen ambtenaar aan te duiden, gelast tot den verkoop over te gaan. Het artikel eischt dat dit verzoek worde ingediend binnen vijf dagen na aanbidding, aan den bewaarder, van het exploit (men leze: proces-verbaal) van inbeslagneming of na kennisgeving, aan den eigenaar, van de omzetting van het conservatoir beslag in executoriaal beslag.

Het artikel zegt niet of er een uiterste datum wordt bepaald. Er dient aan toegevoegd te worden: « Op straffe van nietigheid ». Daarenboven is het voorzeker bijna stoffelijk onmogelijk, binnen vijf dagen het proces-verbaal van inbeslagneming te doen registreeren, het te beteekenen aan den beslagene, de inschrijving te bekomen en een verzoek bij den voorzitter in te dienen. Die termijn dient te worden verlengd tot *acht* dagen, en het schijnt redelijk den termijn te doen aanvangen niet op den datum van overlegging van het proces-verbaal van inbeslagneming bij den bewaarder, maar op den dag van de inschrijving der inbeslagneming.

Derhalve zou men zeggen :

« Binnen acht dagen, op straffe van nietigheid, na den datum der inschrijving van de inbeslagneming of na de beteekening aan den eigenaar van de omzetting van het conservatoir beslag in executoriaal beslag..., enz.»

Daarenboven zegt het artikel dat de ministerieele ambtenaar, door den voorzitter aan te wijzen, zal overgaan tot den verkoop « op de wijze als bij vrijwillige verkooping plaats heeft ». Deze laatste worden zijn ontleend aan artikel 90 der wet van 15 Augustus 1854, dat veroorlooft onmiddellijke uitvoerbaarheid te bedingen. Volgens het stelsel gehuldigd door dat artikel, is de verkoop, gedaan op de wijze als bij vrijwillige verkoopen plaats heeft, te begrijpen, want de schuldenaar geeft zijnen schuldeischer, door het beding van onmiddellijke uitvoerbaarheid, werkelijk eene opdracht om te doen verkoopen onder de omstandigheden, bij het artikel voorzien. Doch artikel 14 van het wetsontwerp voorziet niets dergelijks. Hier is de verkoop enkel het gevolg van eene inbeslagneming die door den schuldeischer tot het uiterste wordt gedreven, doordien hij zijn schuldenaar noodzaakt door rechtsdwang. Dit zoo zijnde, is het ongepast te zeggen dat de verkoop geschieden zal in den vorm die gebruikelijk is bij vrijwillige verkooping. Voor den schuldenaar is het integendeel een gedwongen verkoop. Daarom dient men de woorden : « op de wijze als bij vrijwillige verkoopen plaats heeft » te doen wegvallen uit het artikel. Over den vorm van den verkoop kan overigens geen twijfel bestaan. Hij werd behoorlijk omschreven in de artikelen 14, 15 en 16 van het ontwerp.

Doch eene andere bepaling zou zeer goed op hare plaats staan achteraan dit artikel. Sedert lang schijnt men het eens om de formaliteiten bij verkooping van goederen van minderjarigen en onbevoegden te vereenvoudigen. Doch vooral wanneer het bij dergelijke verkooping te doen is om zee- of binnenschepen, wordt spoedige rechtspleging gevergd en dient de rechtspleging naar de wet van 12 Juni 1812 vermeden te worden. Derhalve kon op het artikel volgen een aldus luidende paragraaf :

« Betreft de verkoop zee- of binnenschepen, die voor 't geheel of gedeeltelijk toebehooren aan minderjarigen of aan personen die daarmede zijn gelijkgesteld, dan wordt de bij deze wet vereischte vorm in acht genomen. »

ART. 15.

Het ware van practisch nut, de aanmaning om kennis te nemen van het lastkohier, gericht tot de ingeschreven schuldeischers, te laten geschieden « ter woonplaats gekozen in hunne inschrijvingen ». Artikel 33 der wet van 1854 veroorlooft zulks ingeval van beslaglegging op onroerende goederen. In artikel 91 derzelfde wet werd deze zinsnede ongelukkig weggelaten. Waarschijnlijk om diezelfde reden werd het ook vergeten in artikel 15 van het ontwerp, waarin dat artikel 91 wordt overgenomen.

§ 2 zou dus luiden als volgt :

« De eigenaars en de ingeschreven schuldeischers worden — laatstgenoemden ter woonplaats gekozen in hunne inschrijvingen — vijftien dagen vóór den verkoop, aangemaand om..., enz ».

ART. 16.

Zich houdend aan wat gezegd werd in dit verslag, waar het de algemeene beraadslaging toelicht, stelt de Commissie voor, dit artikel te doen wegvallen.

ART. 17.

't Is niet begrijpelijk waarom in het ontwerp niet de minste bepaling voorkomt betreffende den termijn binnen welken verzet kan aange teekend worden tegen den verkoop. Ongetwijfeld is het een verzuim. Zulke bepaling ware op hare plaats achteraan artikel 17.

Daarvoor kan het volstaan, artikel 53 der wet van 1854 nagenoeg letterlijk af te schrijven :

» De toewijzing wordt alleen aan de beslagene partij beteekend ; deze beteekening wordt gedaan aan den persoon of aan de woonplaats en enkel bij uittreksel.

» Het uittreksel behelst de namen, de voornamen, het beroep en de woonplaats van den inbeslagnemer, van de beslagene partij en van den persoon wien het waartuig is toegewezen, den dag der toewijzing, den prijs voor welken zij plaats had en den naam van den ministerieelen ambtenaar door wien ze geschiedde.

» De eischen tot ongeldigheid van de toewijzing worden, op straffe van vervallenverklaring, ingesteld binnen vijftien dagen na de betcekening waarvan zoo even is gesproken. »

ART. 18.

Artikel 18 voorziet het geval van verkoop bij rouwkoop. Het zegt niet welke formaliteiten daartoe worden in acht genomen. Daaruit is af te leiden dat naar het inzicht der opstellers van het wetsontwerp, de formaliteiten, voorzien bij artikel 74 en volgende der wet van 1854, stilzwijgenderwijs moeten vereischt worden. En deze artikelen zijn zeer ingewikkeld. De wederverkoop kan vereenvoudigd worden, door op dit artikel toe te passen een tekst in den aard van dien welke doorgaans wordt gebezigd voor vrijwillige verkooping.

Het artikel zou dan luiden als volgt :

« Bij gebreke van den kooper om aan de voorwaarden der toewijzing te voldoen, en, inzonderheid, om den koopprijs en de kosten der verkooping te betalen op de tijdstippen en op de wijze bepaald in het lastkohier, wordt het vaartuig bij rouwkoop verkocht, na eene enkele in mora-stelling aan den rouwkooper beteekend en waaraan geen gevolg is gegeven binnen drie dagen na de beteekening daarvan door denzelfden ministerieelen ambtenaar, met hetzelfde lastkohier, na het uithangen van nieuwe bekendmakingen en nieuwe plakbrieven in den vorm voorzien bij bovenstaand artikel 14. »

ART. 19.

Dit artikel bepaalt :

« De eischen tot inplaatsstelling en de eischen tot afscheiding worden behandeld overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk III der wet van 15 Augustus 1854. »

Sommige bepalingen der wet van 1854 passen niet goed bij de nieuwe rechtspleging volgens het onderhavig ontwerp. Er is namelijk geen eisch tot geldigverklaring meer (art. 32 der wet van 1855), waarbij men kan optreden door middel van eene eenvoudige akte van avoué tot avoué (art. 55

derzelfde wet). Dit zoo zijnde, kunnen de aanvragen, met het stelsel van het wetsontwerp, enkel worden uitgedrukt bij wijze van hoofdzakelijke vordering. Dus ware het beter ze te regelen volgens het gemeene recht, liever dan ze op eene daertoe ongeschikte plaats te brengen. Bijgevolg dient artikel 19 eenvoudig te vervallen.

HOOFDSTUK III.

VAN ONMIDDELLIJKE UITVOERBAARHEID.

ART. 21.

Het artikel voorziet dat de inbezitstelling wordt voorafgegaan door een bevel van betaling en dat het verzoek om in bezit te worden gesteld wordt beteekend aan den eigenaar.

Eenheids- en eenvoudigheidshalve zou op de eerste drie paragrafen moeten volgen een vierde lid, waarbij wordt veroorloofd het bevel te doen en deze beteekening te doen zooals wordt bepaald in artikel 9 van het ontwerp, waarin wordt gezegd aan wien het bevel, dat aan het executoriaal beslag voorafgaat, wordt overhandigd.

De paragraaf zou luiden als volgt :

« Het bevel en de beteekening geschieden overeenkomstig bovenstaand artikel 9. »

Het 6^e lid van het artikel zou aldus luiden : « De voorzitter verplicht den schuldenaar borgtocht de stellen..., enz. »

ART. 23.

Dit artikel moet uitgelegd worden in dezen zin, dat zoo de voorzitter in het bevel bedingt dat de schuldeischer op het schip mag plaatsen een kapitein naar zijne keuze en het schip terugbrengen naar de haven waar het huis hoort, de vroegere gezagvoerder zich, op de straffen voorzien bij artikel 23, moet onderwerpen aan deze bepaling.

De Commissie heeft geene aanmerkingen te maken over het vierde hoofdstuk betreffende opbod bij vrijwillige vervreemding, noch over het vijfde hoofdstuk dat handelt over de regeling van voorrang.

Eenparig keurde zij dit verslag goed.

Zij stelt de Kamer voor, het wetsontwerp aan te nemen, zooals het door haar werd gewijzigd. Dit ontwerp is, men weet het, de onontbeerlijke aanvulling der wet op zee- en binnenvaart.

De Verslaggever,

PAUL SEGERS.

De Voorzitter,

V. BEGEREM.



Projet du Gouvernement.

CHAPITRE PREMIER.

De la saisie conservatoire.

ARTICLE PREMIER.

Dans les cas qui requièrent célérité, le président du tribunal de première instance peut permettre de saisir conservatoirement les navires et bateaux qui se trouvent dans son ressort.

Il peut, suivant l'exigence des cas, assujettir le demandeur à donner caution ou à justifier de solvabilité suffisante. Son ordonnance est exécutoire nonobstant opposition ou appel.

Toutefois, elle réserve au saisi le droit de se pourvoir, dans un délai déterminé, à l'audience des référés, aux fins de faire rétracter l'autorisation de saisie ou de faire augmenter la caution.

Ontwerp der Regeering.

EERSTE HOOFDSTUK.

Van conservatoir beslag.

1^{ste} ARTIKEL.

In spoedeischede gevallen kan de voorzitter der rechtbank van eersten aanleg verlof verleen en om conservatoir beslag te leggen op de zee- en de binnenschepen die zich binnen zijn gebied bevinden.

Hij kan, naar vereisch van zaken, den vervolger opleggen borgtocht te stellen of van genoegzame gegoedheid te doen blijken. Zijn bevelschrift is uitvoerbaar niettegenstaande verzet of hooger beroep.

Echter bedingt het voor den geslagene het recht om, binnen een bepaalden tijd, zich te voorzien, op de terechtzitting voor kortgeding, ten einde het verlof tot beslaglegging te doen intrekken of den borgtocht te doen verhoogen.

Texte proposé par la Commission.

CHAPITRE PREMIER.

De la saisie conservatoire.

ARTICLE PREMIER.

« La saisie conservatoire des navires et bateaux peut être autorisée dans les cas qui requièrent célérité.

» L'autorisation est accordée par le président du tribunal civil si la créance est civile, et par le président du tribunal de commerce si la créance est commerciale. »

« Le président compétent est celui du ressort dans lequel se trouve le navire ou le bateau. »

« Dans les eaux limitant deux arrondissements, le demandeur peut, à son choix, saisir les autorités judiciaires de l'un ou de l'autre des arrondissements riverains, et toutes significations peuvent être faites par des officiers ministériels de l'un comme de l'autre arrondissement. »

« Le président peut, suivant l'exigence des cas, assujettir le demandeur à donner caution ou à justifier de solvabilité suffisante. Son ordonnance est exécutoire nonobstant opposition ou appel. »

(Supprimer ce paragraphe).

« Dans la huitaine de la saisie, outre un jour par trois myriamètres de distance entre le domicile du saisissant et celui du domicile saisi, le saisissant sera tenu sous peine de nullité d'assigner de validité. »

Tekst door de Commissie voorgesteld.

EERSTE HOOFDSTUK.

Van conservatoir beslag.

EERSTE ARTIKEL.

« Conservatoir beslag op zee- en binnenschepen kan in spoedeischede gevallen worden toegelaten.

» Machtiging daartoe wordt verleend door den voorzitter der burgerlijke rechtbank, indien het eene burgerrechtelijke vordering betreft, en door den voorzitter der rechtbank van koophandel indien de vordering op den handel betrekking heeft.

« Is bevoegd de voorzitter der rechtbank binnen welker gebied het zee- of binnenschip zich bevindt.

« In de wateren, begrenzend twee arrondissementen, mag de eischer, naar keuze, de zaak aanhangig maken bij het gerecht van een van beide aan den oever gelegen arrondissementen, en alle beteekeningen mogen worden gedaan door de ministerieele ambtenaren zoowel van het eene als van het andere arrondissement. »

« De voorzitter kan, naar vereisch van zaken, den eischer opleggen borgtocht te stellen of van genoegzame gegoedheid te doen blijken. Zijn bevelschrift is uitvoerbaar niet-tegenstaande verzet of hooger beroep. »

(Deze paragraaf te doen wegvallen).

« Binnen acht dagen na de beslaglegging, vermeerderd met een dag per drie myriameter afstand tusschen de woonplaats van den inbeslagnemer en die van den beslagene moet, op straffe van nietigheid, de inbeslag-

Projet du Gouvernement.

ART. 2.

L'exploit de saisie contient, outre les formalités ordinaires :

1° Copie de l'ordonnance ensuite de laquelle il est fait ;

2° Constitution d'un avoué chez lequel le domicile du poursuivant est élu de droit ;

3° La description du bâtiment saisi.

Il est établi un gardien.

ART. 3.

Copie de l'exploit de saisie est laissée sur-le-champ au capitaine ou à son défaut à la personne qui a la garde du bâtiment.

Notification de l'exploit est donnée au commissaire maritime ou à son défaut au capitaine du port avec sommation de retenir le bâtiment saisi.

Dans les canaux ou rivières à écluses qui ne sont pas du ressort d'un commissaire maritime ou d'une capitainerie de port, cette notification peut être faite aux éclusiers qui se trouvent en aval ou en amont du lieu où séjourne le bâtiment.

Ontwerp der Regeering.

ART. 2.

Het exploit van inbeslagneming houdt, buiten de gewone formaliteiten, in ;

1° Een afschrift van het bevelschrift, uit kracht van welk het gedaan wordt ;

2° Stelling van een pleitbezorger bij wien van rechtswege woonplaats gekozen is door den vervolger ;

3° De beschrijving van het in beslag genomen vaartuig.

Een bewaarder wordt aangesteld.

ART. 3.

Een afschrift van het exploit van inbeslagneming wordt dadelijk gelaten aan den gezagvoerder of, bij ontstentenis van dezen, aan hem die met de bewaring van het vaartuig is belast.

Van het exploit wordt aan den zeecommissaris, of bij ontstentenis van dezen, aan den havenmeester beteekening gedaan, met aanmaning het vertrek van het in beslag genomen vaartuig te beletten.

Voor kanalen of van sluizen voorzien rivieren, die niet tot het machtsgebied van een zeecommissaris of van een havenmeestersdienst behooren, kan die beteekening worden gedaan aan de sluismeesters, zich bevindende stroomafwaarts of

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 2.

L'exploit de saisie contient outre les formalités ordinaires :

1^o Copie de l'ordonnance ensuite duquel il est fait ;

2^o La description du bâtiment saisi :

Lorsque l'autorisation est accordée par le président du tribunal civil, l'exploit contiendra en outre constitution d'un avoué chez lequel le domicile du poursuivant est élu de droit.

Il est établi un gardien.

ART. 3.

(Comme au projet).

nemer eene rechtsvordering tot geldigverklaring instellen.

ART. 2.

Het exploit van inbeslagneming behelst, buiten de gewone formaliteiten :

1^o Een afschrift van het bevelschrift uit krachte van 't welk het gedaan wordt ;

2^o De beschrijving van het inbeslag genomen vaartuijg :

Wanneer de machtiging is verleend door den voorzitter der burgerlijke rechbank, behelst het exploit bovendien aanstelling van een avoué, bij wien door de vervolgende partij van rechtswege woonplaats wordt gekozen.

Een bewaarder wordt aangesteld.

ART. 3.

(Zooals in het ontwerp.)

Projet du Gouvernement.

Si la notification est, en outre, faite à l'administration du pilotage, elle vaut défense d'accorder un pilote.

ART. 4.

L'exploit est inscrit, dans le délai de dix jours, au registre d'immatriculation tenu au bureau de la conservation des hypothèques.

L'inscription est faite sur la présentation au conservateur de l'exploit de saisie et d'une copie certifiée, exempte du timbre.

A défaut d'immatriculation du bâtiment saisi, le conservateur se borne à constater la remise des dites pièces au registre de dépôts, sauf à faire l'inscription si l'immatriculation est ultérieurement requise.

ART. 5.

Lorsqu'une saisie a déjà été présentée et inscrite, le conservateur refuse d'inscrire toute nouvelle saisie. Il constate son refus en marge de l'exploit qui lui est présenté et énonce la date de la précédente saisie, les noms, domiciles et professions du saisissant et du saisi, le nom de l'avoué du saisissant et la date de l'inscription.

Ontwerp der Regeering.

stroomopwaarts van de plaats waar het vaartuig liggende is.

Indien de beteekening bovendien gedaan wordt aan het loodswezen, geldt zij als verbod om een loods uit te sturen.

ART. 4.

Het exploit wordt, binnen den termijn van tien dagen, ingeschreven in het registre van teboekstelling, ten kantore der hypotheekbewaring gehouden.

De inschrijving geschiedt op overlegging, aan den hypotheekbewaarder, van het exploit van inbeslagneming en van een gewaarmerkt afschrift vrij van zegel.

Is het in beslag genomen vaartuig niet teboekgesteld, dan bepaalt zich de bewaarder erbij van de overlegging der bedoelde bescheiden aantekening te doen in het register voor nederleggingen, behoudens de inschrijving te doen, indien de teboekstelling later gevorderd wordt.

ART. 5.

Wanneer reeds eene inbeslagneming aangeboden en ingeschreven is, weigert de bewaarder alle nieuwe inbeslagneming in te schrijven. Hij doet van zijne weigering blijken op den kant van het hem aangeboden exploit en vermeldt den dag van de voorgaande inbeslagneming, de namen, de woonplaats en het beroep van den inbeslagnemer en van den beslagene, den naam van den pleitbezorger van den inbeslagnemer en den dag der inschrijving.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 4.

(Comme au projet.)

ART. 4.

(Zooals in het ontwerp.)

ART. 5.

Lorsqu'une saisie a déjà été présentée et inscrite, le conservateur mentionne toute nouvelle saisie en marge de la première inscription.

ART. 5.

Wanneer reeds eene inbeslagneming is aangeboden en ingeschreven, vermeldt de bewaarder elke nieuwe inbeslagneming in margine van de eerste inschrijving.

Projet du Gouvernement.

ART. 6.

A compter du jour de l'inscription de la saisie, le propriétaire ne peut plus aliéner, ni hypothéquer le bâtiment saisi, à peine de nullité et sans qu'il soit besoin de la faire prononcer.

Sont néanmoins applicables les articles 28, 29 et 30 de la loi du 15 août 1854 sur l'expropriation forcée.

ART. 7.

L'inscription ne produit d'effet que pendant deux années à dater du jour de sa date. Elle peut être renouvelée.

Les demandes en radiation sont régies par les articles 94 et 95 de la loi du 16 décembre 1851.

CHAPITRE II.

De la saisie exécution

ART. 8.

La saisie est précédée d'un commandement de payer.

Ce commandement contient :

1° Indication du titre en vertu duquel il est fait et copie entière de ce titre, s'il n'a déjà été notifié ;

2° La date des jour, mois et an ;

3° Les nom, profession et domicile du poursuivant ;

Ontwerp der Regering.

ART. 6.

Te rekenen van den dag der inschrijving van het beslag, kan de eigenaar het in beslag genomen vaartuig niet meer vervreemden noch hypothekeeren, op straf van nietigheid en zonder dat het noodig zij deze te doen uitspreken.

Evenwel zijn van toepassing de artikelen 28, 29 en 30 der wet van 15 Augustus 1854 op de gedwongen onteigening.

ART. 7.

De inschrijving is slechts van kracht gedurende twee jaren van af het tijdstip harer dagteekening. Zij kan worden hernieuwd.

De eischen tot doorhaling zijn onderworpen aan de artikelen 94 en 95 der wet van 16 December 1851.

II^{de} HOOFDSTUK.

Van executoriaal beslag.

ART. 8.

Het beslag wordt voorafgegaan door een bevel van betaling.

Dat bevel houdt in :

1° De opgave van den titel uit krachte van welken het gedaan wordt, en een volledig afschrift van dezen titel, indien hij nog niet betteekend is geworden.

2° De opgave van dag, maand en jaar ;

3° Den naam, het beroep en de woonplaats van den vervolger ;

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld

ART. 6.

(Comme au projet.)

ART. 6.

(Zooals in het ontwerp.)

ART. 7.

(Comme au projet.)

ART. 7.

(Zooals in het ontwerp.)

CHAPITRE II.

De la saisie-exécutoire.

II^{de} HOOFDSTUK.

Van executoriaal beslag.

ART. 8.

La saisie est précédée d'un commandement de payer.

Ce commandement contient :

1^o Indication du titre en vertu duquel il est fait, et *notification* de ce titre, s'il n'a déjà été notifié.

(Le reste comme au projet.)

ART. 8.

Het beslag wordt voorafgegaan door een bevel tot betaling.

Dit bevel houdt in :

1^o De opgave van den titel uit krachte van welken het gedaan wordt en de *beteekening* van dezen titel, indien hij nog niet beteekend is geworden.

(Het overige zooals in het ontwerp.)

Projet du Gouvernement

4° Election de domicile dans le lieu où se fait le commandement ;

Toute signification, même d'opposition au commandement, d'offres réelles et d'appel sont valablement faites à ce domicile ;

5° Les nom, domicile et immatricule de l'huissier ;

6° Les nom et demeure du débiteur ;

7° Indication de la somme due et mention que, faute de paiement, il sera procédé à la saisie de tel navire ou bateau.

Le bâtiment est désigné par son nom, son espèce, son tonnage et son mode de puissance motrice ;

8° Mention de la personne à laquelle copie de l'exploit est laissée.

ART. 9.

Le commandement est fait à la personne du débiteur ou à son domicile s'il s'agit d'une action générale à exercer contre lui.

Il peut être fait au capitaine, si la créance est privilégiée.

Si le navire ou le bateau appartient à une autre personne que le débiteur, copie du commandement lui est notifiée.

Ontwerp der Regeering.

4° De keus van woonplaats daar waar het bevel wordt gedaan ;

Elke beteekening, ook die van verzet tegen het bevel, van aanbod tot betaling met gereed geld en van hooger beroep, wordt geldig gedaan aan die woonplaats ;

5° Den naam, de woonplaats en de immatricule van den deurwaarder ;

6° Den naam en de woonplaats van den schuldenaar ;

7° De opgave van het verschuldigde bedrag en de vermelding dat, bij gebreke van betaling, overgegaan zal worden tot het beslag nemen van zulk zee- of binnenschip.

Het vaartuig wordt aangeduid met zijn naam, zijne soort, zijne tonnemaat en den aard zijner beweegkracht ;

8° De vermelding van den persoon, aan wien afschrift van het exploit gelaten wordt.

ART. 9.

Het bevel wordt gedaan aan den persoon van den schuldenaar of te zijner woonplaats indien het eene algemeene rechtsvordering geldt, tegen hem aan te leggen.

Het kan aan den gezagvoerder worden gedaan, indien de schuldvordering een bevoorrechte is.

Indien het zee- of het binnenschip aan een anderen dan den schuldenaar toebehoort, wordt aan genen een afschrift van het bevel betee kend.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld

(Comme au projet.)

(Zooals in het ontwerp.)

ART. 9.

Le commandement est fait à la personne du débiteur ou au domicile réel ou élu dans le titre de la créance s'il s'agit d'une action générale à exercer contre lui.

Il peut être fait au capitaine si la créance est privilégiée ou si elle est relative au navire ou à l'expédition.

Si le navire ou le bateau appartient à une autre personne que le débiteur, copie du commandement lui est notifiée.

ART. 9.

Het bevel wordt gedaan aan den persoon van den schuldenaar of aan zijne werkelijke woonplaats of aan de woonplaats verkozen in den titel der schuldbekentenis, indien het eene algemeene rechtsvordering geldt, tegen hem in te stellen.

Het kan aan den kapitein worden gedaan, indien het eene bevoorrechte schuldvordering betreft of indien zij betrekking heeft op het schip of op de verzonden koopwaren.

Indien het zee- of het binnenschip aan een anderen dan den schuldenaar toebehoort, wordt dien persoon een afschrift van het bevel beteekend.

Projet du Gouvernement.

Ontwerp der Regering.

ART. 10.

Il ne peut être procédé à la saisie que vingt-quatre heures après le commandement.

Si le créancier laisse s'écouler plus d'un an après le commandement, il est tenu de le renouveler avant de pratiquer la saisie.

ART. 11.

L'exploit de saisie contient, outre les formalités ordinaires:

1^o L'énonciation du commandement en suite duquel il est fait;

2^o Constitution d'un avoué chez lequel le domicile du poursuivant est élu de droit;

3^o La description du bâtiment saisi.

ART. 10.

Tot de inbeslagneming kan eerst worden overgegaan vier en twintig uren na het bevel van betaling.

Laat de schuldeischer meer dan één jaar na het bevel verlooplen, dan is hij gehouden hetzelfde te hernieuwen alvorens beslag te leggen.

ART. 11.

Het exploit van inbeslagneming houdt, buiten de gewone formaliteiten, in :

1^o De vermelding van het bevel uit krachte van welk het gedaan wordt;

2^o Aanstelling van een pleitbezorger bij wien van rechtswege woonplaats gekozen is door de vervolgende partij;

3^o De beschrijving van het in beslag genomen vaartuig.

Texte proposé par la Commission.

« Il est fait sommation au tiers détenteur, par le même exploit, de payer la dette exigible ou de délaisser le navire ou le bateau, avec déclaration que, faute de ce faire, on fera vendre sur lui le bâtiment hypothéqué quinze jours après la date de la sommation.

» Le délaissement se fera conformément aux articles 100 à 107 de la loi du 16 décembre 1851. »

ART. 10.

Il ne peut être procédé à la saisie que vingt-quatre heures après le commandement.

« Si le débiteur ou le tiers détenteur ont leur domicile à l'étranger et s'ils n'ont pas élu domicile en Belgique dans le titre de créance, et si le commandement ne peut être fait au capitaine, le président du tribunal de première instance pourra abréger les délais par ordonnance rendue sur requête ».

(La suite comme au projet.)

ART. 11.

Le procès-verbal de saisie contient, outre les formalités ordinaires :

(Le reste comme à l'article.)

Tekst door de Commissie voorgesteld.

« De derde bezitter wordt, bij hetzelfde exploit, aangemaand de invorderbare schuld te betalen, of het zee- of binnenschip te verlaten, en daarbij wordt hem verklaard dat, zoo hij het niet doet, men het met hypotheek bezwaard vaartuig onder hem zal verkoopen, vijftien dagen na den datum der aanmaning.

» De overgave van het vaartuig geschiedt overeenkomstig de artikelen 100 tot 107 der wet van 16 December 1851. »

ART. 10.

Tot de inbeslagneming kan eerst vier-en-twintig uren na het bevel worden overgegaan.

« Hebben de schuldenaar of de derde bezitter hunne woonplaats in den vreemde, en deden zij, in den titel van schuldbekentenis, geene keuze van woonplaats in België, en kan het bevel niet worden gedaan aan den kapitein, dan mag de voorzitter der rechtbank van eersten aanleg, bij bevel op verzoekschrift verleend, de termijnen verkorten. »

(Het overige zooals in het ontwerp.)

ART. 11.

Het proces-verbaal van inbeslagneming behelst, buiten de gewone formaliteiten :

(Het overige zooals in het artikel.)

Projet du Gouvernement.

Il est établi un gardien.

Si le navire ou le bateau est saisi conservatoirement, l'huissier se borne à dresser procès-verbal de récolement et à déclarer que la saisie conservatoire est convertie en saisie-exécution.

ART. 12.

Copie de l'exploit est laissée sur-le-champ au capitaine et à son défaut à la personne qui a la garde du bâtiment.

Lorsque le capitaine du bâtiment n'en est pas en même temps le propriétaire, notification de l'exploit doit être donnée à celui-ci dans le délai de trois jours.

Si le propriétaire n'est pas domicilié dans le ressort du tribunal où le bâtiment est amarré, la signification de l'exploit de saisie et toutes citations et notifications ultérieures peuvent lui être données en la personne du capitaine ou de celui qui représente le capitaine.

ART. 15.

A défaut de saisie conservatoire inscrite, l'exploit est inscrit, conformément aux articles 4 et 5 de la présente loi, au registre d'immatriculation tenu au bureau de la conservation des hypothèques.

Les effets de l'inscription sont déterminés par les articles 6 et 7.

Ontwerp der Regeering.

Een bewaarder wordt aangesteld.

Indien op het zee- of het binnenschip conservatoir beslag is gelegd, bepaalt de deurwaarder zich erbij een proces-verbaal van reccollement op te maken en te verklaren dat het conservatoir beslag in executoriaal beslag is omgezet.

ART. 12.

Een afschrift van het exploit wordt dadelijk gelaten aan den gezagvoerder of, bij ontstentenis van dezen, aan hem die met de bewaring van het vaartuig is belast.

Wanneer de gezagvoerder van het vaartuig niet tevens dezes eigenaar is, dan moet aan den eigenaar betekening van het exploit worden gedaan binnen den termijn van drie dagen.

Indien de eigenaar zijne woonplaats niet heeft binnen het gebied der rechtbank, waaronder het schip gemeerd is, dan kunnen hem de betekening van het exploit van inbeslagneming en alle verdere dagvaardingen en aanzeggingen gedaan worden aan den persoon des gezagvoerders of van hem die den gezagvoerder vertegenwoordigt.

ART. 15.

Is geen conservatoir beslag ingeschreven, dan wordt het exploit, overeenkomstig de artikelen 4 en 5 van deze wet, ingeschreven in het register van teboekstelling, ten kantore der hypotheekbewaring gehouden.

De gevolgen van de inschrijving zijn door de artikelen 6 en 7 bepaald.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 12.

Copie du *procès-verbal* est laissée sur-le-champ au commandant et à son défaut à la personne qui a la garde du bâtiment.

Lorsque le capitaine du bâtiment n'en est pas en même temps le propriétaire, notification de l'exploit doit être donnée à celui-ci dans le délai de trois jours

Si le propriétaire n'est pas domicilié dans le ressort du tribunal où le bâtiment est amarré, la signification du *procès-verbal* de saisie et toutes citations et notifications ultérieures peuvent lui être données en la personne du capitaine ou de celui qui représente le capitaine.

ART. 13.

A défaut de saisie conservatoire inscrite, le *procès-verbal* est inscrit,

(La suite comme au projet.)

ART. 12.

Een afschrift van het *proces-verbaal* wordt dadelijk gelaten aan den kapitein of, bij ontstentenis van dezen, aan hem die met de bewaring van het vaartuig is belast.

Wanneer de kapitein van het vaartuig niet tevens eigenaar daarvan is, moet aan den eigenaar beteekening van het exploit worden gedaan binnen den termijn van drie dagen.

Indien de eigenaar zijne woonplaats niet heeft binnen het gebied der rechtbank, waar het schip gemeerd is, dan kunnen hem de beteekening van het *proces-verbaal* van inbeslagneming en alle verdere dagvaardingen en aanzeggingen gedaan worden in den persoon des kapiteins of van hem die den kapitein vertegenwoordigt.

ART. 13.

Is geen conservatoir beslag ingeschreven, dan wordt het *proces-verbaal* ingeschreven.

(Het overige zooals in het ontwerp.)

Projet du Gouvernement.

ART. 14.

Dans les cinq jours à dater de la présentation au conservateur de l'exploit de saisie ou de la notification au propriétaire de la conversion de la saisie conservatoire en saisie-exécution, requête est présentée au président du tribunal civil dans le ressort duquel est situé le port où le bâtiment saisi est amarré, à l'effet de désigner un officier ministériel qui sera chargé de procéder à la vente dans la forme des ventes volontaires.

Le président désignera dans son ordonnance le lieu où il sera procédé à la vente et réglementera la publicité à laquelle celle-ci sera soumise.

ART. 15.

Le cahier des charges dressé par l'officier ministériel indique le jour de la vente et contient délégation du prix au profit des créanciers inscrits.

Ces créanciers et le propriétaire sont sommés, quinzaine avant la vente, de prendre communication du cahier des charges et d'assister

Ontwerp der Regeering.

ART. 14.

Binnen vijf dagen na aanbieding, aan den bewaarder; van het exploit van inbeslagneming of na kennisgeving, aan den eigenaar, van de omzetting van het conservatoir beslag in executoriaal beslag, wordt aan den voorzitter der burgerlijke rechtbank, onder welke is gelegen de haven, waar het in beslag genomen vaartuig gemeerd is, verzoek ingediend om een ministerieel ambtenaar aan te duiden belast met tot den verkoop over te gaan op de wijze als bij de vrijwillige verkoopen plaats heeft.

In zijn bevelschrift duidt de voorzitter de plaats aan waar de verkoop zal geschieden en regelt de openbaarheid die er zal aan gegeven worden.

ART. 15.

Het door den ministerieelen ambtenaar opgemaakt lastkohier bepaalt den dag van den verkoop en bevat overzetting van den prijs ten behoeve van de ingeschreven schuldeischers.

Die schuldeischers en de eigenaar worden, vijftien dagen vóór den verkoop, aangemaand kennis te nemen van het lastkohier en bij

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 14.

Dans les *huit jours*, à peine de nullité, à dater de la date de l'inscription de la saisie ou de la notification au propriétaire de la conversion de la saisie conservatoire en saisie-exécution, requête est présentée au président du tribunal civil dans le ressort duquel est situé le port où le bâtiment saisi est amaré, à l'effet de désigner un officier ministériel qui sera chargé de procéder à la vente.

Le président désignera dans son ordonnance le lieu où il sera procédé à la vente et réglementera la publicité à laquelle celle-ci sera soumise.

Lorsque la vente aura pour objet des navires ou des bateaux appartenant en tout ou en partie à des mineurs ou à des personnes qui leur sont assimilées, on observera les formes requises en la présente loi.

ART. 15.

Le cahier des charges dressé par l'officier ministériel indique le jour de la vente et contient délégation du prix au profit des créanciers inscrits.

« Les propriétaires et les créanciers inscrits, ceux-ci aux domiciles élus dans leurs inscriptions, seront sommés, quinzaine avant la vente,

ART. 14.

Binnen acht dagen, op straffe van nietigheid, na den datum der inschrijving van de inbeslagneming of na de beteekening aan den eigenaar van de omzetting van het conservatoir beslag in executoriaal beslag, wordt bij den voorzitter der burgerlijke rechtbank, binnen welker gebied is gelegen de haven waar het in beslag genomen vaartuig gemeerd is, verzoekschrift ingediend om een ministerieel ambtenaar aan te duiden, belast tot den verkoop over te gaan.

In zijn bevelschrift duidt de voorzitter de plaats aan waar de verkoop zal geschieden en regelt hij de openbaarheid die er zal aan gegeven worden.

Betreft de verkoop zee- of binnenschepen, die voor 't geheel of gedeeltelijk toebehooren aan minderjarigen of aan personen die daarmede zijn gelijkgesteld, dan wordt de bij deze wet vereischte vorm in acht genomen.

ART. 15.

Het door den ministerieelen ambtenaar opgemaakt lastkohier bepaalt den dag van den verkoop en bevat overzetting van den koopprijs ten profijte van de ingeschreven schuldeischers.

De eigenaars en de ingeschreven schuldeischers worden — laatstgenoemden ter woonplaats gekozen in hunne inschrijvingen — vijftien da-

Projet du Gouvernement.

à l'adjudication, si bon leur semble.

S'il y a contestation, l'officier ministériel surseoit à toutes opérations et renvoie les parties en référé devant le président du tribunal qui prononce sans opposition ni appel et qui, le cas échéant, fixe un nouveau délai pour la vente.

Le créancier, sommé en vertu du paragraphe précédent, et ayant l'action résolutoire, est tenu d'exercer celle-ci avant le jour de l'adjudication, sous peine de déchéance.

En cas d'exercice de l'action résolutoire, sont observées les formalités établies par l'article 34 de la loi du 15 août 1854.

ART. 16.

Pendant quinzaine après l'adjudication, toute personne a le droit de surenchérir. La surenchère ne peut être au-dessous du dixième du prix de l'adjudication; elle est faite par exploit d'huissier notifié à l'officier ministériel qui a procédé à l'adjudication et dénoncé à l'adjudicataire. L'adjudication, par suite de surenchère, est faite par le même officier public et de la même manière que la première adjudication.

Toute personne est admise à concourir à cette adjudication qui demeure définitive et ne peut être suivie d'aucune autre surenchère.

Ontwerp der Regeering.

de toewijzing tegenwoordig te zijn, indien zij het geraden achten.

Bij geschil, schorst de ministeriele ambtenaar alle werkzaamheden en verwijst partijen in kortgeding vóór den voorzitter der rechtbank, die zonder verzet of hooger beroep uitspraak doet en die, bij voorkomend geval, een nieuwen termijn bepaalt voor den verkoop.

De krachtens het voorgaande lid aangemaande schuldeischer, die de rechtsvordering tot ontbinding heeft, is gehouden deze vóór den dag der toewijzing uit te oefenen, op straf van verval.

Ingeval de rechtsvordering tot ontbinding wordt uitgeoefend, worden de bij artikel 34 der wet van 15 Augustus 1854 voorgeschreven formaliteiten in acht genomen.

ART. 16.

Gedurende vijftien dagen na de toewijzing heeft eenieder het recht een hooger bod te doen. Het opbod kan niet minder bedragen dan een tiende van den hoofprijs der toewijzing; het geschiedt bij deurwaarder's exploit, beteekend aan den ministerieelen ambtenaar die tot de toewijzing is overgegaan, en wordt aan den kooper bekendgemaakt. Toewijzing na opbod geschiedt door denzelfden openbaren ambtenaar en op dezelfde wijze als bij de eerste toewijzing.

Het is eenieder toegelaten deel te nemen aan de toewijzing, die voor goed gedaan blijft en van geen ander opbod gevolgd kan worden.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

(Le reste comme au projet.)

gen vóór den verkoop, aangemaand
om...

(Het overige zooals in het ont-
werp.)

ART. 16.

(Comme au projet.)

ART. 16.

(Zooals in het ontwerp.)

Projet du Gouvernement.

ART. 17.

L'adjudication du bâtiment fait cesser les fonctions du capitaine, sauf à lui à se pouvoir en dédommagement contre qui de droit.

ART. 18.

Faute par l'adjudicataire d'exécuter les clauses de l'adjudication, dans la huitaine qui suit le jour où celle-ci est devenue définitive, le bâtiment est vendu à la folle enchère par le même officier ministériel, sans préjudice des autres voies de droit.

Ontwerp der Regeering.

ART. 17.

Door het toewijzen van het vaartuig houdt de dienst van gezagvoerder op, behoudens dat deze een eisch tot schadeloosstelling kan inspannen tegen wien het behoort.

ART. 18.

Bij gebreke van den kooper om aan de voorwaarden der toewijzing te voldoen binnen acht dagen na den dag waarop deze definitief is geworden, wordt het vaartuig door den zelfden openbaren ambtenaar bij rouwkoop, verkocht, ongeminderd andere rechtsmiddelen.

Texte proposé par la Commission.

ART. 17.

L'adjudication du bâtiment fait cesser les fonctions du capitaine, sauf à lui à se pourvoir en dédommagement contre qui de droit.

L'adjudication ne sera signifiée qu'à la partie saisie; cette signification sera faite à personne ou à domicile et par extrait seulement.

L'extrait contiendra les noms, prénoms, professions et domiciles du saisissant, de la partie saisie et de l'adjudicataire, le jour de l'adjudication, le prix pour lequel elle a été faite et le nom de l'officier ministériel qui l'a reçue.

Les demandes en nullité de l'adjudication seront formulées, à peine de déchéance, dans les quinze jours de la signification dont il vient d'être parlé.

ART. 18.

Faute par l'adjudicataire d'exécuter les clauses de l'adjudication et notamment d'acquitter le prix et les charges de la vente aux époques et de la façon stipulées au cahier des charges, le bâtiment est vendu à la folle enchère, après une simple mise en demeure notifiée au fol enchériseur, non suivie d'effet dans les trois jours de sa notification par le ministère du même officier ministériel, sur le même cahier des charges, après

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 17.

Door het toewijzen van het vaartuig houdt de dienst van den kapitein op, behoudens dat deze een eisch tot schadevergoeding kan instellen tegen wien het behoort.

De toewijzing wordt alleen aan de beslagene partij beteekend; deze beteekening wordt gedaan aan den persoon of aan de woonplaats en enkel bij uittreksel.

Het uittreksel behelst de namen, de voornamen, het beroep en de woonplaats van den inbeslagnemer, van de beslagene partij en van den persoon wien het vaartuig is toegewezen, den dag der toewijzing, den prijs voor welken zij plaats had en den naam van den ministerieelen ambtenaar door wien ze geschiedde.

De eischen tot ongeldigheid van de toewijzing worden, op straffe van vervallenverklaring, ingesteld binnen vijftien dagen na de beteekening waarvan zoo even is gesproken.

ART. 18.

« Bij gebreke van den kooper om aan de voorwaarden der toewijzing te voldoen, en, inzonderheid, om den koopprijs en de kosten der verkooping te betalen op de tijdstippen en op de wijze bepaald in het lastkohier, wordt het vaartuig bij rouwkoop verkocht, na eene enkele in mora-stelling aan den rouwkooper beteekend en waaraan geen gevolg is gegeven binnen drie dagen na de beteekening daarvan door

Projet du Gouvernement.

Ontwerp der Regeering.

ART. 19.

Les demandes de subrogation et les demandes en distraction sont régies par les dispositions du chapitre III de la loi du 15 août 1854.

CHAPITRE III.

De la voie parée.

ART. 20.

Il est permis de stipuler dans les conventions qu'à défaut d'exécution des engagements pris envers lui, le créancier hypothécaire aura le droit de se faire envoyer en possession de son gage, s'il est premier inscrit, et si la stipulation de voie parée a été rendue publique par l'inscription.

ART. 21.

Le créancier est envoyé en possession par ordonnance rendue sur requête par le président du tribunal de première instance dans le ressort duquel est situé le port d'attache.

L'envoi en possession est toujours précédé, dans le délai de 10 jours, d'un commandement de payer réu-

ART. 19.

De eischen tot inplaatsstelling en de eischen tot afscheiding worden behandeld overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk III der wet van 15 Augustus 1854.

III^{de} HOOFSTUK.

Van onmiddellijke uitvoerbaarheid.

ART. 20.

Het is toegelaten in de overeenkomsten te bepalen dat, bij niet-nakoming van de jegens hem aangegane verbintenissen, de hypothecaire schuldeischer gerechtigd is om zich het bezit van zijn onderpand te doen toewijzen, indien hij de eerst ingeschrevene is en indien de bepaling van onmiddellijke uitvoerbaarheid openbaar werd gemaakt door de inschrijving.

ART. 21.

De schuldeischer wordt in het bezit van het schip gesteld bij bevel op verzoekschrift verleend doorden voorzitter der rechtbank van eersten aanleg onder welke gelegen is de de haven waar het schip te huis hoort.

De inbezitstelling wordt steeds voorafgegaan, binnen den termijn van tien dagen, door een bevel van

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Regeering voorgesteld.

de nouveaux placards et de nouvelles affiches, dans les formes prévues à l'article 14 ci-dessus.

denzelfden ministerieelen ambtenaar, met hetzelfde lastkohier, na het oithangen van nieuwe bekendmakingen en nieuwe plakbrieven in den vorm voorzien bij bovenstaand artikel 14.

ART. 19.

(Supprimer cet article).

ART. 19.

(Dit artikel te doen wegvallen).

CHAPITRE III.

De la voie parée.

ART. 19.

(Comme à l'article 20 du projet).

HOOFDSTUK III.

Van onmiddellijke uitvoerbaarheid.

ART. 19.

(Zooals in artikel 20 van het ontwerp).

ART. 20.

Le créancier est envoyé en possession par ordonnance rendue sur requête par le président du tribunal de première instance dans le ressort duquel est situé le port d'attache.

L'envoi en possession est toujours précédé, dans le délai de dix jours, d'un commandement de payer, réu-

ART. 20.

De schuldeischer wordt in het bezit van het schip gesteld bij bevel op verzoekschrift, verleend door den voorzitter der rechtbank van eersten aanleg, binnen welker gebied is gelegen de haven waar het schip te huis hoort.

De inbezitstelling wordt steeds voorafgegaan, binnen den termijn van tien dagen, door een bevel van

Projet du Gouvernement.

nissant les conditions stipulées sous l'article 8.

Il ne sera statué sur la requête que deux jours francs après qu'elle aura été signifiée au propriétaire avec invitation de faire parvenir dans l'intervalle des observations s'il échet.

L'ordonnance ainsi obtenue n'est exécutoire qu'après avoir été signifiée au propriétaire. Elle devient définitive et en dernier ressort si, dans les trois jours de la signification, le propriétaire ne forme pas opposition avec assignation devant le tribunal de première instance.

Le délai pour interjeter appel du jugement rendu sur cette opposition est de huit jours à dater de la signification.

Le président et le tribunal peuvent, suivant l'exigence des cas, assujettir le demandeur à donner caution ou à justifier de solvabilité suffisante.

L'ordonnance et le jugement sont exécutoires nonobstant opposition ou appel.

Les délais ci-dessus fixés ne sont pas susceptibles d'être augmentés à raison des distances.

Si le propriétaire n'est pas domicilié dans le ressort du tribunal ou s'il n'y a pas fait élection de domicile, les significations, sauf celle mentionnée à l'alinéa 3, sont valablement faites au greffe du tribunal civil.

Ontwerp der Regeering.

betaling dat aan de in artikel 8 voorgeschreven voorwaarden zal voldoen.

Over het verzoek wordt eerst uitspraak gedaan twee volle dagen na den dag waarop het aan den eigenaar werd beteekend met aanzegging om in den tusschentijd zijne bezwaren in te brengen, zoo er bestaan.

Het aldus bekomen bevelschrift is slechts voor tenuitvoerlegging vatbaar nadat het aan den eigenaar werd beteekend. Het wordt definitief en in laatste aanleg indien, binnen drie dagen na de beteekening, de eigenaar niet in verzet is gekomen met dagvaarding vóór de rechtbank van eersten aanleg.

De termijn tot het aantekenen van hooger beroep tegen het op dat verzet gegeven vonnis bedraagt acht dagen van af de beteekening.

De voorzitter en de rechtbank kunnen, naar vereisch van zaken, de vervolgende partij opleggen borgtocht te stellen of van genoegzame gegoedheid te doen blijken.

Het bevelschrift en het vonnis zijn uitvoerbaar niettegenstaande verzet of hooger beroep.

De hierboven bepaalde termijnen zijn niet vatbaar voor verlenging om reden van afstanden.

Heeft de eigenaar zijne woonplaats niet binnen het gebied der rechtbank of heeft hij zijne woonplaats niet gekozen, dan worden de andere dan de in alinea 3 vermelde beteekeningen geldig gedaan ter

Texte proposé par la Commission.

nissant les conditions stipulées sous l'article 8.

Il ne sera statué sur la requête que deux jours francs après qu'elle aura été signifiée au propriétaire avec invitation de faire parvenir dans l'intervalle des observations s'il échet.

Le commandement et la signification seront faits conformément à l'article 9 ci-dessus.

L'ordonnance ainsi obtenue n'est exécutoire qu'après avoir été signifiée au propriétaire. Elle devient définitive et en dernier ressort si, dans les trois jours de la signification, le propriétaire ne forme pas opposition avec assignation devant le tribunal de première instance.

Le délai pour interjeter appel du jugement rendu sur cette opposition est de huit jours à dater de la signification.

Le président *assujettira le créancier* à donner caution ou à justifier de solvabilité suffisante.

L'ordonnance et le jugement sont exécutoires nonobstant opposition ou appel.

Les délais ci-dessus fixés ne sont pas susceptibles d'être augmentés à raison des distances.

Si le propriétaire n'est pas domicilié dans le ressort du tribunal ou s'il n'y a pas fait élection de domicile, les significations, sauf celle mentionnée à l'alinéa 3, sont valablement faites au greffe du tribunal civil.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

betaling dat aan de in artikel 8 voorgeschreven voorwaarden zal voldoen.

Over het verzoek wordt eerst uitspraak gedaan twee volle dagen na den dag waarop het aan den eigenaar werd beteekend met aanzegging om in den tusschentijd zijne bezwaren in te brengen, zoo er bestaan.

Het bevel en de beteekening geschieden overeenkomstig bovenstaand artikel 9.

Het aldus bekomen bevelschrift is slechts voor tenuitvoerlegging vatbaar nadat het aan den eigenaar werd beteekend. Het wordt definitief en in laatste aanleg indien, binnen drie dagen na de beteekening, de eigenaar niet in verzet is gekomen met dagvaarding voor de rechtbank van eersten aanleg.

De termijn tot het aanteekenen van hooger beroep tegen het op dat verzet gewezen vonnis bedraagt acht dagen terekenen van de beteekening.

De voorzitter *verplicht den schuldenaar* borgtocht te stellen of van genoegzame gegoedheid te doen blijken.

Het bevelschrift en het vonnis zijn uitvoerbaar niettegenstaande verzet of hooger beroep.

De hierboven bepaalde termijnen zijn niet vatbaar voor verlenging om reden van afstanden.

Heeft de eigenaar zijne woonplaats niet binnen het gebied der rechtbank, of heeft hij er zijne woonplaats niet gekozen, dan worden de andere dan de in alinea 3 vermelde beteekeningen geldig gedaan

Projet du Gouvernement.

ART. 22.

L'ordonnance, le jugement ou l'arrêt est publié par extrait, à deux reprises et à huit jours d'intervalle au moins, dans le *Moniteur belge*, ainsi que dans un des journaux d'Anvers, de Gand et de l'arrondissement dans lequel se trouve le port d'attache et notifié à tous les créanciers inscrits, aux domiciles par eux élus dans les inscriptions.

ART. 25.

Le dispositif de l'ordonnance, du jugement ou de l'arrêt est signifié au capitaine.

Si le bâtiment se trouve en pays étranger, ce dispositif peut être transmis télégraphiquement, par l'intermédiaire du Ministre des Affaires Etrangères, au consul de Belgique dans le ressort duquel se trouve le navire ou le bateau. Le consul en donne connaissance au capitaine et dresse acte de cette communication.

Le capitaine et tous ceux qui, ayant connaissance de l'ordonnance, du jugement ou de l'arrêt, s'opposent à son exécution seront passibles d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende de cinq cents francs à cinq mille francs.

Ontwerp der Regering.

griffie van de burgerlijke rechtbank.

ART. 22.

Het bevelschrift, het vonnis of het arrest worden tweemaal en met een tusschentijd van ten minste acht dagen bij uittreksel bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* alsmede in een der nieuwsbladen van Antwerpen, van Gent en van het arrondissement binnen hetwelk is gelegen de haven waar het schip te huis hoort, en beteekend aan al de ingeschrevenen schuldeischers, ter door hen in de inschrijvingen gekozen woonplaats.

ART. 25.

Het beschikkend gedeelte van het bevelschrift, van het vonnis of van het arrest wordt aan den kapitein beteekend.

Bevindt zich het vaartuig in een vreemd land, dan mag dat beschikkend gedeelte, door de tussenkomst van den Minister van Buitenlandsche Zaken, telegraphisch worden overgezonden aan den Belgischen consul binnen wiens ambtsgebied het zeeschip of het binnenschip is liggende. De consul geeft er kennis van aanden kapitein en maakt van die kennisgeving eene akte op.

De kapitein, en eenieder, die, kennis hebbende van het bevelschrift, het vonnis of het arrest, zich verzet tegen deszelfs tenuitvoerlegging, is strafbaar met gevangenisstraf van ééne maand tot twee jaar en met geldboete van vijf honderd frank tot vijf duizend frank.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 21.

(Comme ci-contre.)

ter griffie van de burgerlijke rechtbank.

ART. 21.

(Zooals hiernevens.)

ART. 22.

(Comme ci-contre.)

ART. 22.

(Zooals hiernevens.)

Projet du Gouvernement.

Les articles 66, 67, 69 § 2, et 85 du Code pénal sont applicables à cette infraction.

ART. 24.

Le créancier envoyé en possession doit respecter les engagements relatifs au bâtiment et au voyage contractés sans fraude par le capitaine.

Il est responsable de sa gestion.

ART. 25.

Pendant six mois à dater de la notification faite aux créanciers inscrits ou de la dernière publication, le débiteur, le propriétaire et tout créancier inscrit ou muni d'un titre exécutoire peut requérir le créancier envoyé en possession de faire procéder à la vente du bâtiment dans les formes prescrites par les articles 14, 15 et 16 de la présente loi.

Le président peut néanmoins, à la demande de tout intéressé, le débiteur dûment appelé ainsi que le propriétaire, les créanciers inscrits, et, le cas échéant, les créanciers munis d'un titre exécutoire qui ont requis la vente, ordonner qu'il sera procédé à la vente, même à l'étranger, par un courtier de navires. Il détermine, dans ce cas, les conditions auxquelles la vente aura lieu.

Ontwerp der Regering.

De artikelen 66, 67, 69 § 2, en 85 van het Strafwetboek zijn van toepassing op dit misdrijf.

ART. 24.

De schuldeischer, die in het bezit van het schip is gesteld, moet de verbintenissen betreffende het vaartuig en de reis, door den kapitein zonder bedrog aangegaan, eerbiedigen.

Hij is aansprakelijk voor zijn beheer.

ART. 25.

Gedurende zes maanden, te rekenen van de aan de ingeschreven schuldeischers gedane beteekening of van de laatste afkondiging, mag de schuldenaar, de eigenaar en elk ingeschreven of van een executorialen titel voorziene schuldeischer, den in bezit van het schip gestelden schuldeischer opvorderen tot verkoop van het vaartuig over te gaan op de wijze bij de artiken 14, 15 en 16 van deze wet voorgeschreven.

Desniettemin mag de voorzitter bevelen, op aanvraag van iederen belanghebbende, den schuldenaar behoorlijk opgeroepen, alsmede den eigenaar, de ingeschreven schuldeischers en, bij voorkomend geval, de van een executorialen titel voorzien schuldeischers, die den verkoop hebben gevorderd, dat door een scheepsmakelaar tot den verkoop zal worden overgegaan, zelfs buitenslands. In dat geval bepaalt hij de voorwaarden, waarin de verkoop zal plaats hebben.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

(Comme ci-contre).

(Zooals hiernevens).

ART. 23.

ART. 23.

(Comme ci-contre.)

(Zooals hiernevens).

ART. 24.

ART. 24.

(Comme ci-contre.)

(Zooals hiernevens.)

Projet du Gouvernement.

CHAPITRE IV.

De la surenchère sur l'aliénation
volontaire.

ART. 26.

La réquisition par laquelle un créancier inscrit poursuit la mise du navire ou du bateau aux enchères, conformément à l'article 42 du livre II du Code de commerce, contient constitution d'avoué près le tribunal du lieu où se trouve le navire, et, s'il est en cours de voyage, devant le tribunal du port d'attache.

L'acte de réquisition de mise aux enchères contient, à peine de nullité de la surenchère, l'offre de la caution, avec assignation à trois jours devant le même tribunal pour la réception de cette caution, à laquelle il est procédé comme en matière sommaire et urgente.

Il n'est pas pris jugement de jonction, et les défaillants ne sont pas réassignés.

ART. 27.

Si la caution est rejetée, la surenchère est déclarée nulle et l'acquéreur maintenu à moins qu'il n'ait été fait de surenchère par d'autres créanciers.

ART. 28.

Le jugement de réception de caution désigne l'officier ministériel

Ontwerp der Regeering.

HOOFDSTUK IV.

Van opbod bij vrijwillige
vervreemding.

ART. 26.

De vordering krachtens welke een ingeschreven schuldeischer het in veiling brengen van het zeeschip of het binnenschip, overeenkomstig artikel 42 voor het II^e Boek van het Wetboek van Koophandel, vervolgt, bevat stelling van een pleitbezorger bij de rechtbank der plaats waar het schip is liggende, en, indien het varende is, voor de rechtbank der haven waar het te huis hoort.

De akte van vordering tot het in veiling brengen bevat, op straffe van nietigheid van het opbod, het aanbod van den borgtocht, met dagvaarding op drie dagen voor dezelfde rechtbank tot het aannemen van dezen borgtocht, waartoe als in sommaire en spoedeisende zaken wordt overgegaan.

Een vonnis van verbinding wordt niet genomen en de niet verschijnenden worden niet opnieuw gedagvaard.

ART. 27.

Wordt de borgtocht verworpen, dan wordt het opbod van onwaarde verklaard en blijft de kooper verbonden, ten ware andere schuldeischers een opbod hadden gedaan.

ART. 28.

Het vonnis tot aanneming van borgtocht wijst den ministerieelen

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

—
CHAPITRE IV.

**De la surenchère sur l'aliénation
volontaire**

ART. 25.

(Comme ci-contre.)

—
HOOFDSTUK IV.

**Van opbod bij vrijwillige
vervreemding.**

ART. 25.

(Zooals hiernevens.)

ART. 26.

(Comme ci-contre.)

ART. 26.

(Zooals hiernevens.)

ART. 27.

(Comme ci-contre.)

ART. 27.

(Zooals hiernevens.)

Projet du Gouvernement.

chargé de procéder à la vente, et en indique l'époque. Il y est procédé d'après les conditions primitives ou d'après un nouveau cahier des charges arrêté de commun accord entre le surenchérisseur et les parties intéressées.

ART. 29.

Lorsqu'une surenchère a été notifiée dans les termes de l'article 26, chacun des créanciers inscrits a le droit de se faire subroger à la poursuite, conformément à l'article 58 de la loi du 15 août 1854, si le surenchérisseur ou le nouveau propriétaire ne donne pas suite à la procédure dans le mois de la surenchère.

Sont également applicables au cas de surenchère les articles 59 et 60 de la dite loi.

ART. 30.

Pour parvenir à la revente par suite de surenchère, l'officier ministériel commis par le jugement rendu conformément à l'article 28 de la présente loi, fait imprimer les affiches qui contiennent :

1^o La date et la nature de l'acte d'aliénation sur lequel la surenchère a été faite, et, le cas échéant, le nom du notaire qui l'a reçu ;

2^o Le prix énoncé dans l'acte, s'il s'agit d'une vente, ou l'évaluation donnée aux navires ou bateaux dans la notification aux créanciers inscrits, s'il s'agit de tout autre acte ;

Ontwerp der Regering.

ambtenaar aan, die belast is met den verkoop, en bepaalt den dag van dien verkoop. Daartoe wordt overgegaan volgens de eerste voorwaarden of volgens een nieuw lastkohier, in overleg opgemaakt door den opbieder en de belanghebbende partijen.

ART. 29.

Wanneer een opbod naar luid van artikel 26 is betcekend, heeft ieder der ingeschreven schuldeischers het recht, zich overeenkomstig artikel 58 der wet van 15 Augustus 1854 in de plaats van de vervolgende partij te doen stellen, indien de opbieder of de nieuwe eigenaar aan de rechtspleging geen gevolg geeft binnen ééne maand na het opbod.

Op het geval van opbod zijn eveneens van toepassing de artikelen 59 en 60 van die wet.

ART. 30.

Om totherveiling ten gevolge van opbod te komen, laat de ministerieele ambtenaar, door het overeenkomstig artikel 28 van deze wet gewezen vonnis aangesteld, plakbrieven drukken die vermelden :

1^o den datum en den aard van de akte van vervreemding waarop het opbod is gedaan en, bij voorkomend geval, den naam van den notaris die ze ontvangen heeft ;

2^o den in de akte vermelden prijs, indien het eene verkooping geldt, of de aan de zee- of binnenscheepen, in de beteekening aan de ingeschreven schuldeischers, opgegeven

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

(Comme ci-contre).

(Zooals hiernevens).

ART. 28.

ART. 28.

(Comme ci-contre.)

(Zooals hiernevens.)

ART. 29.

ART. 29.

(Comme ci-contre.)

(Zooals hiernevens.)

Projet du Gouvernement.

3° Le montant de la surenchère ;
 4° Les noms, professions, domiciles du précédent propriétaire et du surenchérisseur ;

5° Le nom, le mode de puissance motrice du bâtiment, les matériaux de sa coque, la date de sa construction, ses dimensions, son tonnage et, s'il s'agit d'un bâtiment à moteur mécanique, la force nominale de sa machine motrice ;

6° Le lieu où il se trouve ;

7° L'indication des jour, heure et lieu de l'adjudication.

Ces affiches sont apposées, dix jours au moins avant l'adjudication, au grand mât ou sur la partie la plus apparente du bâtiment, à la porte principale de la maison communale du lieu où la vente doit se faire, sur le quai du port où le bâtiment est amarré, ainsi qu'à la bourse de commerce s'il y en a une.

Dans le même délai, l'insertion des énonciations qui précèdent sera faite dans un des journaux publiés au lieu où la vente doit se faire, ainsi que dans un des journaux d'Anvers, de Gand et de l'arrondissement dans lequel se trouve le port d'attache.

Les articles 99 et 100 de la loi du 15 août 1854 sont, en outre, applicables.

Ontwerp der Regeering.

waardeering, indien het elke andere akte geldt ;

5° het bedrag van het opbod ;

4° de namen, het beroep, de woonplaats van den vorigen eigenaar en van den opbieder ;

5° den naam, den aard der beweegkracht van het vaartuig, de materialen van zijn romp, het tijdstip waarop het werd gebouwd, zijne afmetingen en zijne tonnemaat, en, betreft het een vaartuig met mechanischen motor, de nominale kracht van zijne drijfmachine ;

6° de plaats waar het is liggende ;

7° de opgave van dag, uur en plaats der toewijzing.

Deze plakbrieven worden ten minste tien dagen vóór de toewijzing aangeslagen aan den grooten mast of op het meest in het oog vallende gedeelte van het vaartuig, aan den hoofdingang van het gemeentehuis der plaats waar de verkoop zal geschieden, op de kade der haven waar het vaartuig is gemeerd, alsmede aan de beurs van koophandel, zoo die aldaar bestaat.

Binnen denzelfden termijn worden de voorgaande aanwijzingen geplaatst in een van de nieuwsbladen der gemeente waar de verkoop zal geschieden, alsmede in een der nieuwsbladen van Antwerpen, van Gent en van het arrondissement waarin is gelegen de haven waar het schip te huis hoort.

Bovendien zijn van toepassing de artikelen 99 en 100 der wet van 15 Augustus 1854.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

(Comme ci-contre.)

(Zooals hiernevens.)

Projet du Gouvernement.

ART. 31.

Le surenchérisseur, même en cas de subrogation à la poursuite, est déclaré adjudicataire, si, au jour fixé pour l'adjudication, il ne se présente pas d'autre enchérisseur.

Sont applicables au cas de surenchère les articles 42, 43, 46, 47, 48, 49 de la loi du 15 août 1854 et 18 de la présente loi.

Les formalités prescrites par les articles 26 et 30 qui précèdent, sont observées à peine de nullité.

Les nullités doivent être proposées, à peine de déchéance, conformément à l'alinéa 4 de l'article 101 de la loi du 15 août 1854.

L'alinéa 5 dudit article est également applicable.

ART. 32.

L'adjudication par suite d'une surenchère sur aliénation volontaire ne peut être frappée d'aucune autre surenchère, sauf toutefois ce qui est statué par l'article 18 en cas de folle enchère.

Les demandes en nullité devront être formées, à peine de déchéance, dans la quinzaine de la vente.

CHAPITRE V.

De l'ordre.

ART. 33.

La distribution du prix est faite ainsi qu'il est prescrit par le Code

Ontwerp der Regeering.

ART. 31.

De opbieder, zelfs ingeval van inplaatsstelling in de vervolging, wordt kooper verklaard, indien op den voor de toewijzing bepaalden dag geen ander bieder zich aanmeldt.

Op het geval van opbod zijn van toepassing de artikelen 42, 43, 46, 47, 48, 49 der wet van 15 Augustus 1854 en 18 van deze wet.

De bij de voorgaande artikelen 26 en 30 voorgeschreven formaliteiten worden op straffe van nietigheid nagekomen.

De middelen tot nietigheid moeten, op straffe van vervallenverklaring, worden voorgedragen overeenkomstig de 4^{de} alinea van artikel 101 der wet van 15 Augustus 1854.

De 5^{de} alinea van dat artikel is eveneens van toepassing.

ART. 32.

De toewijzing ten gevolge van een opbod bij vrijwillige vervreemding, kan door geen verder opbod worden getroffen, behoudens nochtans hetgeen bij artikel 18 in geval van rouwkoop is bepaald.

De eischen tot nietigheid moeten, op straffe van vervallenverklaring, worden ingesteld binnen vijftien dagen na den verkoop.

5^o HOOFDSTUK.

Regeling van voorrang.

ART. 33.

De verdeeling van den koopprijs geschiedt zooals is voorgeschreven

Texte proposé par la Commission

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 30.

ART. 30.

(Comme ci-contre.)

(Zooals hiernevens.)

ART. 31.

ART. 31.

(Comme ci-contre.)

(Zooals hiernevens.)

CHAPITRE V.

HOOFDSTUK V.

De l'ordre.

Regeling van voorrang.

ART. 32.

ART. 32.

(Comme ci-contre.)

(Zooals hiernevens.)

Projet du Gouvernement

de procédure civile au titre de l'ordre.

Dispositions transitoires.

ART. 34.

Le titre II du livre II de l'ancien Code de commerce est abrogé.

Les poursuites commencées antérieurement à la mise en vigueur de la présente loi continueront à être réglées par les dispositions législatives qui sont actuellement obligatoires.

Ontwerp der Regeering

in het Wetboek van Burgerlijke Rechtspleging, in den titel tot regeling van voorrang.

Overgangsbepalingen.

ART. 34.

Titel II van het II^{de} boek van het vroeger Wetboek van Koophandel wordt ingetrokken.

Op de vervolgingen, ingesteld vóór het in werking treden van deze wet, blijven van toepassing de wetsbepalingen die thans van kracht zijn.

Texte proposé par la Commission

Tekst door de Commissie voorgesteld.

(Comme ci-contre.)

(Zooals hiernevens.)

ART. 33.

ART. 33.

(Comme ci-contre.)

(Zooals hiernevens.)

